

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Le colonialisme scientifique dans le Nord du Québec : Rousseau, Hamelin et le Centre
d'études nordiques (1947-1961)

Mémoire présenté comme exigence partielle
de la Maîtrise en Histoire

Par
Charles Dorval

Avril 2024

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Faculté des Arts et sciences, département d'Histoire

Ce mémoire intitulé

**Le colonialisme scientifique dans le Nord du Québec : Rousseau, Hamelin et le
Centre d'études nordiques (1947-1961)**

Présenté par

Charles Dorval

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Meagan Wierda

Présidente du jury

Mathieu Arsenault

Directeur de recherche

Thomas Wien

Membre du jury

Résumé

Le Nord du Québec est un des grands oubliés de l'historiographie québécoise. Ce territoire intègre le récit national après 1960, alors que l'État québécois en pleine Révolution tranquille investit le territoire. Lorsqu'il est étudié avant cette date, c'est habituellement pour mettre l'accent sur l'exploitation des ressources naturelles, notamment le fer. Dans ce mémoire, nous réévaluons cette tendance historiographique en observant que l'État québécois s'intéresse au territoire bien avant. Dans les années 1940 et 1950 commence une expansion coloniale, menée par un groupe de savants qui, en quête de connaissances et en quête d'actualisation de la Nation, visitent et étudient le Nord. Les années 1940 sont marquées par le botaniste et ethnologue Jacques Rousseau, qui tresse par ses recherches les premiers nœuds d'une dynamique de savoir-pouvoir avec le gouvernement du Québec. Dans les années 1950, le géographe Louis-Edmond Hamelin lui emboîte le pas, créant une institution de recherche scientifique nordique au bénéfice de la province par la fondation du Centre d'études nordiques de l'Université Laval, inauguré en 1961. L'étude des trajectoires de ces hommes et de la communauté scientifique au sein de laquelle ils œuvrent montre le prélude à la domination du territoire par le Québec et l'établissement d'un rapport colonial dans le territoire alors connu sous le nom de l'Ungava.

Mots-clés : Nord, Ungava, Québec, histoire des sciences, colonialisme scientifique, Jacques Rousseau, Louis-Edmond Hamelin, Centre d'études nordiques.

Abstract

Québec historiography has largely forgotten [has neglected?] the province's North. The territory found a place in the national narrative only after 1960 and the start of the Quiet Revolution, which saw the Québec state invest the space. Studies of the North before that period tended to emphasize the exploitation of natural resources, principally iron. This thesis seeks to nuance this periodization by documenting early interest in the territory on the part of the Québec political elites. In the 1940s and 1950s, a colonial expansion began; it was led by a group of scientists who in the pursuit of knowledge and of modernity for their nation, visited and studied the North. The 1940s were marked by the botanist Jacques Rousseau, whose pioneering research inaugurated a power/knowledge dynamic with the Québec government. In the 1950s and beyond, the geographer Louis-Edmond Hamelin followed in Rousseau's footsteps. The northern scientific research institute he created at Laval University, the Centre d'études nordiques, was inaugurated in 1961. The study of these men's trajectories and of their scientific community shows the creation of a colonial rapport in the region then known as Ungava – a kind of prelude to Québec's domination of the territory.

Keywords : North, Ungava, Quebec, History of Sciences, scientific colonialism, Jacques Rousseau, Louis-Edmond Hamelin, Centre d'études nordiques.

Table des matières

Résumé	I
Abstract	II
Table des matières.....	1
Liste des abréviations	3
Remerciements.....	4
Introduction : « Nouveau Québec à la veille d’une expansion fantastique ».....	5
Chapitre 1 : Les frontières d’une zone d’ombres : la science nordique québécoise avant la Révolution tranquille.....	10
1.1 Le Nord et la nordicité au Canada	11
1.2 Le Nord et la nordicité au Québec : deux tendances	14
1.2.1 Souveraineté et contrôle, le rôle du fédéral	14
1.2.2 Extractivisme et rôle du provincial	16
1.3 Histoire nationale : ruptures et continuité de 1960.....	22
1.4 Dans l’œil du savant : l’histoire des sciences.....	25
1.5 Observer l’action à distance : Problématique, concepts et méthodologie.....	28
Chapitre 2 : Le pionnier : Jacques Rousseau et les débuts d’une science nordique québécoise.	37
2.1 Les origines du pionnier : formation et début de carrière	40
2.1.1 Le dauphin de Marie-Victorin	40
2.1.2 Polymathie et interdisciplinarité	44
2.2 À travers l’Ungava	48
2.2.1 La sempiternelle quête du financement	51
2.2.2 Caribous, rennes, et la valeur économique de l’Ungava	62
2.2.3 Grandeur et décadence des monts Otish.....	71
2.3 Conclusion : le bâton du pèlerin.....	78
Chapitre 3 : La consécration : Louis-Edmond Hamelin et le Centre d’études nordiques.....	83
3.1 Les premiers pas du géographe	86
3.1.1 Dans les traces de Raoul Blanchard	86
3.1.2 En route vers le Nord.....	91
3.2 Le Centre de recherche de Laval dans le Nord canadien (CRLNC).....	96
3.2.1 Nouvelle génération, nouveau projet.....	96
3.2.2 Le mémoire de 1955.....	101
3.2.3 La réception du projet dans les milieux savants.....	106
3.2.4 La réception du projet dans la classe politique	109

3.3	Le Centre d'études nordiques	112
3.3.1	Jamais deux sans trois	112
3.3.2	Pour un centre nordique.....	116
3.3.3	Réception et officialisation du projet.	126
3.4	Conclusion : Des scientifiques à Fort Chimo	131
	Conclusion : Le début d'un temps nouveau.....	134
	Bibliographie	144
	Annexes	155

Liste des abréviations

ACFAS	Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
AINA	Arctic Institute of North America
AUL	Archives de l'Université Laval
CEN	Centre d'études nordiques
CRLNC	Centre de recherches de Laval dans le Nord canadien
DGNQ	Direction générale du Nouveau-Québec
NDRB	National Defence Research Board

Remerciements

D'abord, un grand merci à monsieur Mathieu Arsenault, dont la direction est l'étoile polaire de ce mémoire. Votre grande disponibilité, la précision de vos commentaires, la curiosité vis-à-vis mon sujet d'étude et l'étendue de vos connaissances m'ont empêché de perdre le nord.

Merci à ma famille et mes amis de m'avoir accompagné, dans cette aventure. Merci à mon père d'avoir la voix qui me donne confiance en moi. Merci à ma mère d'être une source inépuisable de courage. Merci à ma sœur d'incarner tout ce qu'une meilleure amie est.

Merci à mes camarades historien.ne.s pour ces belles années d'amitié et de partage de connaissances. Une mention toute spéciale à Rafael Lavergne, Antoine Csuzdi-Vallée, Soheila El Ghaziri et Marc-Antoine Bouchard-Racine. Nos discussions sont aussi impossibles à compter que leur richesse à évaluer, mais je suis certain qu'elles sont faciles à retrouver dans les lignes qui suivent.

Introduction : « Nouveau Québec à la veille d'une expansion fantastique »

« On l'avait d'abord appelé Terre de Rupert, puis district de l'Ungava des territoires du nord-ouest, puis Nouveau-Québec, puis Nunavik. Pour court-circuiter la chronologie : ce territoire a été annexé au Québec depuis 1912 alors que mon grand-père Tugulak avait 13 ans.

Cinquante-deux ans plus tard, en 1964, j'avais moi-même 13 ans quand des représentants du gouvernement québécois sont allés pour la première fois dans ce qu'ils appelaient le Grand Nord. Un éveil politique dans le sud du Québec, connu sous le nom de Révolution Tranquille, avait poussé le premier ministre libéral Jean Lesage à envoyer au Nord son ministre des Ressources naturelles. »

Zebedee Nungak¹

¹ Zebedee Nungak, *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes. Le combat des Inuits du Québec pour leurs terres ancestrales* (Montréal : Boréal, 2019), p. 22-23.

L'activiste et politicien inuit Zebedee Nungak, dans son essai *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes*, parle d'une visite de Lévesque, en 1964, comme étant la première fois qu'un élu du gouvernement du Québec visite le Nord². Toutefois, il fait erreur : l'évènement de 1964 auquel Nungak fait référence s'agit du deuxième voyage de Lévesque. À l'automne 1961, le ministre des Ressources naturelles du gouvernement Lesage, René Lévesque, se rend à Fort Chimo³. C'est ce voyage qui est véritablement la première fois qu'un élu du gouvernement québécois s'y rend. Si Nungak se trompe sur la chronologie exacte des visites nordiques de Lévesque, c'est sans doute parce que du point de vue inuit, la délégation menée par Lévesque en 1964 est très significative et constitue en elle-même une première. L'objectif de celle-ci est en effet la tenue d'un sommet entre les représentants des communautés inuit de toute la péninsule et le gouvernement du Québec. C'est le début d'une nouvelle relation entre les populations locales et le gouvernement du Québec⁴.

Le voyage de 1961 de Lévesque était très différent. Il faisait partie d'une série de visites dans les régions éloignées du Québec, afin d'évaluer, en tant que ministre du tout nouveau ministère des Ressources naturelles, comment organiser la gestion des richesses du territoire québécois⁵. C'est à l'issue de ce premier voyage qu'il prononce sa célèbre boutade « ce qu'on remarque dans le nord, c'est les autres »⁶. Il revient de ce voyage avec la ferme intention de renverser cette tendance, s'exprimant dans les médias sur l'importance pour les Canadiens français d'investir et de prendre possession de ces territoires qui leur reviennent de droit⁷.

Qu'elle fasse fausse route ou non, l'observation de Nungak soulève à nos yeux un problème historique. Qu'on considère le voyage de 1961 ou celui de 1964, les visites de Lévesque dans le Nord du Québec sont présentées comme étant un point de rupture qui est relié à un autre tournant canonique du récit national québécois, la Révolution tranquille.

² Voir l'épigraphie du premier chapitre, à la page précédente, tirée de Nungak, *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes*, p. 23.

³ Fort Chimo est le nom porté par la ville actuelle de Kuujuaq jusqu'en 1979.

⁴ Nungak, *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes*, p. 23.

⁵ Henri Dutil, « Nouveau Québec à la veille d'une expansion fantastique », *Le Soleil*, 4 août 1961, p. 30.

⁶ Archives de l'Université Laval, P311 Fonds Louis-Edmond Hamelin, H1.3, *La mise en valeur du nouveau Québec*, Transcrit d'une causerie prononcée à Radio-Canada, à l'émission *Commentaires* le 7 août 1961, p. 3

⁷ Dutil, « Nouveau Québec », p. 29.

Ce phénomène, entamé en 1960, est construit comme un moment déterminant qui transforme tout. Même l'intérêt du Québec envers le Nord et la colonisation de cet espace, exemplifié par ces visites de Lévesque, n'échapperait pas à ce déterminisme historique.

Les ramifications d'une telle date, d'un tel événement, sont à considérer si on souhaite réellement en prendre la mesure. À une époque où nous interrogeons la dimension coloniale de l'histoire du Québec, observer le contexte d'un événement qui marque le changement devient une manière de mettre en lumière sa nature. Ainsi, on en vient à se poser la question : qu'est ce qui précède la visite de René Lévesque en 1961? Comment est-ce qu'une telle visite a été possible, quels ont été les incitatifs à sa réalisation? En d'autres mots, comment est-ce que l'État québécois a pu se déployer comme état colonial dans le Grand Nord à partir de 1960?

L'hypothèse de base serait que le début des années 1960 représente plutôt une charnière qu'une rupture, plutôt le passage d'un moment à un autre que le début d'une nouvelle époque. L'époque d'avant en est une de préparation, de mise en place. Plus subtile, c'est la fondation par la base d'une structure coloniale qui permettrait le déploiement subséquent de l'État. Ainsi, les années 1940 et 1950 sont à l'étude. Le nord de la péninsule, qu'on appelait à l'époque l'Ungava ou Nouveau-Québec, est le territoire sous la loupe. Que se passe-t-il, comment se mesure la présence de l'État québécois dans ce territoire? Qui s'y rend, et qu'est-ce qu'ils y font?

Les acteurs classiques de la colonisation nordique au Canada sont établis depuis plusieurs décennies dans l'historiographie. Commerçants et missionnaires se partagent la tâche d'être les agents du Sud qui pénètrent le territoire. Un groupe, parfois mis de côté dans l'historiographie canadienne et québécoise bien qu'il soit au cœur du déploiement colonial dans l'histoire globale, est celui des savants et des scientifiques. Par leur étude du territoire et des populations, ils sont souvent des précurseurs à la colonisation. Les savoirs qu'ils acquièrent permettent aux métropoles d'exercer un pouvoir sur les périphéries. En ce qui concerne le cas du Nord du Québec, ce type de colonialisme scientifique semble jouer un rôle important. De fait, le Centre d'études nordiques voué à la recherche multidisciplinaire sur le Nord est fondé à l'Université Laval en 1961, soit la même année que la fameuse première visite de René Lévesque dans le Grand Nord. Ce centre voit

d'ailleurs le jour grâce au financement du gouvernement du Québec, principalement par l'appui de Lévesque.

Si le début des années soixante peut se comprendre comme un moment charnière plutôt qu'une rupture, alors le Centre d'études nordiques et le colonialisme scientifique peuvent se comprendre par l'étude du développement de la science nordique lors des années précédentes. Et c'est bien là le cœur de notre problématique.

L'étude des recherches scientifiques menées dans le Grand Nord lors des années 1940 et 1950 révèle le développement graduel d'un intérêt pour l'espace nordique, tant dans la communauté scientifique qui se professionnalise que pour le gouvernement du Québec, partenaire à plusieurs égards de ces recherches. L'appui financier à la recherche scientifique dans les territoires du Nouveau-Québec par les élus de la province déterminent les premières entreprises coloniales proprement québécoises dans le Grand Nord et permettent, à partir de 1960, l'installation d'une colonisation à plus grande échelle. En d'autres mots, l'occupation de l'espace nordique que l'on observe à partir de la Révolution tranquille est tributaire du travail réalisé en amont par la communauté scientifique.

Présentant une analyse historiographique centré sur la nordicité, l'histoire coloniale, de même que le récit national québécois, le premier chapitre présente le sujet et pose les bases théoriques notre mémoire. Il permet également d'établir notre plan conceptuel et de mettre en place notre méthodologie s'appuyant sur les travaux en sociologie des sciences de Bruno Latour et sur certaines considérations en cartographie.

S'ensuit l'analyse de notre corpus de sources dans le deuxième chapitre qui porte sur Jacques Rousseau, un botaniste et ethnologue québécois qui joue un rôle de pionnier dans le déploiement du colonialisme scientifique nordique. Ses voyages de recherches dans le Grand Nord marquent un point de départ dans le dialogue entre science et politique. Entre 1947 et 1951, il se rend à plusieurs endroits du Nouveau-Québec et récolte des données qui lui permettent d'accumuler une panoplie de nouvelles connaissances. Par ses articles et ses communications, il contribue à faire grandir l'intérêt pour le territoire, tant dans la communauté scientifique que parmi la classe politique.

L'analyse se poursuit et se termine dans le troisième chapitre, dédié à l'étude de l'œuvre du géographe Louis-Edmond Hamelin. Fondateur du Centre d'études nordiques, il est à la tête d'une campagne pour la création de ce centre de recherches et représente la consécration de cette première phase du projet colonial nordique québécois. Tout au long des années cinquante, entre voyages et articles, démarches politiques et positionnement dans la bureaucratie universitaire, Hamelin parvient à conclure le travail initié par Rousseau. Le dialogue entre science et politique qu'il entretient à son tour mène à la création du Centre d'études nordiques et la fin de la première étape du colonialisme scientifique québécois dans le Grand Nord. Cette conclusion est aussi le début d'une nouvelle phase : le Centre d'études nordiques est la première d'une longue série d'institutions provinciales dans les territoires inuit.

Ce mémoire vise donc à définir cette première phase du projet colonial nordique québécois, celle de l'exploration scientifique et de l'installation d'une dynamique coloniale de savoirs-pouvoir. La poursuite de cet objectif se fait par une plongée dans l'univers de certains des grands acteurs de ces changements, mais aussi par l'observation de trajectoires contemporaines et parallèle. L'institutionnalisation et la professionnalisation des sciences universitaires, la consolidation de l'État-providence et la mutation du nationalisme québécois ponctue ainsi notre récit. Il en ressort une reconsidération, sans pour autant être une remise en question, du jalon historiographique majeur qu'est la Révolution tranquille. Surtout, ce mémoire établit la position coloniale de la Province dans le Nord de son territoire dès les années 1940.

Chapitre 1 : Les frontières d'une zone d'ombres : la science nordique québécoise avant la Révolution tranquille.

« The entire story of New Quebec supports Hare's thesis : the exploration and re-exploration of the region have been pursued with two ends in view : economic profit and scientific information; they have had two results : financial reward and the advance of knowledge. In the many-phased exploration of New Quebec science has served government and industry; in turn, industry and government have served science. How successful this co-operation have been in Quebec may be judged by the results : the establishments of mining settlements in the remote interior, the construction of railroads from the mines to newly created seaports, the establishment of scientific research stations, and the advances in every branch of the physical and biological sciences that can be studied in the region. »¹

¹ Alan Cooke, « The Exploration of New Quebec », dans *Nouveau-Québec : contribution à l'étude de l'occupation humaine*, Jean Malaurie et Jacques Rousseau, dirs. (Paris : Mouton, 1964), p. 170. La thèse de Kenneth Hare, ici énoncée par Alan Cooke, sera abordée dans le chapitre.

L'étude du Nord québécois durant les années 1940 et 1950 est un exercice motivé par le peu d'attention donnée à ce sujet dans l'historiographie. Plusieurs courants historiographiques s'approchent, à divers degrés, du sujet de cette recherche. Ce chapitre vise à faire un survol de ces trajectoires afin de circonscrire avec précision le carrefour au sein duquel se trouve notre espace de recherche. Pour chacune de ces catégories historiographiques, nous remarquons une zone d'ombre qui laisse une partie de l'histoire inexplorée. L'histoire de la nordicité, l'histoire coloniale canadienne et québécoise, l'histoire nationale québécoise et l'histoire des sciences se rencontrent donc au cours des prochaines pages afin de préparer notre terrain de recherche. Ainsi, notre problématique se définit à la lecture du chapitre. Le cadre conceptuel et méthodologique complète ce segment qui nous lancera dans une analyse des voyages scientifiques dans le Grand Nord Québécois pour la suite du mémoire.

1.1 Le Nord et la nordicité au Canada

L'espace nordique est abordé plutôt tardivement dans l'historiographie canadienne. Souvent négligé par les historiens du début du siècle, le Nord apparaît seulement dans les récits des figures marquantes comme Harold Innis et Donald Creighton lorsqu'il permet d'appuyer leur théorie principale. Innis intègre le Nord à sa théorie des *staples*, le voyant simplement comme une région-ressource parmi tant d'autres². Creighton, lui, écarte les zones septentrionales de sa théorie du développement qui se concentre sur l'axe laurentien et l'axe est-ouest³. Au Canada, ce n'est qu'à partir des années 1960 que l'histoire nordique commence à être considérée comme un sujet à part entière.

Dans son article de 1966 « The True North Strong and Free », Carl Berger donne une position de choix au Nord. L'historien y distingue un élément formateur de l'identité nationale et le marqueur de profondes différences entre les Canadiens et les autres, notamment états-unis⁴. Il observe comment la construction nationale canadienne s'appuie sur le Nord pour justifier son identité propre. Cependant, Berger n'aborde pas le

² W.L. Morton, « The "North" in Canadian History » dans *Contexts of Canada's Past : Selected Essays of W.L. Morton*, A.B. McKillop, dir. (Toronto : Macmillan, 1980), p. 238.

³ *Ibidem*.

⁴ Carl Berger, « The True North Strong and Free » dans *Nationalism in Canada*, Peter Russell, dir. (Toronto : McGraw-Hill, 1966), p. 3-26.

Nord territorial, mais plutôt de l'idée du Nord. Le territoire, son développement, ses populations et leurs impacts sur l'histoire canadienne sont négligés par rapport à l'image et aux représentations qui en sont faites. Par exemple, on élève le caractère et la force propre aux Canadiens à leur expérience à braver le Nord, territoire froid et hostile qui forge les aptitudes de ceux qui le bravent. Le Nord apparaît ainsi dans l'historiographie, mais comme une idée, pas encore comme espace tangible. Dans les années 1970, les historiens Morton et de Zaslów viennent donner une autre couleur à l'espace nordique. Ils dépassent l'argumentaire du Nord imaginaire, proposant que le Nord, d'un point de vue économique, soit au cœur de l'histoire canadienne. L'article de Morton est un appel à la communauté historique qu'il invite à s'approprier le sujet, alors que l'œuvre majeure en deux tomes de Zaslów applique avec rigueur le schéma des *staples* à l'espace nordique canadien. Ainsi, que ce soit dans la perspective de l'histoire nordique comme histoire des représentations, ou comme une histoire du développement économique, le Nord est toujours placé dans une relation de centre-périphérie par rapport au Sud.

Ce rapport est contesté par les penseurs du Nord dans la décennie suivante. Publié par Louis-Edmond Hamelin en 1975, *Nordicité canadienne* présente une approche originale de la dynamique Nord-Sud du Canada⁵. L'ouvrage questionne la notion de nord et tout ce qui s'y rapporte. Le concept de nordicité fait autant référence au lieu du Nord et à ses enjeux matériel et physique, qu'à l'idée du Nord et les représentations qu'on s'en fait. Ainsi, il vient unir dans un même ouvrage les différentes orientations jusqu'alors abordées par les études nordiques. Selon Hamelin, le Nord existe par et pour lui-même. L'approcher avec le nouveau concept qu'il nomme nordicité, permet d'entamer une décolonisation du Nord, en le définissant selon des paramètres qui lui sont propres, et non seulement par sa relation avec le Sud⁶. Paradoxalement, il insiste aussi sur l'idée du Nord comme projet de développement et d'intégration à la conscience collective canadienne. Dans cette vision, il revient au Canada du Sud de s'investir dans ce territoire et d'en faire un espace au cœur de l'économie et de la société, tout en respectant les particularités propres de cet espace. Ainsi, malgré son intention de changer la dynamique centre-périphérie, Hamelin la poursuit.

⁵ Louis-Edmond Hamelin, *Nordicité canadienne*, (Montréal : Hurtubise HMH, 1975).

⁶ *Ibid.*, p. 12

L'ouvrage d'Hamelin lance tout de même un renouveau des études nordiques. Les penseurs du Nord qui lui succèdent sont toujours plus critiques et vont plus loin dans leur questionnement sur le Nord que la dichotomie d'un Nord hostile, inhabitable, mais rempli de richesses au bénéfice du Sud. Ils s'interrogent, comme Hamelin le propose, sur sa nature même, ou du moins sur la nature du rapport que le Sud entretient avec le Nord. C'est dans ce contexte que certains auteurs, dans les années 1980 et 1990, s'imposent dans le champ d'études. En opposition à Berger, Kenneth Coates rejette la mythification du Nord comme élément fondateur du caractère national, et propose une méthodologie pour l'étude du Nord par lui-même⁷. Shelagh Grant l'observe aussi sous l'angle de la mythologie canadienne, critiquant cette mythologie qui nie l'expérience différente du Nord selon les populations qui y vivent⁸. Quant à elle, Janice Cavell le rapproche de la *frontière* américaine, afin de comprendre la construction nationale canadienne de manière comparative⁹. Sherril Grace interprète le Nord comme lieu de discours, se servant de cet espace pour mettre en valeur la pertinence des théories poststructuralistes et des relations de pouvoir au Canada¹⁰. Cette dernière trace des liens avec l'orientalisme, suggérant que les thèses de Saïd sont applicables au Nord au même titre qu'à l'Orient : le Nord proposé dans la littérature et le discours est un monde imaginé, à des fins de contrôle et d'exploitation, de nature politique, économique et sociale. En ce sens, l'étude du Nord, comme espace, devient intimement lié au champ des études postcoloniales. La considération des populations locales et de leur expérience devient centrale à l'étude du Nord canadien, pour ne pas dire indissociable.

L'historiographie du Nord et de la nordicité est donc un champ d'étude relativement récent et en constante évolution. Certains de ses écueils persistent. Par exemple, la difficulté, malgré les intentions, de s'éloigner d'une vision nordique provenant du Sud et accentuant le rapport centre-périphérie. Une autre serait la relative absence de subdivisions du Nord canadien. Rarement le Nord est-il discuté comme autre chose qu'un tout. Certains ont abordé l'idée de fractionner géographiquement l'étude de cet espace,

⁷ Kenneth Coates, « The Discovery of the North: Towards a Conceptual Framework for the Study of Northern/Remote Regions », *Northern Review* 12/13, (1994) : p. 15-43.

⁸ Shelagh D. Grant, « Arctic Wilderness – And other Mythologies ». *Journal of Canadian Studies*, 33/2, (1998) : p. 27-42.

⁹ Janice Cavell, « The Second Frontier : The North in English-Canadian Historical Writing », *The Canadian Historical Review* 83, 3, (2002) : p. 1-15.

¹⁰ Sherril Grace, *Canada and the Idea of North* (Montréal : McGill University Press, 2001).

notamment Coates et Morrison dans leur ouvrage collectif *A History of Canada's Provincial Norths*¹¹. La nordicité est ainsi regardée, souvent à tort, comme un produit et un concept canadien, alors que plusieurs provinces ont des territoires nordiques. Nulle d'entre elles plus que le Québec, qui est pourtant la province avec le plus grand territoire arctique et subarctique, et dont le parcours au XX^e siècle est intimement lié à ses territoires septentrionaux. Cette zone d'ombre mérite un brin de lumière : comment est-ce que le rapport au Nord se développe historiographiquement et historiquement, au Québec?

1.2 Le Nord et la nordicité au Québec : deux tendances

1.2.1 Souveraineté et contrôle, le rôle du fédéral

La distance, des régions nordiques, éloignées des centres de pouvoir, joue un rôle central dans l'histoire du développement des états coloniaux. La pénétration des Eurocanadiens dans ces régions est beaucoup plus tardive que pour les autres régions du Canada¹². L'historiographie fait état des premiers contacts qui ont lieu, notamment par le missionnariat et le commerce des fourrures, mais c'est vraiment au courant du XX^e siècle que ces contacts prennent une forme coloniale plus rigide dans les territoires traditionnels des Inuit, des Cris, des Innus et des Naskapis. Dans cette première trajectoire historiographique, les années de l'après-guerre sont souvent vues comme étant le moment où émerge un intérêt majeur des sociétés du Sud pour le Nord. C'est alors que l'on assiste notamment à la militarisation de la zone, à la mise en place de politiques de sédentarisation, à la revendication canadienne de l'espace arctique, et au désir d'assimilation et d'intégration économique des Inuit.¹³ Ces politiques coloniales sont toutes issues ou liées

¹¹ Ken Coates et William Morrison, *A History of Canada's Provincial Norths* (Toronto : J. Lorimier, 1992).

¹² Bill Waiser, « A Very Long Journey : Distance and Northern History » dans *Northern Visions : New Perspectives on the North in Canadian History*, Abel, Kerry et Ken Coates, dirs., (Toronto : UTP, 2001), p. 37-44.

¹³ Pour des lectures supplémentaires sur la militarisation de la zone, voir P. Whitney Lackenbauer, « At the Crossroads of Militarism and Modernization : Inuit-Military Relations in the Cold War Arctic » dans *Roots of Entanglement : Essays in the History of Native-Newcomer Relations*, Rutherford, Myra, Kerry Abel, et P. Whitney Lackenbauer, dirs., (Toronto : University of Toronto Press, 2017), p. 116-158. Pour les politiques de sédentarisation, voir Gérard Duhaime, « La sédentarisation au Nouveau-Québec inuit », *Études/Inuit/Studies* 7, 2 (1983) : p. 25-52 et Peter Kulchyski et Frank James Tester, *Tammarniit (Mistakes). Inuit Relocations in the Eastern Arctic, 1939-1963* (Vancouver : UBC Press, 1994). Ce dernier ouvrage est aussi pertinent en ce qui a trait à la quête canadienne de souveraineté dans l'arctique, au même titre que Shelagh D. Grant, *Sovereignty or Security? : Government Policy in the Canadian North, 1936-1950* (Vancouver, UBC Press, 1988). Finalement, pour les projets d'assimilation économique, voir Meren, David. « 'Commend me the Yak' : The Colombo Plan, the Inuit of Ungava, and 'Developing' Canada's North », *Social History* 50, 102, (2017) : p. 343-370.

au gouvernement fédéral. L'historiographie est en ce sens assez claire : le Québec ignore le Nord et n'y démontre aucun intérêt jusqu'en 1960, alors que les nouveaux impératifs nationalistes et modernisateurs de la Révolution tranquille réorientent les ambitions de la province. Elle s'intéresse alors aux richesses de son territoire nordique, un peu comme l'avait fait le gouvernement fédéral canadien quelques décennies plus tôt.

Dans ce champ, les travaux de Toby Elaine Morantz sont incontournables. Morantz établit les bases conceptuelles du colonialisme bureaucratique dans *The White Man's Gonna Getcha : the Colonial Challenge to the Crees in Northern Quebec*¹⁴. Bien que le modèle de colonialisme canadien se comprenne comme une forme de colonialisme de peuplement, on ne peut appliquer ce modèle au Nord du Québec où on n'assiste pas à l'implantation intensive d'une nouvelle population. Morantz cherche donc une alternative plus précise et régionale à ce modèle. Ce qu'elle appelle le colonialisme bureaucratique est développé et argumenté dans cet ouvrage. Selon ce schéma, les institutions coloniales concentrées dans les centres de pouvoir du Sud sont à l'origine de politiques et de mesures gouvernementales affectant les communautés nordiques, bien que les auteurs de ces dernières n'aient aucun contact avec le territoire et les populations autochtones¹⁵. La thèse novatrice de l'auteurice se concentre sur une population précise, les Cris de la Baie-James, et en grande partie sur des politiques fédérales.

Morantz adapte cependant son cadre conceptuel du colonialisme bureaucratique dans le chapitre « Les politiques coloniales fédérales et provinciales dans le Nord québécois, 1945-1970 »¹⁶. L'article se penche sur le cas des Inuit en plus de celui des Cris afin d'établir une comparaison entre le destin des deux nations. La chronologie diffère entre les Cris et les Inuit, et les politiques ne sont pas issues du même ministère. Tout de même, elle remarque aussi chez les Inuit l'application d'une forme de colonialisme bureaucratique¹⁷. Morantz analyse aussi le rôle du provincial dans le déploiement de l'appareil colonial. Elle

¹⁴ Toby Morantz, *The White Man Gonna Getcha. The Colonial Challenge to the Crees in Quebec* (Montreal : McGill-Queen's University Press, 2001).

¹⁵ Morantz, *The White Man Gonna Getcha*, p. 9.

¹⁶ Toby Morantz, « Les politiques colonialistes fédérales et provinciales dans le Nord québécois, 1945-1970 », dans *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord*, Beaulieu, Alain, Stéphane Gervais et Martin Papillon, dirs. (Montréal : PUM, 2013), p. 153-174.

¹⁷ Morantz, « Les politiques colonialistes fédérales et provinciales », p. 169.

y suggère un relais tortueux entre les deux paliers de gouvernement, observant une arrivée soudaine de Québec dans la région, qui rivalise directement, par l'installation de services, avec ceux fournis par Ottawa. Cette rivalité s'estompera durant la décennie, laissant place à une gestion provinciale de la région¹⁸. Bien que brève, cette analyse des politiques coloniales provinciales dans le Grand Nord demeure une des plus importantes dans l'historiographie en ce qui a trait à l'étude du colonialisme proprement québécois dans la région¹⁹.

1.2.2 Extractivisme et rôle du provincial

Pourtant, une autre trajectoire, qui contredit en partie la première, fait état de l'intérêt économique de la province pour ses territoires nordiques. De nombreux ouvrages enrichissent l'historiographie du Nord du Québec en abordant le déploiement du colonialisme dans la région par le biais de l'exploitation des ressources naturelles. Présent depuis le développement de théorie des *staples*, le colonialisme d'exploitation est exploré dans l'historiographie canadienne d'un océan à l'autre. Le cas du Nord du Québec n'y fait donc pas exception. Dès 1964, Alan Cooke écrit en appui aux propos du géographe et explorateur Kenneth Hare²⁰. Selon Hare, l'exploration du Nord canadien s'inscrit dans la poursuite de deux objectifs : la recherche de profits économiques liés à l'exploitation des ressources naturelles et la recherche scientifique. Il présente ainsi une collaboration triangulaire dans laquelle le gouvernement et l'industrie sont au service de la science, alors que la science est au service du gouvernement et de l'industrie, et que l'industrie est au service de la science et du gouvernement²¹. Alan Cooke applique cette vision du Nord canadien à son interprétation du développement du Nord québécois. Il est ainsi un des pionniers dans l'étude de cet espace comme un sujet d'histoire des sciences, mais surtout comme histoire économique. Cooke ficelle son argumentaire autour de trois thèmes

¹⁸ Morantz, « Les politiques colonialistes fédérales et provinciales », p. 170.

¹⁹ L'ouvrage *Relations on Ungava Bay : An Illustrated History of Inuit, Naskapis and Eurocanadien interaction, 1800-1970*, bien que n'étant pas un ouvrage à thèse, est aussi un incontournable de cette historiographie. Morantz y présente les dynamiques coloniales et leur évolution dans la région de l'Ungava. Le concept du colonialisme bureaucratique n'est pas argumenté comme elle l'a fait auparavant dans *The White Man's Gonna Getcha*, mais ses assises se lisent dans cet ouvrage très étoffé et précisément recherché. Toby Morantz, *Relations on Ungava Bay : An Illustrated History of Inuit, Naskapi and Eurocanadian Interaction, 1800-1970* (Montreal : Avataq Cultural Institute, 2016).

²⁰ Cooke, « The Exploration of New Quebec », p. 137-179.

²¹ *Ibid.*, p. 170.

principaux du développement économique du Nord : la traite des fourrures au XIX^e siècle, la recherche de ressources minières au tournant du siècle, ainsi que l'élan d'exploration et d'exploitation des années de l'après-guerre.

En effet, depuis les explorations du géologue Albert P. Low, au tournant du XX^e siècle, on sait que l'Ungava renferme des réserves importantes de minéraux, notamment de fer²². Stimulée par la reconstruction d'après-guerre, la demande mondiale de fer engendre un intérêt renouvelé envers le potentiel minier de la région. Des projets de loi sont alors mis de l'avant afin de modifier la loi sur les Mines et d'accélérer l'exploitation de certains de ces gisements²³.

Dans l'historiographie québécoise, on accorde généralement cet objectif politique uniquement au gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis²⁴. L'étude d'Emmanuel Bernier présente le problème sous un autre aspect. Si le parti libéral, en tant qu'opposition officielle, critique les projets de loi et des concessions, les projets de développement minier sont loin de susciter une vive opposition. Ces critiques ne visent qu'un aspect des projets de loi. En effet, plusieurs des valeurs et des motivations invoquées quant aux projets de développement minier dans le Nord sont transpartisanes²⁵. Peu importe quel acteur de la classe politique se prononce, la quête du progrès, du développement économique et de l'enrichissement de la nation par le biais de l'exploitation de ses ressources naturelles sont au centre du discours²⁶. L'ensemble de la classe politique québécoise est en accord avec l'exploitation minière dans l'Ungava. Les points de discorde surviennent ailleurs, notamment sur la question de la nature de l'exploitant et des retombées spécifiques pour l'État et la population. Chez les libéraux, on craint l'enrichissement de compagnies américaines et on souhaiterait plutôt que les coffres de

²² Fabien Caron, « Albert Peter Low et l'exploration du Nouveau-Québec », *Cahier de géographie du Québec* 9, 18 (1965) : p. 178.

²³ James Ian Gow, *Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1986), p. 201.

²⁴ Gérard Boismenu, *Le duplessisme : politique économique et rapports de force, 1944-1960* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1981), p. 162.

²⁵ Emmanuel Bernier, « "Duplessis donne sa province" : exploitation minière et valeurs au Québec sous l'Union nationale (1944-1956) », *Bulletin d'histoire politique* 29, 3 (2021) : p. 50.

²⁶ *Ibidem*.

l'État soient renfloués afin de combler le retard du Québec sur l'État-providence canadien en pleine expansion²⁷.

On fait ainsi face, dès les années 1940, à une classe politique qui, sans exception ou presque, voit le Nord comme un riche territoire dont l'exploitation placerait la nation sur le chemin de la prospérité. Les critiques sont nombreuses, mais s'attaquent à la forme et non au fond du programme dont on ne remet pas en cause la pertinence. Les projets de loi et les concessions se succèdent sous les mandats de Duplessis. En 1946, l'adoption de la *Loi pour faciliter le développement minier et industriel dans le Nouveau-Québec* permet à la *Hollinger North Shore Exploration Company* d'explorer, puis d'obtenir l'exclusivité de l'exploitation minière sur un territoire proche de la frontière du Labrador²⁸. Cet espace sera éventuellement celui de Knob Lake, conduisant à la fondation de la ville de Schefferville en 1954. La loi servira de canevas lors des années 1950, donnant des suites à d'autres concessions et à l'ouverture d'autres territoires²⁹.

Afin d'exploiter le fer, la prospection se développe. Les compagnies privées obtiennent l'exclusivité sur un territoire précis, mais avant de pouvoir faire usage de ces territoires, il est nécessaire de les connaître. C'est alors qu'entrent en jeu les instances gouvernementales québécoises qui explorent l'Ungava. Le service de la carte géologique chapeaute les expéditions géologiques visant à découvrir le potentiel minier et à l'organiser. Les cartes émises servent alors de « guide précieux aux prospecteurs et aux géologues à la recherche de gîtes minéraux exploitables »³⁰. Par ce service lié au ministère des Mines, les expéditions se multiplient dans le Nord du Québec tout au long de la période étudiée. L'évolution de l'intérêt québécois se comprend bien par la comparaison croisée des différents rapports du ministère des Mines. Entre 1941 et 1957, on peut très bien observer la hausse de l'intérêt envers le Nord. En 1941, aucune exploration n'a été menée

²⁷ Bernier, « Duplessis donne sa province », p. 55.

²⁸ Gow, *Histoire de l'administration publique québécoise*, p. 200.

²⁹ Notons ici les cas de la *Fenimore Mine* proche de rivière-aux-feuille, les cas de la *International Iron Ores Limited* et la *Atlantic Iron Ores Limited*, près de la Rivière Payne, datant de 1953. Il y a aussi la *Oceanic Iron Ore* en 1957 et la *Wabush Iron Company* en 1958. Pour plus d'information sur ces concessions, voir Boismenu, *Le duplessisme*, p. 166 de même que Bernier, « Duplessis donne sa province », p. 42. Pour une carte des concessions, voir Annexe 1.

³⁰ Québec (Province). Ministère des Mines, *Rapport général du ministre des Mines de la Province de Québec de 1949*, (Québec : ministère des Mines, 1949) p. 15.

dans l'Ungava. On mentionne seulement le travail de Joseph Arlington Retty à la rivière Romaine, qui explore cette région dans l'optique de déterminer s'il serait possible éventuellement de se rendre aux sources de fer de l'Ungava³¹. En 1957, sur les dix-sept équipes géologiques, quatre sont dans l'Ungava, alors que trente-deux concessions sont allouées à des fins d'exploration minière entre Wakeham Bay (Kangiqsujuaq) et Cape Smith (Akulivik)³². L'intérêt et la présence grandissante dans le Nouveau-Québec sont bien exprimés en chambre par Maurice Duplessis en 1951. Parlant de ces réalisations en matière de développement minier et hydroélectrique, il se félicite des progrès réalisés : « Voilà une réalisation dont je suis orgueilleux, continue-t-il. Il n'y avait rien à cet endroit, rien que de rares Esquimaux. C'était un pays de misère et de détresse et nous sommes en train d'en faire une région de prospérité »³³.

Jean-Sébastien Boutet a longuement discuté de l'ouverture du Nord par les entreprises privées dans ses recherches. Le mégaprojet que fut Schefferville et l'exploitation ferrifère de cette région au cœur du Québec subarctique sont un exemple saillant. Selon lui, à partir de 1947, date de l'incorporation de la *Quebec North Shore and Labrador Railway Company* et du début de la construction du chemin de fer menant à Knob Lake, le Nord du Québec est officiellement ouvert au développement économique. Ce développement vise l'exploitation des ressources minières et aura un impact immense sur les territoires et les vies des populations autochtones, innues et naskapiques qui y vivent. Boutet étudie comment l'établissement d'une autorité bicéphale, à la fois étatique et industrielle, est reçu par les Innus de la Côte-Nord et du Labrador.³⁴ Au-delà d'une étude sur l'ouverture de la région à l'industrie, Boutet poursuit aussi l'étude de cet espace et ses enjeux dans un temps plus long. Les impacts sur les Innus et les Naskapis se poursuivent bien au-delà des premiers minerais extraits en 1954. Les projets miniers de Schefferville entraînent une modification profonde et à long terme dans la vie des communautés, que

³¹ Québec (Province). Ministère des Mines, *Rapport général du ministre des Mines de la Province de Québec de 1942*, (Québec : ministère des Mines, 1942) p. 12.

³² Québec (Province). Ministère des Mines, *Rapport général du ministre des Mines de la Province de Québec de 1958*, (Québec : ministère des Mines, 1958) p. 4 et 25.

³³ Stéphane Savard, « Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique : un rapport de force avec l'État, de 1944 à aujourd'hui », *Recherche amérindiennes au Québec* 39, 1-2 (2009) : p. 49.

³⁴ Jean-Sébastien Boutet, « Opening Ungava to Industry, a Decentring Approach to Indigenous History in Northern Quebec, 1937-1954 », *Cultural Geographies*, 21, 1, (2014) : p. 79-97.

Boutet étudie avec un regard ethnohistorique et un récit décentralisé qui apporte une contribution précieuse à l’historiographie du colonialisme d’exploitation au Québec³⁵.

L’exploitation hydroélectrique dans des territoires toujours plus nordiques suggère qu’une marche progressive vers le Nord est bien entamée dès la fondation d’Hydro-Québec en 1944. Dans son article *Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique : un rapport de force avec l’État, de 1944 à aujourd’hui*, Stéphane Savard mets en lumière la façon dont l’exploitation des ressources naturelles, principalement par les projets hydroélectriques, a été un des facteurs les plus importants dans l’établissement d’un rapport de force entre la nation québécoise et les populations autochtones³⁶. Bien que sa démonstration insiste surtout sur le développement de cette dynamique à partir de la Révolution tranquille, Savard établit que les bases de l’intérêt québécois dans le Nord commencent bien avant, sans toutefois bâtir un argumentaire complet et soutenu par des exemples probants. Selon lui, le gouvernement Duplessis s’inscrit dans les pionniers de cette relation du Québec à son Nord et ses populations nordiques, avec la création d’Hydro-Québec³⁷.

Outre ces quelques ouvrages, la considération du Nord du Québec, comme sujet historique, est surtout présente dans la période suivant Révolution tranquille. Associées à la modernité, les années 1960 et 1970 sont intimement liées au programme énergétique reposant sur la construction de grands barrages dans le Nord, comme Caroline Desbiens l’explique dans *Puissance Nord*³⁸. Elle s’inspire des travaux de Christian Morissoneau sur l’appareil discursif de la colonisation du début du siècle et propose une adaptation moderne de ce discours. Le mythe du « nord comme terre promise », véhiculé par les élites politico-religieuses du XIX^e siècle, aurait été repris par le gouvernement Bourrassa qui déploie une campagne politique de grande ampleur. La différence est bien sûr que dans les années 1960, le Nord n’est pas l’Abitibi, mais la Baie James, et le salut national ne passe pas par l’agriculture, mais par la nationalisation de l’hydro-électricité. Afin de rencontrer son

³⁵ Jean-Sébastien Boutet, « Développement ferrifère et mondes autochtones au Québec subarctique, 1954-1983 », *Recherches amérindiennes au Québec*, 40, 3, (2010) : p. 35-52.

³⁶ Savard, « Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique ».

³⁷ Savard, « Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique », p. 49.

³⁸ Caroline Desbiens, *Puissance Nord : territoire, identité et culture de l’hydroélectricité au Québec* (Québec : Presses de l’Université Laval, 2015).

destin et d’embrasser la modernité, on conçoit que la nation doit impérativement se précipiter vers ce Nord riche en ressources.

Cet ouvrage circonscrit bien la nature du problème inhérent à l’historiographie québécoise et du Nord québécois. La lecture de *Puissance Nord*, combinée à l’œuvre de Christian Morissoneau, *La terre promise, le mythe du nord québécois*, éclaire tout le projet nordique québécois, de ses premières foulées au XIX^e siècle jusqu’aux années soixante-dix et quatre-vingt³⁹. Morissoneau termine en effet son étude dans les années 1930. Ainsi, tout le « projet nordique québécois » est étudié, sauf pour ce qui est de sa teneur lors des deux décennies au milieu de cette ligne du temps, les années 1940 et 1950. Il est vrai que la position du Québec face à son Nord est moins criante et visible lors de ces décennies. Bien que l’absence relative d’une politique nordique à l’avant-plan soit une réalité historique, l’absence complète d’une telle orientation nationale dans l’historiographie est une autre zone d’ombre à éclairer.

La lecture de cette historiographie ouvre donc un monde de possibilités quant au véritable rôle que le gouvernement provincial joue dans le Nord durant les années 1940 et 1950. En effet, les études autochtones et postcoloniales effleurent le sujet de la position provinciale québécoise. Le développement de l’État dans le Nord est discuté de long en large selon une perspective du colonialisme fédéral canadien, mais très peu par le colonialisme provincial québécois. L’historiographie sur ce colonialisme se limite à des l’exploitation des ressources naturelles. Les quelques exemples sont suffisants pour engager des questionnements quant à la politique nordique québécoise largement indéfinie pour cette période. Les fructueux projets d’exploitation des ressources naturelles, bien que souvent menés par des entreprises privées et étrangères, ne se font pas sans l’implication du gouvernement québécois et de la société civile en amont. En ce sens, un autre volet de l’historiographie s’impose : un survol de l’histoire nationale québécoise au XX^e siècle est de mise afin de circonscire notre sujet d’étude. Bien que l’histoire nationale québécoise ait tendance à négliger le rôle du gouvernement du Québec dans le Nord à cette époque,

³⁹ Christian Morissoneau, *La terre promise, le mythe du nord québécois* (Montréal : Hurtubise, 1978).

bien en connaître le récit et ses écueils permet de circonscrire la place du Nord dans cette histoire.

1.3 Histoire nationale : ruptures et continuité de 1960

Parmi les thèmes forts du récit national québécois, rien ne tient un rôle plus axial que la Révolution tranquille et la décennie 1960. Selon ce trope, l'élection des libéraux de Jean Lesage marquerait les débuts de plusieurs trajectoires qui perdurent jusqu'à aujourd'hui : l'éveil des Canadiens français et leur évolution vers l'identité québécoise, la naissance de l'État-providence et d'une véritable social-démocratie. Cette rupture permet de donner un sens au parcours historique québécois. Surtout, on justifie cette nouvelle ère en opposition à celle qui la précède, la *Grande noirceur*. Les gouvernements successifs de l'Union nationale de Duplessis sont souvent érigés en contre-modèle des aspirations de la société québécoise. Ne serait-ce que par le nom donné à la période, le récit traditionnel condamne ces décennies à une vision sombre et régressive de la société québécoise. Cette vision de l'histoire du Québec est encore dominante et demeure un moteur du récit historique. Martin Pâquet et Stéphane Savard le démontrent bien par leur récent ouvrage, qui interroge le rôle et la véritable nature de cette Révolution tranquille, sans toutefois remettre en question cette période historique⁴⁰. Cette dichotomie Révolution tranquille/Grande noirceur explique en partie l'absence d'un réel questionnement sur la politique nordique des années 1940 et 1950. Tel que mentionné, la primauté historiographique de la politique nordique dans les années 1960 et 1970 équivaut, dans une trame narrative de rupture, à présenter les années précédentes comme étant dépourvues d'une telle orientation. Hamelin l'expose ainsi dans *Nordicité canadienne*⁴¹. C'est cette approche qu'Émilie Ducharme favorise dans son mémoire de maîtrise portant sur le développement d'une politique envers les Premières nations⁴². Même chez les auteurs autochtones, comme Zebedee Nungak, on observe l'utilisation de ce trope⁴³.

⁴⁰ Martin Pâquet et Stéphane Savard, *Brève histoire de la Révolution tranquille* (Montréal : Boréal, 2021), 276 p.

⁴¹ Hamelin, *Nordicité canadienne*, p. 251.

⁴² Émilie Ducharme, « L'état québécois et les autochtones : La construction d'une politique, 1960-1970 », (Mémoire de M.A, Université du Québec à Montréal, 2009), p. 21-22

⁴³ Nungak, *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes*, p. 23.

Toutefois, depuis quelques décennies, on assiste à une révision de l'importance de la Révolution tranquille. Certains vont même jusqu'à remettre en question son existence au-delà du discours et du mythe qu'elle engage, voire à blanchir et à rehausser l'époque de Duplessis. Ce qui nous intéresse surtout n'est pas cette version révisionniste de l'histoire. Plutôt une historiographie plus nuancée, qui, sans revaloriser le gouvernement de Duplessis, tente de niveler le fossé qui a été creusé entre les deux périodes historiques.

Dès les années 1980, certains auteurs réévaluent les années précédant la coupure symbolisée par l'élection de 1960 afin d'y observer des continuités. Micheal D. Behiels, dans *Prelude to Quebec's Quiet Revolution*, soulève comment deux catégories d'intellectuels, les néonationalistes du *Devoir* et de *L'Action nationale*, et les néolibéraux de *Cité Libre* préparent le terrain durant ces décennies, attirant des masses de lecteurs et se positionnant dans une opposition vive et marquée de tout le régime de Duplessis⁴⁴. Bien qu'il ne souhaite pas effacer la Révolution tranquille en soi, le travail de Behiels contribue à nuancer son importance en soulevant des dynamiques et des idéaux au cœur de la Révolution qui tracent leur chemin bien avant les années 1960.

Ensuite, Bourque, Beauchemin et Duschatel ont collaboré à quelques ouvrages à la fin des années 1980 et au début des années 1990 afin d'analyser l'époque duplessiste à travers le discours. Derrière l'obscurantisme et le conservatisme qu'on attribue à ces gouvernements, les trois sociologues déchiffrent une société très libérale. Ainsi, leur étude contribue à atténuer l'idée d'une rupture, observant certaines des caractéristiques, tels le pluralisme politique et le libéralisme économique déjà en branle lors des années quarante et cinquante⁴⁵.

Des historiens comme Michael Gauvreau ont aussi soulevé d'autres angles d'approche afin de mieux définir les origines de la Révolution tranquille, et par le fait même, la vraie nature de ce jalon historique⁴⁶. Gauvreau explore les transformations internes du catholicisme lors des décennies précédant la Révolution tranquille. À travers

⁴⁴ Micheal D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : Liberalism vs Neo-nationalism : 1945-1960* (Montreal : McGill-Queen's University Press, 1985).

⁴⁵ Gilles Bourque, Jules Duschatel et Jacques Beauchemin, *La société libérale duplessiste, 1944-1960* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1994).

⁴⁶ Michael Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille* (Montréal : Fides, 2008).

ces dynamiques complexes, il observe que plusieurs des idées et des mouvements qui triompheront dans la vie politique de la deuxième moitié du siècle ont des origines antérieures, surtout dans les années 1930 et 1940. En ce sens, il réussit à établir comment les doctrines catholiques ont été au cœur d'un changement culturel qui a grandement influencé les programmes politiques et sociaux. Il situe le point de rupture de la société traditionnelle vers le Québec moderne non pas dans les opposants politiques au régime de Duplessis des années cinquante, ni lors de leur triomphe de la décennie suivante, mais bien avant. C'est dans les l'expérience acquise par les jeunes canadiens-français œuvrant dans les regroupements catholiques lors des années 1930 que Gauvreau trouve les origines culturelles de la Révolution tranquille⁴⁷.

Cette historiographie est aussi enrichie par certaines études en histoire politique telle que celle de Jonathan Livernois qui atténue la place triomphante de la Révolution tranquille⁴⁸. Reprenant les propos de Daniel Johnson, qui en 1952, parle d'une véritable « révolution dans l'ordre » depuis l'élection de Duplessis en 1936, Livernois évalue en effet que tout était déjà en place en 1960 pour que l'équipe de Jean Lesage puisse lancer ses réformes. La tranquillité de la révolution des années soixante serait tributaire de l'ordre et de la subtilité avec laquelle elle a été préparée sous le règne de Duplessis. En apparence, Duplessis et son gouvernement sont conservateurs et réactionnaires. Sous la surface, c'est tout un appareil, prêt à être mis en marche en 1960 qui se confectionne progressivement⁴⁹.

Si l'idée d'une rupture entre la société et la politique québécoise d'avant et d'après 1960 est à remettre en question sur plusieurs aspects, pourquoi ne pas aussi contester la présence de l'État québécois dans le nord? Alors que la plupart des principales réalisations du Québec des années 1960 trouvent leurs traces dans les décennies qui précèdent, pourquoi n'en serait-il pas de même pour l'exploration nordique, le développement de ce territoire par les institutions et l'intérêt populaire pour le nord? Pourquoi ne pourrait-on pas observer ce projet colonial et son développement avant l'arrivée de Jean Lesage à Québec?

⁴⁷ Gauvreau, *Les origines catholiques*, p. 21.

⁴⁸ Jonathan Livernois, *La Révolution dans l'ordre, une histoire du duplessisme* (Montréal : Boréal, 2018).

⁴⁹ *Ibid.*, p. 110.

1.4 Dans l'œil du savant : l'histoire des sciences

Une des manières d'observer les balbutiements de la présence québécoise dans le Nord est par la recherche scientifique. Considérant que le Nord comme lieu d'extraction est positionné comme une colonie du Québec à partir des années 1960, il faut présenter les premiers contacts entre cet espace et les Québécois du Sud. L'histoire de l'exploration coloniale est intimement liée à l'histoire de la géographie, comme pratique et comme discipline. Depuis les années 1980 et 1990, l'histoire de la géographie stipule que cette discipline, ainsi que la science connexe de la cartographie, est un domaine du savoir qui se rapporte à l'impérialisme : l'histoire de la géographie et celle des empires coloniaux s'enchevêtrent inextricablement⁵⁰. Plusieurs auteurs abordent cette relation étroite entre la disciplinarisation et la professionnalisation de la géographie et l'âge des empires européens, vers la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. La géographie devient en effet à cette époque une discipline prestigieuse dans les universités, au même moment où sont dépêchés sur les territoires du globe une foule de cartographes. Faisant circuler l'information sur le territoire entre métropole et colonies, ceux-ci bâtissent un savoir géographique riche et complexe. Hélène Blais aborde ce rôle de la géographie dans le contexte de la conquête française de l'Algérie. Les premiers agents impériaux à pénétrer le territoire sont les géographes, suivis de près par les militaires. Pour les sociétés colonisatrices, cartographier, décrire et nommer un territoire sont des manières de s'y projeter et d'en prendre possession⁵¹.

Aussi, le rôle historique de la géographie est majoritairement évoqué comme outil de construction nationale. La connaissance du territoire contribue à la construction d'une conscience nationale affutée. La connaissance, la valorisation des frontières et des atouts géographiques d'un espace permet à la population de s'y associer et à la nation de se

⁵⁰ Voir, comme ouvrage de référence, Anne Godlewska et Neil Smith, dirs., *Geography and Empire* (Oxford : Blackwell, 1994). Pour d'autres ouvrages phares de cette historiographie, Mary Louise Pratt, *Imperial Eyes : Travel Writing and Transculturation* (London, Routledge, 1992); Edward W. Saïd, *Culture and Imperialism* (New York, A.A Knopf, 1993); David Livingstone, *Putting Science in its Place : Geographies of Scientific Knowledge* (Chicago; London : The University of Chicago Press, 2003); Jean-Marc Besse, Hélène Blais et Isabelle Surun, dirs., *Naissances de la géographie moderne (1760-1860), Lieux pratiques et formulation des savoirs de l'espace* (Lyon, ENS Éditions, 2010).

⁵¹ Hélène Blais, *Mirages de la carte, L'invention de l'Algérie coloniale* (Paris, Faryard, 2014).

construire⁵². La naissance et l'effervescence de la géographie est tout autant tributaire de la montée du nationalisme européen que de l'impérialisme, deux idéologies connexes.

Au même titre que la géographie, d'autres disciplines scientifiques peuvent tenir un rôle analogue. L'établissement d'une pratique coloniale et la formation du caractère national ne sont pas redevables qu'à la géographie. D'autres disciplines scientifiques et pratiques savantes, pour ne pas dire toutes, peuvent tout aussi bien contribuer à l'établissement de ces programmes politiques. Les dynamiques de savoir et de pouvoir étant intimement liées, l'accumulation de savoir est une composante centrale de la gouvernabilité conçu comme l'ensemble des pratiques et des raisons d'un gouvernement. Ainsi, l'histoire des sciences et de leurs déploiements est une piste de choix pour entrevoir l'établissement d'un état colonial québécois dans le Nord.

L'historien Andrew Stuhl emprunte cette direction dans un contexte canadien : les concepts et les pratiques de la science accompagnent le colonialisme depuis le XIX^e siècle. C'est ainsi qu'il amorce son ouvrage *Unfreezing the Arctic : Science, Colonialism and the Transformation of Inuit land* où il explore les effets sur l'environnement et les populations autochtones des interventions scientifiques dans l'Arctique canadien entre 1881 et 1984. Il développe entre autres un argument intéressant sur les explorations scientifiques canadiennes du début du XX^e siècle. À cette époque, il observe une professionnalisation du colonialisme scientifique arctique : ceux qui y vont ne sont plus des explorateurs amateurs ou des missionnaires, mais des scientifiques formés et entraînés au plus haut niveau universitaire⁵³. Il s'intéresse aussi à la question des motivations, notamment par l'étude du financement et de l'appui à ces missions. Financées par un éventail d'acteurs, autant politiques, qu'industriels et scientifiques, il propose que la diversité des sources de financements suggère une importance particulière. Le grand nombre de participants au projet signifient autant de motivations et d'intérêts différents. Une chose est certaine selon lui, c'est que bien que de nature différente, les objectifs conjuguent tous un désir émanant de la conquête humaine, et s'inscrivent dans un projet colonial large et difficile à

⁵² Horacio Capel, « Institutionalization of Geography and Strategies of Change », dans *Geography, ideology and social concern*, D. R. Stoddart dir., (Cambridge : Blackwell, 1982), p. 52.

⁵³ Andrew Stuhl, *Unfreezing the Arctic : Science, Colonialism and the Transformation of Inuit land* (Chicago; London : The University of Chicago Press, 2016), p. 47.

circonscrire, mais bien réel et en voie de se consolider⁵⁴. Un tel ouvrage est très important dans le cadre de notre recherche : bien qu'il se concentre sur une époque précédente et sur une zone géographique différente, il propose des concepts et des tropes qui sont applicables à notre analyse. La professionnalisation des disciplines scientifiques, les liens entre les expéditions et le gouvernement canadien et les motivations, personnelles et globales, de tous les acteurs, seront tous abordés dans ce mémoire. Ces sujets deviennent un canevas, que nous pouvons appliquer au Nord du Québec dans les années quarante et cinquante. En effet, à l'image des historiographies déjà discutées, tant celle sur la nordicité que celle sur l'histoire autochtone et postcoloniale, la perspective de l'ouvrage omet d'analyser le rôle et les visées de la province du Québec dans son territoire arctique pendant cette période.

Les travaux de l'historien des idées Sverker Sörlin sur le nationalisme nordique suédois proposent un angle intéressant quant à la construction de ce nationalisme : la place de la science dans le récit national. Selon lui, le récit proposé par les écrits scientifiques joue un rôle dans la construction d'une conscience nationale de la même manière que les autres outils discursifs plus classiques, comme la littérature et les discours politiques⁵⁵. La science, au même titre que le missionnariat, l'exploitation économique et la colonisation, devient un outil d'occupation du territoire. La description et la compréhension de l'espace sert à combler l'*horror vacui* que ressentent les états colonisateurs face à l'existence de territoire qu'ils estiment leurs, mais vides tout autant. Le fait de dépêcher des scientifiques sur le territoire n'est pas qu'une manière de préparer au colonialisme d'exploitation par l'évaluation des ressources et les possibilités économiques qui y seraient reliées. C'est aussi une fin en soi, celle de comprendre et de se prouver comme occupant d'un territoire⁵⁶. Les scientifiques qui explorent le Nord le font par une cartographie de l'espace, un inventaire et une accumulation des ressources, le tout destiné à la gloire de la nation⁵⁷.

Ces deux ouvrages donnent des exemples saillants du rôle que la science nordique pourrait avoir eu dans le Nord du Québec. L'histoire des sciences, au Québec, est une

⁵⁴ Stuhl, *Unfreezing the Arctic*, p. 43.

⁵⁵ Sverker Sörlin, « Rituals and Ressources of Naturel History, The North and the Arctic in Swedish Scientific Nationalism » dans *Narrating the Arctic : A Cultural History of Scientific Practices*, Micheal Bravo et Sverker Sörlin dirs. (Canton : Science History Publications, 2002), p. 74-75.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 76-77.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 96.

historiographie riche, mais qui ne s'est pas penchée sur l'histoire nordique. Le domaine dispose de plusieurs monographies intéressantes. L'ouvrage de synthèse *Histoire des sciences au Québec, de la Nouvelle-France à nos jours*, propose un récit large, mais pertinent du développement de la plupart des disciplines et des institutions scientifiques d'ampleur de l'histoire de la province⁵⁸. Écrit par Luc Chartrand, Yves Gingras et Raymond Duchesne, il réunit par le fait même deux des plus importants auteurs québécois en histoire des sciences. L'œuvre de Gingras, avant tout centrée sur la physique, sa spécialité, se diversifie entre autres avec sa monographie très utile sur l'histoire de l'ACFAS et ses travaux sur le frère Marie-Victorin⁵⁹. De son côté Duchesne est réputé pour avoir fait une des premières contributions au domaine, publiant en 1978 *La science et le pouvoir au Québec (1920-1965)*, qui étudie les liens entre la classe politique et le développement des sciences, principalement par le financement des universités et de la recherche⁶⁰. Tous ces ouvrages sont très utiles à comprendre l'ambiance générale de l'époque. Une institution comme l'ACFAS joue un rôle prépondérant dans le développement de plusieurs disciplines scientifique. Ils permettent de connaître en détail les implications du gouvernement dans les chaires universitaires qui représentent l'intérêt grandissant de Québec envers la consolidation d'une structure de savoir pouvoir. Or, à l'image des écueils du récit national québécois, le Nord et la recherche scientifique qui s'y trame sont invisibles. Une fois de plus, le Nord en tant qu'espace est laissé pour contre.

1.5 Observer l'action à distance : Problématique, concepts et méthodologie

L'étude du Nord et de la nordicité propose depuis les années soixante un questionnement global sur la notion de ce qu'est le Nord, et quel rôle il joue dans l'histoire canadienne. Ce questionnement ne franchit toutefois pas les frontières politiques, ne se représentant pas vraiment au niveau de l'historiographie provinciale canadienne. L'histoire québécoise utilise l'espace nordique, mais souvent la manière de traiter de ce territoire est bien trop ténue, se limitant à l'histoire de l'exploitation économique. Surtout, l'histoire

⁵⁸ Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras. *Histoire des sciences au Québec, de la Nouvelle-France à nos jours* (Montréal : Boréal, 2009).

⁵⁹ Voir les ouvrages suivants : Yves Gingras, *Pour l'avancement des sciences : histoire de l'ACFAS, 1923-1993*. (Montréal : Boréal, 1994); Yves Gingras, *Frère Marie-Victorin : Science, culture et nation* (Montréal : Boréal, 1996).

⁶⁰ Raymond Duchesne, *La science et le pouvoir au Québec (1920-1965)* (Québec : La Documentation québécoise, 1978).

québécoise est, pour les sujets nordiques, coincée dans la trame narrative traditionnelle plaçant la Révolution tranquille comme point de rupture. L'histoire des sciences, dans son penchant canadien, établit depuis la dernière décennie le rôle joué par la recherche scientifique dans l'établissement d'un politique coloniale nordique. Finalement, l'histoire des sciences suédoise insiste sur le rôle colonial de la recherche scientifique, mais aussi sur l'impact de celle-ci sur le développement national.

Toutes ces trajectoires historiographiques mises en commun dessinent les contours d'une zone d'ombres. L'étude de chacune de ces directions historiographiques contourne constamment notre question de la recherche scientifique nordique québécoise dans les années 1940 et 1950. Ces deux décennies sont négligées par l'influence de l'histoire nationale, qui voit dans la Révolution tranquille un point de rupture déterminant. L'histoire des sciences ne s'intéresse pas au Nord. L'histoire nordique et de la nordicité canadienne n'a pas influencé les penseurs du Québec à considérer le Nord plus que comme une périphérie, une zone ressource du Sud.

La question qui se pose est donc de déterminer quel est le véritable rôle du territoire nordique dans l'histoire nationale québécoise? S'il est si important après 1960, comment l'intégration du Nord à l'imaginaire québécois et son exploitation ont-ils été possibles? Existe-t-il un rapport au Nord du Québec qui précède les grands projets de la Révolution tranquille? Et surtout, comment l'alliance entre les scientifiques et la classe politique dessine ce nouveau rapport, colonial, québécois et moderne au Grand Nord pendant ces décennies charnières du XXe siècle?

Les balises de la compréhension du colonialisme canadien reposent généralement sur la conceptualisation du colonialisme de peuplement. De la vallée du Saint-Laurent et des Grands Lacs, en passant par les Prairies et la côte Pacifique, les zones méridionales en sont un exemple clair. L'organisation territoriale et l'assujettissement des populations autochtones qui y est intrinsèque se font au gré de l'installation des populations d'origine européenne. La trame narrative de cette forme de colonialisme permet donc une compréhension juste des relations de pouvoir sur une grande partie du territoire canadien et québécois. Or, les régions nordiques plus éloignées n'ont pas attiré de vastes mouvements de population exogène. Jusqu'à aujourd'hui, le Nord du Québec, comprenant

la Jamésie, Eeyou-Itssee et le Nunavik, est habité par une population majoritairement autochtone. La perte d'autonomie de ces populations ne peut s'expliquer par le colonialisme de peuplement. Le schéma colonial canadien se doit d'être compris selon d'autres paramètres : le colonialisme nordique se fait entre autres par l'action à distance.

Toby Morantz a cherché une réponse à cette problématique avec la conceptualisation du colonialisme bureaucratique, mais ce modèle ne convient pas tout à fait à l'histoire des sciences nordiques au Québec. La bureaucratie se solidifie à la suite d'une pénétration du territoire et de l'établissement de relations avec les populations locales. En ce qui a trait au Grand Nord du Québec dans les années 1940 et 1950, la province n'a pas pénétré le territoire, et ses contacts avec les populations locales sont pratiquement inexistantes. Morantz elle-même n'y applique pas son modèle avant les années 1960 et la création des premières institutions de gouvernance comme la Direction Générale du Nouveau-Québec⁶¹. Le questionnement de ce mémoire vise à comprendre comment les moyens ont été acquis par le Québec afin d'établir un colonialisme bureaucratique et un colonialisme d'exploitation. Il faut donc chercher plus en amont.

Pour ce faire, nous utilisons les théories en sociologie des sciences, notamment celles de Bruno Latour qui s'est illustré comme un penseur de la théorie de l'acteur-réseau⁶². Dans *La science en action*, il propose que la compréhension de la science passe par l'étude du moment où elle *se fait*. La découverte scientifique serait le passage d'un moment d'ignorance à un moment de connaissance. La transition entre ces deux moments – la fabrication de la science – est son essence, et donc l'objet de son étude⁶³. Il présente pour cette raison différents concepts liés à la fabrication de la science, dont celui de *centre de calcul*⁶⁴. Cette démarche conceptuelle nous aide à comprendre comment la pratique scientifique contribue à l'installation d'une action à distance sur un territoire incarnant ce rapport de centre-périphérie.

⁶¹ Morantz, « Les politiques colonialistes fédérales et provinciales », p. 165-166.

⁶² Cette théorie analyse la science comme le fruit de relations entre différents acteurs, humains et non-humains (institutions, objets, structures), qui se forme en réseaux. Ces réseaux permettent alors de comprendre toutes les composantes, sans hiérarchie, qui participent aux découvertes scientifiques et leur mise en action.

⁶³ Bruno Latour, *La science en action, introduction à la sociologie des sciences* (Paris, La Découverte, 2005), p. 29.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 515-623.

Selon ce concept, les recherches scientifiques sur le terrain, première étape du processus de fabrication de la science, visent à accumuler des données. Le savant qui a cumulé des données (qu'elles soient géographiques, géologiques, botaniques ou climatiques, etc.) sur un territoire, peut ensuite l'observer dans son ensemble en conjuguant ses données d'une manière qui est impossible sur le terrain⁶⁵. Cette observation se fait sans y être. C'est là que l'accumulation prend son sens. En accumulant des données, il est possible de les compiler dans un lieu artificiel, éloigné et libre de toutes autres contraintes. Le savant peut, selon Latour, comprendre le territoire étudié d'une manière plus globale et universelle que lorsqu'il est sur place.

Le lieu de cette accumulation est ce que Latour appelle le *centre de calcul*. Les centres de calculs se reconnaissent dans les laboratoires, les bibliothèques, les institutions universitaires. Le cycle accumulatif fait converger ces points vers un centre. De ce centre, le savoir peut être organisé et utilisé, notamment pour agir à distance sur l'espace, périphérique, où les données ont été recueillies. C'est alors que le cycle s'engage. Lors du voyage suivant, la connaissance accumulée auparavant permet une cueillette de données plus facile, augmentant de plus en plus l'efficacité de l'entreprise, et augmentant le pouvoir d'action à distance⁶⁶. La science a ainsi développé ses propres raisons d'être, ses propres justifications : accumuler des données, c'est organiser le savoir.

Par exemple, lors d'un premier voyage, le lieu d'étude est cartographié et décrit⁶⁷. Une fois de retour en métropole, dans le *centre de calcul*, le scientifique peut procéder à la lecture et à l'analyse des descriptions et des cartes. Serait-il possible qu'un important gisement de minerai de fer se cache sous la colline mentionnée par le géographe? Le prochain voyage visera à vérifier cette hypothèse sur le terrain : les cartes tracées permettront au géologue de trouver la colline et d'en échantillonner le minerai, ce qui n'aurait pas été possible sans l'accumulation préalable de données scientifiques, productrices de savoirs, lors du premier voyage. Une fois de retour dans le *centre de calcul*,

⁶⁵ Latour, *La science en action*, p. 516.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 532.

⁶⁷ Cet exemple est librement inspiré de celui donné par Latour des pages 515 à 523. Nous l'avons adapté à notre contexte du nord québécois, choisissant de le construire autour de l'exploitation ferrifère d'une colline plutôt que d'utiliser l'exemple de Latour, basé sur le voyage de Lapérouse aux îles Sakhaline en 1787. La logique de l'exemple est toutefois la même.

les échantillons collectés seront testés et analysés. Le troisième, puis le quatrième séjour sur le terrain compléteront de plus en plus l'étendue des savoirs sur le territoire en question, au point où les connaissances de ce lieu seront rationalisées et plus avancées dans le *centre de calcul* que dans le lieu même qui à l'étude. La métropole gagne, par la construction du savoir, un pouvoir sur le lieu étudié, la colonie⁶⁸. C'est l'action à distance. La colline et son minerai de fer sont discutés et analysés entièrement dans le *centre de calcul* qui devient ainsi le lieu d'où l'on prend les décisions. Toute la préparation se fait bien loin du lieu d'extraction, jusqu'au jour où la collecte, l'exploitation de ce minerai, est possible et efficace.

C'est à partir de cette théorie que nous observons la science et son application comme un outil colonial. Le cas du Nord québécois présente, en termes de colonialisme, un cas particulièrement pertinent à analyser selon cette perspective, de par l'absence relative de la présence du Québec dans cette région avant que la recherche scientifique s'y déploie durant période. Les chercheurs, scientifiques, qui fonctionnent dans notre cadre théorique en parallèle des acteurs classifiés de bureaucratiques par Toby Morantz, représentent un des points d'entrée des états coloniaux dans cette région et permettent graduellement à ceux-ci de prendre le contrôle effectif sans véritablement s'y installer. L'accumulation de données et la création de *centre de calcul* permettant l'action à distance, serait alors une des tentacules du colonialisme dans le Nord. En effet, la dynamique d'accumulation de la connaissance et du savoir permet ensuite l'application d'un pouvoir et d'une gouvernance sur le territoire.

En complément à l'action à distance, une considération théorique liée à la géographie et la cartographie vient compléter notre cadre conceptuel. Dans un article de 1989 intitulé *Deconstructing the Map*, Brian Harley lance l'idée que le contenu d'une carte est rarement ce que le cartographe prétend⁶⁹. Les cartes ne seraient pas vraiment le produit scientifique et informationnel de calculs, d'observations et de la raison, mais plutôt un reflet des normes sociales. Il argumente entre autres cette vision sur la nature sélective de la cartographie, à la base de ce qu'il mentionne comme étant l'agenda caché de la pratique⁷⁰. Le cartographe

⁶⁸ Latour, *La science en action*, p. 567.

⁶⁹ J.B. Harley, « Deconstructing the Map », *Cartographica*, 26, 2 (1989) : p. 1.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 2

choisit ce qu'il dessine, et comment il le dessine sur une carte. Par le fait même, il y présente une réalité artificielle, guidée par des impératifs autres que ceux de la matérialité du monde qu'il observe et qu'il prétend représenter. Aucune carte ne montre l'ensemble de l'espace étudié, mais toutes les cartes montrent bien quelque chose de plus grand. Le savoir qui y est véhiculé n'est qu'un vecteur de pouvoir sur l'espace cartographié. Les mesures et la topographie qui y sont présentées ne sont que le couvert de rhétoriques qui légitiment l'action sur cet espace. Chaque carte est un outil de pouvoir dans lequel se cachent les raisons et les moyens précis de ce dernier. Le sens d'une carte se comprend par son contexte de production, et vice-versa.

Questionner les éléments de la carte et les intentions de celui qui la trace est un point de départ pour une panoplie de reconsidération; ne peut-on pas questionner aussi la nature même des cartes? Un texte littéraire qui utilise les mots afin de mettre en image un territoire exploré ne serait-il pas une forme de cartographie? Ce qui est n'est pas tracé, mais écrit, contribue-t-il à circonscrire? Comme une carte, la lecture d'un texte qui décrit un espace permet au lecteur de s'y retrouver advenant qu'il y retourne. L'écriture de ce même texte avait permis à l'auteur, et à tous ses lecteurs futurs, de s'appropriier, d'une certaine manière, cet espace. Au même titre que les cartes, la production textuelle du géographe de terrain contribue aussi à l'appropriation du territoire. On peut donc appliquer les mêmes techniques de déconstruction des cartes aux textes géographiques, et même aux récits de voyages qui se trouvent souvent à être la forme la plus littéraire d'une description des lieux. L'étude des cartes et l'histoire de la cartographie ne se limitent pas à l'objet-carte, mais à tous documents qui permettent de recréer les espaces physiques dans l'imaginaire ou dans le texte. En ce sens, à partir du cadre théorique de la géographie et de la cartographie comme outil colonial, nous rajoutons l'étude des écrits des géographes et scientifiques de l'époque. Lors de leur voyage de terrain dans le Nord, ceux-ci l'expliquent et l'énumèrent, le qualifient et le quantifient, le racontent et le vivent : par le fait même, ils y exercent un pouvoir avant même de relayer ces informations dans une logique d'accumulation de données.

Ces considérations conceptuelles et théoriques encadrent la sélection de notre corpus de sources. En étudiant les recherches scientifiques entreprises à cette époque, nous

pouvons voir comment sont accumulées les données, et comment cette accumulation mène à la création de *centres de calculs*. Ces institutions scientifiques liées au gouvernement du Québec facilitent par le fait même la pénétration du gouvernement provincial sur le territoire. La recherche scientifique dans le Nord s'intensifie grandement tout au long des années 1940 et 1950. Le champ est dominé par les chercheurs anglophones, qui souvent travaillent pour le compte du gouvernement fédéral, ou pour des institutions de recherches privées américaines comme l'Arctic Institute of North America (AINA). Afin de bien observer le rôle strictement provincial et d'établir la position coloniale de Québec, il est nécessaire de trouver des chercheurs dont le travail en français a pu participer à l'évolution d'une conscience nordique politique québécoise. Deux scientifiques se démarquent ainsi, autant par la qualité de leur œuvre attestée par la reconnaissance de leurs contemporains, que par la quantité de traces qu'ils ont laissées. Il s'agit du botaniste et ethnologue Jacques Rousseau et du géographe Louis-Edmond Hamelin.

Ces deux scientifiques ont surtout été retenus de par leur statut de pionniers des recherches nordiques québécoises. Non seulement sont-ils devenus, tour à tour, les premiers « experts du Nord », ils ont aussi œuvré à la promotion de cet espace comme sujet de recherche. Durant leur parcours, ils ont formulé à trois reprises un programme pour la formation d'un centre de recherche scientifique québécois dans le Nord. La première mouture a été proposée par Rousseau en 1949, et les deux suivantes, par Hamelin, en 1955 et en 1961. Ce n'est qu'en 1961 que la démarche aboutit, donnant naissance au Centre d'études nordiques. Ces programmes sont toujours formulés dans des mémoires présentés à la classe politique, où les deux chercheurs représentants de la classe scientifique de l'époque font valoir leurs arguments afin de convaincre le gouvernement du Québec de financer la recherche nordique de manière pérenne et institutionnelle. Ces trois mémoires sont parmi nos sources les plus importantes. C'est par ces textes que nous sommes en mesure d'identifier les paramètres du projet colonial scientifique nordique québécois.

On doit à Jacques Rousseau, dont la carrière s'étend de 1936 à 1970, près de 600 publications⁷¹. De ce nombre, plusieurs sont sur le Nord et se rapportent à ses voyages au

⁷¹ Camille Laverdière et Nicole Carette, *Jacques Rousseau, 1905-1970, une bio-bibliographie* (Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1999), p. 2.

nord du 52^e parallèle entre 1947 et 1951. Dans toute sa carrière, Hamelin publie plus de 800 articles, livres et comptes rendus⁷². Plusieurs dizaines d'entre ceux qui portent sur le Nord du Québec ont été écrits entre 1948 et 1961. Par l'analyse de leurs résultats, mais aussi de leurs objectifs de recherches et de leurs méthodes, nous pouvons analyser la nature de leurs projets et le déroulement de leurs recherches sur le terrain.

En plus des travaux scientifiques, la consultation de leurs fonds d'archives personnels permet de poser un regard sur des aspects cruciaux de leur parcours scientifique nordique, notamment en ce qui a trait à l'organisation de ces voyages. Les comptes à payer, les itinéraires, les brouillons de travaux et les esquisses de projets dévoilent beaucoup sur la nature de leurs recherches. L'élaboration des projets de voyage et d'institutions scientifiques nécessite aussi une large correspondance, avec différents collègues et partenaires. Afin d'accomplir leur travail, ils entretiennent des contacts avec différents politiciens et fonctionnaires selon les époques, notamment au ministère de Mines, au ministère de l'Industrie et du Commerce, au ministère des Ressources naturelles et même avec le bureau du Premier ministre. Interviennent alors Maurice Duplessis, René Lévesque, et George-Émile Lapalme, pour ne citer que leurs correspondants les plus notoires.

La combinaison de ces quatre catégories de sources, mémoires pour la fondation de centres de recherches, publications scientifiques, documents administratifs et correspondance, permet de dresser un portrait clair des objectifs et des résultats de ces voyages dans le Nord. Surtout, les liens qui y paraissent avec l'élite politique du Québec nous permettent de faire une lecture de l'intérêt que le gouvernement québécois y porte. Dans certains cas, la couverture médiatique dans les quotidiens à grand tirage comme *Le Devoir* ou *La Presse* vient compléter l'analyse, notamment lorsqu'il s'agit de mesurer l'impact sur le public et la réception politique et sociale des voyages et de projets nordiques.

La méconnaissance de l'histoire du Québec nordique, les écueils narratifs de la Révolution tranquille, et les tendances en histoire de la géographie et des sciences motivent une recherche à la confluence des zones d'ombres laissées par ces historiographies. Par l'analyse des traces des voyages de Jacques Rousseau, de Louis-Edmond Hamelin et de

⁷² Louis-Edmond Hamelin, *Écho des pays Froids* (Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1996), p. 120.

leur quête de former des institutions scientifiques provinciales et nordiques, nous parviendrons à y jeter un peu de lumière. Les années 1940 et 1950 sont le théâtre de nombreuses initiatives quant à l'espace nordique, initiatives qui intéressent et impliquent différents acteurs coloniaux québécois, du politique à l'économique, en passant par le religieux et le culturel. Surtout, c'est l'œuvre des scientifiques et de la communauté universitaire, qui en parallèle à son institutionnalisation, engage la pénétration du Nord par le Sud, et permet le lancement d'un colonialisme nordique québécois de grande ampleur.

Chapitre 2 : Le pionnier : Jacques Rousseau et les débuts d'une science nordique québécoise.

« Ne demandez jamais à l'explorateur, encore tout nimbé des solitudes lointaines, de raconter ses plus beaux souvenirs. Vous ne comprendriez pas, peut-être, s'il disait : 'C'est le vent soufflant dans la vallée, la lune perchée entre deux épinettes, la cascade qui chuinte, le gloussement du ruisseau, le cri strident de la buse sur la falaise au-dessus de ses niais, la nostalgie du pinson chanteur, le clapotis menu de la vague du canot, le petit esquimau qui sourit à sa mère dans le capuchon de l'anorak, la trouvaille d'un caillou qui narre l'histoire de la terre ou, sur le talus, une plante qui personne n'a encore vue, une herbe insignifiante, sans nom, qui ajoute un chaînon aux connaissances humaines'. Ce sont là grandes aventures. »

Jacques Rousseau¹

¹ Jacques Rousseau, « Toundra », *Liaison* 4, 31, (1950) : p. 34.

Dans le contexte de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on constate que le territoire nordique québécois est sous la loupe des autorités fédérales, mais aussi sous celle de la province. Les intérêts proprement québécois sont plus timides que ceux des institutions fédérales. Les moyens financiers étant plus importants, tout comme la place du Nord dans le discours politique de l'époque, les projets d'exploration et de quête de souveraineté canadienne sont plus affirmés et plus visibles. Le colonialisme canadien s'étant déployé d'un océan à l'autre, c'est tout naturellement qu'il se tournait vers l'arctique, à l'extrême nord du pays. Le Nord du Québec, compris dans cet espace, est ainsi parcouru par les autorités et les institutions fédérales.

Dès 1944 cependant, un certain projet brise avec cette tendance. Botaniste de formation et nouvellement directeur du Jardin botanique de Montréal, Jacques Rousseau se rend au lac Mistassini afin d'y étudier la flore et les populations autochtones. C'est le premier d'une série de huit voyages dans cette région qu'on appelle alors le Nouveau-Québec. Au-delà de ses ambitions scientifiques, Jacques Rousseau s'y rend avec une vision du Nord qui porte un projet et de grandes ambitions. Ses nombreuses explorations, dans lesquelles il s'entoure de scientifiques de tous azimuts et pour lesquelles il obtient le soutien et le financement de multiples acteurs politiques, économiques et professionnels, le placent au centre de ce nouveau projet : la colonisation du Nord par la société québécoise. L'étude des explorations nordiques de Jacques Rousseau révèle la nature des ambitions coloniales québécoises dans le Nord. À l'épicentre des expéditions nordiques à la fin des années quarante, les réalisations de Jacques Rousseau nous permettent d'observer le stade où se trouve l'élan colonial nordique dans les années précédant la Révolution tranquille.

Ce chapitre permet de situer Jacques Rousseau comme un rouage important du colonialisme scientifique qui émerge dans le Québec du tournant des années 1940. C'est par l'analyse de la carrière de ce personnage ambitieux, tant par l'ampleur de ses travaux et ses projets scientifiques que par son implication dans de multiples champs de recherche, que nous parvenons à brosser un portrait clair de la position du gouvernement québécois, de la communauté scientifique, ainsi que de la société québécoise en général sur la question nordique. Les années où Jacques Rousseau domine la recherche dans le Grand Nord

constituent la première phase d'intérêt pour cette région septentrionale, et les débuts d'un projet colonial nordique, québécois et moderne. Cette phase est marquée par le stade embryonnaire de la recherche nordique, et l'évolution de l'intérêt d'un gouvernement de plus en plus curieux et ambitieux à l'égard du Nord.

En premier lieu, nous situons la carrière de Jacques Rousseau dans le contexte scientifique de l'époque de manière à comprendre les racines de sa fascination pour le Nord. Sa formation personnelle, de même que l'état général de la science au Québec nous informent sur la nature de ses projets nordiques et ainsi sur l'influence qu'il aura subséquemment. En tant que disciple du frère Marie-Victorin, il hérite d'une certaine méthode et d'une épistémologie. C'est en continuation de la science de l'inventaire, de même qu'avec une vision de la science comme outil émancipateur pour la nation québécoise et pour l'humanité que Rousseau conçoit et effectue ses recherches. L'homme qu'on pourrait qualifier de polymathe est aussi au cœur de la professionnalisation de la science chez les Canadiens français : il commence son parcours intellectuel dans les années 1920 auprès d'amateurs et la termine comme étant le dernier représentant de cette vieille garde parmi une foule de scientifiques universitaires lors des années 1960. Ce contexte lui permet de développer des compétences et d'obtenir une certaine reconnaissance de la communauté scientifique dans plusieurs domaines autres que la botanique, notamment l'ethnologie.

En deuxième lieu, nous proposons une analyse des voyages et de la production scientifique nordique de Jacques Rousseau qui s'appuie sur l'étude de ses publications, de sa correspondance et de ses notes de voyage. De ce portrait se dégage l'essence même de son projet scientifique dans le Nord québécois. Pour des raisons personnelles, professionnelles et politiques, Jacques Rousseau a été en mesure de convaincre, non sans peines, les autorités gouvernementales et une bonne partie de la communauté scientifique québécoise de la nécessité de s'intéresser au Grand Nord.

Nous verrons que Jacques Rousseau, en étant un des premiers à s'intéresser au nord de façon scientifique, établit les bases du projet colonial nordique québécois. Il en résulte le début d'un véritable *momentum* pour la consolidation de la présence gouvernementale québécoise dans le Grand Nord, par l'établissement d'un réseau d'accumulation des

connaissances et le déploiement du pouvoir colonial. Financés par le gouvernement, les expéditions de Rousseau servent d'amorce afin de créer des institutions scientifiques et gouvernementales pérennes dans le Nord. Par l'appui que le gouvernement offre à ses recherches, Rousseau devient un de ces principaux agents coloniaux sur le territoire. De plus, il est actif dans la mise en place de projets concrets, de nature économique et scientifique, dans l'Ungava. Il s'impose comme un liant entre la science et le politique, et participe à une intensification graduelle de la présence et de la gouvernance québécoise provinciale dans le Nord. De voyage en voyages, l'intérêt des élites politiques québécoises est de plus en plus grand, et leur regard vers les territoires nordiques de plus en plus soutenu. Jacques Rousseau, en se rendant dans le Nord et en attirant l'attention de Québec, ouvre la boîte de Pandore du colonialisme nordique. En ce sens, il fait figure de pionnier de la recherche nordique québécoise et du projet colonial sous-jacent.

Nous verrons que Jacques Rousseau, en étant un des premiers à s'intéresser au nord de façon scientifique, établit les bases du projet colonial nordique québécois. Ses recherches, menées en collaboration avec un gouvernement québécois qui gagne graduellement de l'intérêt envers ses résultats, et donc *de facto*, pour le Nord québécois, contribue à la formulation graduelle d'une politique nordique durant les années 1940 et 1950.

2.1 Les origines du pionnier : formation et début de carrière

2.1.1 Le dauphin de Marie-Victorin

Jacques Rousseau entame son parcours intellectuel avec son admission, en 1923, à l'Université de Montréal. Rapidement, il se passionne pour les cours du frère Marie-Victorin et on le retrouve à ses côtés comme assistant se spécialisant en botanique. Il poursuit ses études dans ce domaine tout au long de la décennie. Obtenant le baccalauréat en 1926, puis une *licence ès science* en 1928, il se lance ensuite dans des études doctorales qui le mèneront à l'Université Cornell et à l'Université du Nouveau-Mexique à

Albuquerque, avec l'aide financière de l'ACFAS². Il complète ses études en 1934, avec l'obtention du doctorat en sciences à l'Université de Montréal³.

Par sa formation, Jacques Rousseau se démarque de ses contemporains. Les études supérieures étaient très peu accessibles à l'époque, encore moins pour les francophones et dans les domaines scientifiques⁴. L'université est avant tout une institution de formation des élites intellectuelles et morales, pour un Québec catholique et traditionnel⁵. Comme le souligne Jules Racine Saint-Jacques, « [l']université québécoise francophone n'est ni un espace de recherche scientifique [...], ni un milieu accessible au plus grand nombre, ni un lieu d'expression de la pensée critique »⁶. Ainsi, la poursuite d'études dans un domaine scientifique est plutôt un fait rare, et Jacques Rousseau est un des premiers Canadiens français à faire un parcours complet, c'est-à-dire jusqu'au doctorat en sciences. La preuve étant que même ses enseignants ne disposent pas de diplômes équivalents. Le Frère Marie-Victorin, son maître à penser qui devient rapidement son ami et collègue, n'avait aucune formation universitaire. Frère des écoles chrétiennes, il enseigne d'abord au primaire et au secondaire. C'est en tant qu'amateur et autodidacte qu'il s'élève comme botaniste de renom au fil des décennies⁷.

Si Marie-Victorin n'est pas un universitaire de formation, sa compétence n'est pour le moins négligeable. Au-delà de sa discipline, ce dernier est aussi le pionnier d'une réforme plus globale de l'enseignement des sciences au Québec. Son œuvre est plus que botanique, elle est aussi pédagogique et patriote⁸. Il inscrit ses recherches scientifiques et son enseignement, tant à l'école que la sphère publique, dans une perspective nationaliste. En 1922, son plaidoyer pour l'élévation des Canadiens français par l'apprentissage et la

² Raphaël Pelletier, « Jacques Rousseau, (1905-1970) : érudit et praticien de l'interdisciplinarité », *Magazine de l'ACFAS*, (2023). <https://www.acfas.ca/publications/magazine/2023/05/jacques-rousseau-1905-1970-erudit-praticien-interdisciplinarite> .

³ Laverdière et Carette, *Jacques Rousseau, 1905-1970*, p. 27.

⁴ Jean-Pierre Charland, « XIXe et XXe siècle : l'enseignement supérieur au Québec », *Cap-aux-Diamants* 72, (2003) : p. 20-26.

⁵ Jules Racine Saint-Jacques, « Les universités québécoises avant la Révolution tranquille », *Magazine de l'ACFAS*, (2017). <https://www.acfas.ca/publications/magazine/2017/03/universites-quebecoises-revolution-tranquille> .

⁶ *Ibidem*.

⁷ Yves Gingras, « Marie-Victorin, La flore laurentienne, 1935 », dans *Monuments intellectuels québécois du XXe siècle*, Claude Corbo dir. (Sillery : Septentrion, 2006), p. 30.

⁸ *Ibid.*, p. 29.

recherche scientifique est un exemple éloquent de cette vision⁹. Dans cet article qui paraît en première page du quotidien *Le Devoir*, il fait la promotion de la science et de son étude comme élément vital pour la survie des Canadiens français. Selon lui, la recherche scientifique est cruciale pour le développement économique de la nation. De surcroît, elle est importante parce que la valeur d'un peuple se mesure autant par son élite d'intellectuels, de savants et de scientifiques, que par son apport au capital scientifique de l'humanité¹⁰. Le frère Marie-Victorin appelle tous les scientifiques, amateurs comme universitaires, à s'investir, comme lui, à cette fin. La mise en valeur des sciences doit contribuer à la survie et à l'émancipation des Canadiens français.

Cet aspect nationaliste de la pratique scientifique de Marie-Victorin se manifeste dans son propre champ disciplinaire. Dans l'avant-propos de son œuvre phare, la *Flore Laurentienne* publié en 1935, il encourage ses lecteurs à s'appropriier symboliquement leur territoire¹¹. Il les somme de le nommer, de le manipuler, et d'entrer en contact avec ce territoire pour accomplir cette appropriation. La finesse de sa recherche est combinée à un style vulgarisateur, ce qui rend son ouvrage accessible aux amateurs aussi bien qu'à la communauté scientifique. Cette vision transparaît dans sa méthodologie : l'œuvre de Marie-Victorin est digne des sciences de l'inventaire. À cette époque, peu de recherches en botanique ont été faites au Québec. Les travaux de Marie-Victorin invitent les Canadiens-français à parcourir le territoire et à y recenser les nombreuses espèces de plantes qui y poussent. La science et l'accumulation des connaissances est un outil de conquête du territoire, par et pour tous. En ce sens, il publie un texte dès 1925 ayant pour titre *La province de Québec pays à découvrir et à conquérir. À propos de la culture scientifique et de la libération économique*¹².

Afin d'appliquer cette vision, Marie-Victorin se fait l'avocat de la création d'institutions qui ont la tâche de promouvoir, de sauvegarder et de mettre en valeur la recherche scientifique. Il est notamment impliqué dans la création de la Faculté des

⁹ Marie-Victorin, « Vers la haute culture scientifique », *Le Devoir*, 30 septembre 1922, p. 1.

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ Marie-Victorin, *Flore Laurentienne*, 2^e édition (Montréal : Les presses de l'Université de Montréal, 1964), p. 11.

¹² Marie-Victorin, « La province de Québec pays à découvrir et à conquérir. À propos de la culture scientifique et de la libération économique », *Le Devoir*, 25 septembre 1925, p. 1.

sciences de l'Université de Montréal. La promotion qu'il en fait dans l'article de 1922 est une preuve indéniable de sa contribution au projet¹³. Le même article peut aussi être considéré comme une bougie d'allumage pour la création en 1923 de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) à laquelle il participe¹⁴. On note surtout son goût pour l'institutionnalisation dans son propre domaine de recherche, par la création du Jardin botanique de Montréal, dont il est le premier directeur jusqu'à son décès en 1944. Toutes ces institutions visent à stimuler le foisonnement de la recherche scientifique aussi bien qu'à promouvoir la vulgarisation et la propagation de ces recherches pour la nation québécoise.

Rousseau entame sa carrière comme auxiliaire de Marie-Victorin et l'accompagne sur le terrain de ses expéditions en tant qu'acolyte. Une fois formé, il vole de ses propres ailes tout en poursuivant l'œuvre de son maître, étendant l'inventaire botanique à de nouvelles régions et œuvrant au cœur des mêmes institutions. Au-delà de sa pratique de la science, Rousseau retient aussi de Marie-Victorin une partie de son idéologie. Marie-Victorin met de l'avant une vision de la science comme objet politique pour l'émancipation nationale. Son ardeur à la vulgarisation scientifique, sa vision d'ensemble de l'utilité de la science comme moteur social, économique et culturel et son goût pour l'institution sont tous des traits qu'il enseigne, incarne et met de l'avant. Il est scientifique, autodidacte, institutionnaliste et pédagogue. Se présentant comme son apprenti le plus illustre, voire comme son dauphin, Jacques Rousseau incarne aussi ces traits, bien que dans une époque et un contexte différent. Ses publications dans *Le Devoir* et sa participation aux institutions francophones du savoir suivent les traces du patriotisme scientifique de Marie-Victorin¹⁵. L'importance de ces valeurs et de cette idéologie se manifeste dans l'attitude de Jacques Rousseau de même que dans la manière dont il mène ses recherches dans le Nord

¹³ Marie-Victorin, « Vers la haute culture scientifique ».

¹⁴ Gingras, *Pour l'avancement des sciences*, p. 24.

¹⁵ Pour les articles dans qui font office de suite idéologique à Marie Victorin, voir : Jacques Rousseau, « La part des Canadiens français dans les sciences », *Le Devoir*, 4 juin 1932, p. 1 et Jacques Rousseau, « Quelques aspects scientifiques de la restauration nationale », *Le Devoir*, 3 et 5 octobre 1936, p. 1. Pour sa participation à différentes institutions scientifiques, voir sa bibliographie dans Laverdière et Carette, *Jacques Rousseau, 1905-1970*, p. 35-38.

québécois. Le projet colonial scientifique du Québec dans le Grand Nord fait écho à ces visions du frère Marie-Victorin, apprises et assimilées par Jacques Rousseau.

2.1.2 Polymathie et interdisciplinarité

Afin de bien comprendre Jacques Rousseau et son héritage scientifique nordique, une étude de son caractère polymathique s'impose. Il œuvre à l'acquisition de toutes les connaissances, au-delà des frontières et des domaines, ainsi qu'à la mise en commun de celles-ci dans l'optique d'une compréhension universelle. Ses articles sont souvent des démonstrations scientifiques qui dépassent largement un seul domaine du savoir, et son argumentaire se construit au gré de la combinaison des notions et des espaces dans lesquels il les a étudiés.

La carrière de Rousseau est un exemple saillant d'interdisciplinarité. Au-delà de sa formation de botaniste, il laisse sa marque dans le paysage scientifique québécois dans plusieurs domaines. Élu secrétaire général de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) en 1930, et tenant le poste pendant seize ans, l'implication de Rousseau touche à tous les domaines scientifiques au Québec¹⁶. Au-delà de la botanique, il signe des publications portant sur la géologie, la zoologie, et la géographie. Il s'aventure même au-delà des domaines proprement scientifiques, publiant des textes sur l'alimentation, la linguistique et même de la poésie¹⁷. Souvent, il approche ces domaines à partir de ses bases en botanique. Par exemple, son intérêt pour la géographie se développe beaucoup dans un contexte d'études phytogéographiques, discipline qui étudie la distribution des plantes sur le territoire. Lors de ses études, la simple délimitation géographique d'espaces à partir des distributions végétales se révèle incomplète. Il gagne alors un intérêt à délimiter ces espaces au-delà de son expertise en botanique, et il s'intéresse aux autres facteurs déterminants en ce qui a trait à la nomination des zones. Il observe ce que d'autres disciplines proposent, comme la climatologie, la zoologie et

¹⁶ Gingras, *Pour l'avancement des sciences*, p. 37. En tant que secrétaire général, il accomplit plusieurs tâches prouvant son caractère interdisciplinaire : mise sur pied d'une bibliothèque réunissant tous les travaux scientifiques portant sur le Canada, organisation de conférences publiques et mise en place des congrès annuels.

¹⁷ Comme exemple de texte sur l'alimentation : Jacques Rousseau, « J'herborise dans le potage », *Le Devoir*, 23 septembre 1944, p. 12. Comme exemple de texte en linguistique : Jacques Rousseau, « La prononciation canadienne du t et du d », *Le Canada Français*, 23, (1935) : p. 369-372. Comme exemple de poésie : Rousseau, « Toundra ».

l'hydrographie afin de bien intégrer ses propres savoirs phytogéographiques dans une géographie plus globale et cohérente¹⁸. Lorsqu'il s'aventure en alimentation, c'est souvent pour donner du contexte scientifique autour d'aliments végétaux populaires. Son article *J'herborise dans le potage*, évoque à même son titre cette tendance à combiner un savoir scientifique sur les plantes et les herbes avec l'astuce que de telles connaissances peuvent contribuer à la concoction d'une soupe¹⁹. À la fin des années trente, il produit une série d'articles pour le cercle des jeunes naturalistes où il explore différents aliments comme le poivre, l'estragon ou la gourgane. Ces articles sont ensuite publiés dans des quotidiens comme *Le Devoir*²⁰.

Dans tous les domaines dont il n'est pas expert, il prend soin de mentionner qu'il ne fait pas autorité, n'étant pas aussi doté et formé que certains de ses collègues, universitaires et professionnels qu'il cite allègrement. Malgré cette humilité sincère qu'on peut attribuer à son grand respect de toutes les disciplines du savoir et aux institutions scientifiques, il a toutefois l'audace de se prononcer et de mener ses propres recherches dans ces domaines. Il entre même parfois en conflit avec certains auteurs, n'hésitant pas à les critiquer vivement²¹.

C'est en grande partie en tant qu'autodidacte que Rousseau acquiert ses connaissances et forge sa réputation. On pourrait ici y voir encore une fois un héritage de Marie-Victorin. Il faut dire que le contexte du milieu du siècle au Québec présente un environnement propice à ce statut de connaissance. C'est une époque de transition dans le domaine scientifique : la professionnalisation de la plupart des disciplines est en plein essor. Rousseau est de la première génération de diplômés des cycles supérieurs universitaires au Québec. Alors qu'il entre à l'université en 1923, la Faculté des sciences de l'Université de Montréal n'a que trois ans. La carrière de Jacques Rousseau peut être

¹⁸ Jacques Rousseau, « Les zones biologiques de la péninsule Québec-Labrador et l'hémiarctique », *Canadian Journal of Botany*, 30, (1952) : p. 436-474.

¹⁹ Rousseau, « J'herborise dans le potage ».

²⁰ Jacques Rousseau, « L'estragon », *Le Devoir*, 25 septembre 1937, p. 12; Jacques Rousseau, « Le poivre », *Le Devoir*, 9 octobre 1937, p. 12 et Jacques Rousseau, « Les gourganes », *Le Devoir*, 20 novembre 1937, p. 14.

²¹ Voir son compte rendu du livre de géographie d'Edmond Bruet : Jacques Rousseau, « Le Labrador et le Nouveau-Québec, Edmond Bruet, Paris, Payot, 346 p. », *Revue canadienne de géographie* 9, 2-3 (1955) : p. 153.

élevée en exemple de ce moment de transition. D'une part, il est un professionnel, par son parcours universitaire en botanique et par le fait que cette science et sa poursuite sont son métier et son occupation principale. D'une autre, il est aussi un amateur, puisqu'il participe à des conversations scientifiques pour lesquelles il n'obtient pas de revenus, et dans des domaines où il n'a pas réellement de formation.

De toutes ces disciplines où œuvre Rousseau, une ressort particulièrement du lot et lui permet d'acquérir une reconnaissance importante : l'ethnologie. Cet intérêt est souvent cité comme une de ses expertises, au même titre que la botanique. Au cours de ses voyages au Québec, il se passionne pour les populations autochtones qu'il rencontre. Son intérêt naît d'abord de son étude de la botanique. Étudiant les plantes dans leur ensemble, il est piqué de curiosité lorsqu'il remarque que les populations autochtones du Québec les utilisent à des fins particulières ; ils les cultivent, les cuisinent et les cueillent différemment. Elles sont répertoriées, classées : tout un système de savoir y est lié. Son étude de la botanique est alors bonifiée par les pratiques humaines entourant la flore québécoise, et ainsi commence le parcours de Rousseau en ethnobotanique²². Cet intérêt le mène à fréquenter des Autochtones, à visiter leurs lieux de vie et à investiguer, par le fait même, leur culture au-delà du rapport à la botanique. En 1932, il réalise une première enquête ethnobotanique à Kahnawake. Puis, au début des années quarante, il se rend à Manawan chez les Atikamekw et chez les Cris au lac Mistassini. À partir de cette décennie, sa bibliographie jusque-là essentiellement botanistique, se bonifie de publications sur les Premières Nations au Québec. Après sa discipline de formation, c'est dans ce champ du savoir qu'il publie le plus. Sa présence médiatique grandissante en témoigne. Il devient, à l'ère de la radio et du début de la télévision, l'expert des peuples autochtones au Canada français. Il tient des émissions sur le sujet, enseigne des cours à l'université et publie des séries d'articles de journaux²³.

La polyvalence de Rousseau va au-delà de la pluridisciplinarité : il œuvre dans plusieurs domaines, mais aussi dans une panoplie de territoires. Il est se rend dans presque

²² Laverdière et Carette, *Jacques Rousseau, 1905-1970*, p. 76.

²³ Un bon exemple serait la série de soixante-dix articles, publiés bihebdomadairement, *Les Indiens de la forêt québécoise* : Jacques Rousseau, « Les Indiens de la forêt québécoise », *La Patrie*, du 3 décembre 1950 au 11 novembre 1951, pages changeantes.

toutes les régions de la province, des plus éloignées comme le Grand Nord et les Îles-de-la-Madeleine, jusqu'aux plus centrales et communes, comme la grande région montréalaise, les Cantons-de-l'Est et Charlevoix. Sa polyvalence géographique se manifeste bien au-delà du Québec. Ses voyages scientifiques le mènent ailleurs en Amérique, tant dans le reste du Canada (Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Ontario) que dans plusieurs états américains (Texas, Nevada, Nouveau-Mexique, Floride, New York, Pennsylvanie, Missouri, Californie, New Hampshire et Maine) et même dans des destinations plus au sud, comme le Mexique et Haïti. Au-delà de ses expéditions, il communique les résultats de ses recherches dans plusieurs autres pays, notamment sur le continent européen²⁴.

Jacques Rousseau est l'un des premiers universitaires canadiens-français en science. Influencé par Marie-Victorin, il œuvre d'abord en botanique, avant d'étendre ses recherches à l'ampleur de sa curiosité. La science et le savoir sont pour lui des outils d'émancipation pour la nation, mais aussi dans une perspective universelle, permettant aux Canadiens français de participer au progrès de l'humanité. En ce sens, il est porteur d'une forme d'humanisme, d'une vision de la recherche scientifique comme marqueur du progrès humain. Sa curiosité et sa polyvalence, combinées au stade embryonnaire de la science universitaire et professionnelle au Québec, permettent à Jacques Rousseau de faire sa marque dans une panoplie de champs, bien au-delà de la botanique. Sa présence se fait sentir avec vigueur dans les multiples institutions où il s'implique, de l'université à l'ACFAS; mais aussi dans la société, où il joue un rôle de vulgarisateur tant à la radio que dans les journaux. Il s'intéresse à plusieurs espaces, étudiant différents territoires, provinces et pays. Dans ce contexte, il accumule les données scientifiques et devient, à bien des égards, une référence.

Parmi toutes ces pérégrinations, le Grand Nord du Québec est sans contredit l'objet de ses grandes fascinations. Encore relativement inexploré par les scientifiques et inconnu de la société québécoise, ce territoire n'est visité que par quelques agents gouvernementaux, des commerçants ou des aventuriers l'ayant sillonné sans vraiment l'étudier de manière scientifique. Plusieurs endroits n'ont pas encore été visités, et encore

²⁴ Laverdière et Carette, *Jacques Rousseau, 1905-1970*, p. 32-34.

moins par les Canadiens-français. La rencontre entre Rousseau et le Grand Nord ne peut être évitée, surtout au moment où l'État québécois, en pleine quête de modernité, s'intéresse de plus en plus à son territoire nordique et déploie graduellement les moyens de se l'approprier.

2.2 À travers l'Ungava

L'historiographie insiste sur un certain modèle de l'exploration du Nord-du-Québec par l'entremise de services provinciaux en quête de richesses minéralogiques à exploiter²⁵. Si l'exploration nordique s'intensifie, s'institutionnalise et se politise dans les années 1940 et 1950, on observe toutefois une certaine activité dans le Nord du Québec depuis plusieurs décennies. Rousseau s'inscrit aussi dans cette lignée, suivant la marque de ces explorateurs qui l'ont précédé. De ces sources d'inspiration, A. P. Low est probablement le plus important. Entre 1892 et 1899, il parcourt l'Ungava en tant que géologue à la Commission géologique du Canada. Il est le premier à décrire le potentiel ferrifère de la région²⁶. En 1905, Mina Benson Hubbard descend la rivière George. Elle laisse un compte rendu descriptif qui renseigne sur les populations locales, la faune, la flore et l'hydrographie²⁷. En 1922, Robert J. Flaherty, lui aussi géologue, entreprend de filmer le Nord du Québec. Il produit le film *Nanook of the North*, premier documentaire de l'histoire du cinéma, qui fournit des images des populations inuit et du décor de l'Ungava au monde entier²⁸. J. A. Retty, géologue de l'Université Laval, découvre en 1937, grâce à l'Innu Mathieu André, les gisements de fer près de Knob Lake²⁹. Entre 1943 et 1963, le père Oblat Arthème Dutilly et l'abbé Ernest Lepage, des botanistes amateurs, parcourent le Nord canadien, identifiant plusieurs centaines de plantes. Leurs nombreux voyages les mènent à plusieurs reprises dans l'Ungava³⁰. Jacques Rousseau s'inspire de ces explorateurs. Il cherche à faire le point sur les connaissances déjà acquises, et rend justice à ces prédécesseurs.

²⁵ Voir Chapitre 1.

²⁶ Cooke. « The Exploration of New Quebec », p. 160.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ Cooke. « The Exploration of New Quebec », p. 160.

²⁹ Boutet, « Opening Ungava to Industry », p. 85.

³⁰ Jacques Cayouette, *À la découverte du Nord. Deux siècles et demi d'exploration de la flore nordique du Québec et du Labrador* (Québec : Éditions MultiMondes, 2014), p. 141.

Les explorations nordiques de Rousseau sont une étape charnière dans le récit de la science québécoise nordique : son implication marque un changement d'ère. Avant ses explorations, les connaissances étaient fragmentaires, et souvent recueillies avec amateurisme. Après son passage, il en est tout autre. Quatre expéditions de Jacques Rousseau marquent cette époque : celle de la Rivière George, effectuée à l'été 1947 ; celle de la traversée de la Rivière Payne et Kogaluk, à l'été 1948 ; celle des monts Otish, de l'été 1949 ; finalement, celle de 1951, qui l'amènera aux monts Torngat, mais aussi au cratère de Chubb et à Knob Lake³¹. Pour des raisons méthodologiques, nous avons choisi de ne pas traiter de ses quatre voyages dans la région du lac Mistassini, réalisés entre 1944 et 1948. Cette exclusion est motivée par la complexité que représenterait l'analyse additionnelle de l'imposant corpus documentaire associé à ces voyages, sans qu'il apporte des données propres à influencer les résultats de notre analyse. En effet, bien que ces premiers voyages au lac Mistassini soient considérés par Rousseau comme le début de sa trajectoire nordique, nous remarquons qu'il leur attribue ce statut à posteriori³². Lors de ses voyages là-bas, il ne présentait pas la région comme nordique, mais plutôt comme une étude d'un espace qui se définit par et pour lui-même³³. L'analyse de ces voyages serait certainement un sujet en soi, notamment afin d'observer la genèse de l'attrait de Rousseau pour le Nord, de même que pour la compréhension de son parcours en tant qu'ethnologue. Cependant, dans l'optique de déterminer comment Jacques Rousseau, scientifique expert du Nord, participe à l'établissement d'un colonialisme nordique québécois, son intérêt pour le lac Mistassini est une distraction périphérique.

Les raisons de ses voyages nordiques sont nombreuses. L'attention que nous portons aux expéditions septentrionales de Rousseau ne se concentre que sur une seule d'entre

³¹ Voir Annexes 2, 3, 4, 5, 6. Le cratère de Chubb était le nom de l'actuel cratère des Pingaluit. Il est aussi appelé cratère du Nouveau-Québec à l'époque.

³² Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.175, *Report on the Surveys Carried in Northern Quebec-Labrador during 1951, 1953*, p. 4. Ce rapport, qui a été consulté à même le fonds de Jacques Rousseau, ne porte aucune indication sur son destinataire, et n'a jamais été publié.

³³ Dans les années 1940, lorsqu'il écrit sur Mistassini, Rousseau ne conçoit pas l'espace comme le Nord. Par exemple, dans *Les voyages du Père Albanel à Mistassini et la Baie James*, il considère Mistassini comme point de transit vers la Baie James, véritablement un objectif nordique. Dans *La cartographie du Lac Mistassini, un essai bibliographique*, alors qu'il compile tous les travaux sur cet espace, il ne mets pas en relation avec le Nord. Bien que le lac Mistassini soit la zone, à l'époque, la plus au nord qu'il ait visité, il ne la considère pas comme proprement nordique encore. Voir Jacques Rousseau, « Les voyages du Père Albanel à Mistassini et la Baie James », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 3, 4, (1950) : p. 556-586.

elles. Nous considérons son intérêt pour l'institutionnalisation de la science nordique et pour l'intégration de cet espace par l'État québécois par le biais de la recherche scientifique et l'exploitation du potentiel économique de la région. Il est cependant pertinent de mentionner qu'il joue aussi ce rôle d'informateur pour le gouvernement canadien ainsi que des entreprises d'exploitation minière privées. Il entretient des liens avec la Fenimore et plusieurs autres compagnies³⁴. Tous ses voyages sont financés par la *National Defence Research Board* (NDRB), à qui il fournit des rapports d'expédition. À cette époque, le gouvernement canadien est très actif dans le Nord qu'il entreprend de militariser. En pleine Guerre Froide, on soupçonne le Nord d'être un lieu potentiel d'affrontement avec l'URSS. En tant que botaniste, mais surtout en tant que polymathe, Rousseau devient un informateur de choix. Il fournit des renseignements sur les possibilités de déplacement dans ce milieu hostile et éloigné, de même que sur les possibilités d'installation permanente³⁵. En ce sens, suit à la descente de la rivière George en 1947 et à sa traversée de la péninsule en 1948, il mentionne la difficulté « de vivre du pays », faisant référence à la rareté des ressources alimentaires disponibles et à l'impossibilité de cultiver le sol³⁶.

Le lien à l'étude ici est toutefois celui qu'il entretient avec le gouvernement québécois. Par l'étude de ses publications scientifiques et de sa correspondance avec le gouvernement, nous parvenons à comprendre la nature, les objectifs et les ambitions derrière ses expéditions. De voyage en voyage, le travail scientifique de Rousseau contribue au projet colonial nordique québécois qui prend forme. Au rythme de ses interrogations scientifiques personnelles et de ses projets naissants, il sème, chez les élites politiques, les graines d'un intérêt particulier pour la zone. Ces tendances permettent d'illustrer cette évolution graduelle du projet. Sa quête continue de financement, ses études

³⁴ En quête de financement, Rousseau propose à l'issue de ses voyages de vendre les informations recueillies à différentes grandes minières. Il entretient ainsi de la correspondance avec la *Labrador Mining and Exploring Co. Ltd*, la *Sullivan Gold Mines*, la *Quebec Labrador Developpement Co. Ltd*, la *Noranda Mines Ltd*, et la *Falconbridge Nickel Mines Ltd*. Surtout, il parvient à une entente avec la *Fenimore Iron Mines Ltd*, qui exploite un domaine autour de la Rivière aux-feuilles. Il obtient une bourse de découverte de 5000\$ en 1951 pour la découverte de minerais de fer dans la zone, et l'identification d'un espace potentiel d'exploitation pour leur compte. Voir Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, A3.341, « Mines Ungava et correspondances Cyrus Eaton », 1948-1955.

³⁵ Cette hypothèse est partagée par Rafaël Lavergne, dont le mémoire de maîtrise titré *Jacques Rousseau ou la voie non-aboutie de l'ethnohistoire canadienne-française*, est en cours de rédaction au moment du dépôt de celui-ci.

³⁶ Jacques Rousseau, « À travers l'Ungava », *Mémoires du Jardins botanique de Montréal*, 4 (1949) : p. 103.

de nature économique, et la structuration d'institutions scientifiques nordiques sont des éléments centraux de l'exploration de l'Ungava par Rousseau. Le financement de ses recherches nordiques par le gouvernement, le programme d'introduction du renne et de conservation du caribou, ainsi que le projet de création d'une réserve scientifique aux monts Otish serviront d'études de cas afin de comprendre la progression scientifique du Québec dans le Grand Nord et le rôle de Jacques Rousseau dans cet aspect.

2.2.1 La sempiternelle quête du financement

Les coûts des voyages dans le Nord entrepris par Jacques Rousseau sont considérables. La logistique, la distance et les besoins essentiels alourdissent la facture. S'il peut profiter de certaines infrastructures de transport comme l'aéroport de Fort Chimo, construite par l'armée américaine lors de la guerre, afin de se rendre dans l'Ungava, il reste difficile d'accéder au territoire nordique. Les points d'entrée sont peu nombreux : leur rareté augmente les coûts de déplacement³⁷. Lors de leurs traversées du territoire, Rousseau et ses compagnons se logent dans des habitations temporaires, et consomment des vivres apportées et transportées du Sud, ne pouvant être garanti de se nourrir à même le pays³⁸. Pour transporter ce matériel, de même que pour aider à l'orientation, ils n'ont pas le choix d'engager un nombre variable de guides autochtones à qui ils versent un salaire. En plus des coûts associés à la distance et aux besoins primaires, la nature scientifique de ses voyages nécessite beaucoup de matériel. Les scientifiques collectent des spécimens et des éléments naturels à même le territoire qu'ils ramènent ensuite dans les institutions du Sud. Rousseau transporte avec lui des herbiers entiers destinés au Jardin botanique³⁹. Comme ce sont des projets de recherche fondamentale au nom d'institution publique et sans perspective de profit immédiate, il doit s'appuyer sur le financement d'organisations de recherches et des gouvernements. Les coûts sont énormes ; l'étude de ses documents de préparation révèle que la partie la plus importante de l'organisation de ses voyages n'est

³⁷ Bill Waiser fait un panorama intéressant sur le rôle de la distance et les écueils causés par cette donnée dans le cadre de l'histoire du Nord. Waiser, « A Very Long Journey », p. 37-44.

³⁸ Jacques Rousseau fait une liste exhaustive de tout son matériel de voyage nécessaire pour l'expédition de George River en 1947, dans son journal d'expédition personnel qu'il a dactylographié en 1967 : Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.139, *Exploration de la Rivière George, Ungava oriental, été 1947*, 1967, p. 44-47.

³⁹ AUL, P174, B.139, *Exploration de la Rivière George, Ungava oriental, été 1947*, p. 48-57.

pas l'aspect de la recherche scientifique, mais bien l'organisation de ses fonds et de son budget⁴⁰.

Les besoins en financement forcent ainsi Rousseau à solliciter tous les bailleurs de fonds potentiels. Afin d'être certain d'obtenir des fonds, il adresse des lettres personnelles, dans lesquelles il tente de convaincre un interlocuteur précis : il ne tient pas le même discours auprès de l'*Arctic Institute of North America* (AINA) qu'auprès du ministère de l'Industrie et du Commerce ou qu'auprès d'un de ses collègues de l'ACFAS. Il peut donc être difficile de comprendre ses véritables intentions et ses convictions profondes. Il est d'abord un scientifique. Bien avant tous les objectifs politiques, coloniaux, nationalistes ou institutionnels qu'il poursuit, son but premier est de parvenir coûte que coûte à effectuer ses recherches dans le Nord. Pour ce faire, il a souvent besoin de plusieurs commanditaires différents dont les objectifs ne sont pas toujours les mêmes. Il ajuste donc son discours en fonction du destinataire, maximisant ses chances d'obtenir le financement souhaité.

Il ne fait cependant aucun doute que parmi tous ses destinataires, il est très insistant dans ses demandes auprès de Québec, que ce soit auprès des différents ministères ou directement auprès du Premier ministre Maurice Duplessis. Chaque voyage dans le Nord est accompagné d'une opération de charme. Il informe constamment ces commanditaires potentiels de ses voyages, et tente de les impliquer. Selon le langage qu'il utilise, ce désir d'implication provinciale dépasse largement l'impératif financier. Il y a dans son argumentaire un réel désir de convaincre la province de participer à la recherche et au développement nordique. Ses idéaux d'une science au bénéfice de la nation transparaissent dans ses entretiens épistolaires avec le gouvernement québécois.

Cette détermination de Rousseau à impliquer Québec est considérée comme une réussite. De ses quatre voyages, deux sont financés d'emblée par la province. Pour les deux autres qui ne sont pas financés en amont, le gouvernement participe toutefois aux préparations scientifiques et se procure des rapports de recherches, payant souvent Jacques Rousseau à son retour. Ainsi, chaque voyage de Rousseau dans le Grand Nord est financé

⁴⁰ L'étude de ses correspondances, de ses journaux personnels et de certains rapports dans P174 Fond Jacques Rousseau fait état de l'importance de la préparation matérielle et financière de chacun de ses voyages.

par le gouvernement québécois, ce qui consiste en une preuve claire de l'intérêt du gouvernement pour le Nord par le biais de la recherche scientifique.

Le premier voyage dans l'Ungava est un excellent exemple de l'implication directe, en amont, du gouvernement québécois. Rousseau estime lors de ses préparations au printemps 1947 avoir besoin d'un budget de 3 850 \$⁴¹. Ayant obtenu 1 000 \$ de l'AINA, un centre de recherche financé par le gouvernement fédéral et lié à l'Université McGill, Rousseau tente d'obtenir le reste des fonds auprès d'institutions provinciales⁴². C'est au ministère de l'Industrie et du Commerce qu'il touchera une première fois la cible. Dans ses lettres au sous-ministre Louis Coderre, il insiste sur l'utilité de ses recherches. Il mentionne qu'il sera le premier homme à se rendre sur ces lieux pour le compte du gouvernement québécois, et appuie sur le potentiel de ses recherches : « C'est dire que cette expédition sera des plus précieuses du point de vue de votre inventaire »⁴³. Il réussit à le convaincre, rayant 600 \$ de la facture grâce à un octroi obtenu en échange d'un rapport de voyage à fournir au retour⁴⁴. Il ne fait aucun doute que le ministère de l'Industrie et du Commerce cherchait à connaître le potentiel du développement de l'industrie minière dans les environs de la rivière George. Sachant qu'aucun officier du gouvernement provincial n'y était allé, un premier voyage comme celui que Rousseau propose est une occasion à rabais pour le gouvernement de connaître ce territoire. La promesse d'un rapport officiel sur son voyage renforce ce lien entre Rousseau et le ministère.

Toutefois, le scientifique tarde à trouver les fonds manquants pour son expédition. Ses demandes au ministère des Mines et au ministère des Terres et forêts sont sans succès⁴⁵. On sent même une certaine anxiété de sa part, alors qu'il se tourne vers une stratégie peu orthodoxe : il s'adresse directement au bureau du Premier ministre dans une lettre du 14 juin 1947 afin d'obtenir les 2 000 \$ manquants. Les formulations qu'il utilise dans ses lettres sont très évocatrices du désir de Rousseau d'établir un partenariat avec la province. Il dit que « ses résultats seront entièrement à la disposition du gouvernement », qu'il

⁴¹ AUL, P174, B.139, Exploration de la Rivière George, Ungava oriental, été 1947, p. 40.

⁴² *Ibidem*.

⁴³ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.136, *Lettre de J Rousseau à Louis Coderre du 28 juin 1947*.

⁴⁴ AUL, P174, B.139, Exploration de la Rivière George, Ungava oriental, été 1947. p. 41.

⁴⁵ *Ibid.*, 34.

« effectuera ce travail en tant qu'employé du gouvernement »⁴⁶. Il mentionne aussi que les projets de concessions minières dans le Nord, comme celle de la Hollinger, l'ont convaincu de l'intérêt précis du Premier ministre pour l'Ungava, et que c'est entre autres pour cette raison qu'il lui soumet une demande de financement.

En ouverture de lettre, il explique qu'« il n'y a à peu près que les anglophones qui ont exploré le Grand Nord »⁴⁷. Le recours à un discours opposant les deux groupes linguistiques canadiens peut être lue comme une manière de convaincre Duplessis, dont la fibre nationaliste est connue et relevée dans l'historiographie⁴⁸. C'est aussi une indication de ses propres intérêts. En cohérence avec l'école de Marie-Victorin, ainsi qu'avec son projet scientifique général, Rousseau avait ce désir d'élever la nation canadienne-française par le développement de la science. La rhétorique opposant *de facto* les deux groupes linguistiques n'est donc pas à considérer comme un simple moyen de convaincre, mais aussi comme une représentation de la dimension nationaliste du projet scientifique de Rousseau. L'étude de cette correspondance ne révèle pas de réponse positive de Duplessis, outre une lettre qui fait office d'accusé de réception dans laquelle le « Cheuf » s'engage à étudier la demande d'octroi⁴⁹. Le 4 juillet, une lettre de Rousseau lui-même confirme cependant que le Premier ministre a exaucé son vœu, le remerciant gracieusement pour les libéralités du gouvernement⁵⁰.

Dans son journal d'expédition, Rousseau raconte plus en détail le déroulement de ces événements où l'on apprend que c'est lors d'un entretien au téléphone avec le Premier ministre qu'il parvient à le convaincre de lui octroyer les 2 000 \$ manquants. C'est une somme considérable pour l'époque, qui couvre plus de la moitié du budget de

⁴⁶ AUL, P174, B.136, Lettre de J. Rousseau à Maurice Duplessis du 14 juin 1947.

⁴⁷ *Ibidem*.

⁴⁸ Livernois, *La révolution dans l'ordre*, p. 154-159. Le nationalisme de Duplessis se comprend selon des paramètres originaux, voire unique à son régime. Il ne repose pas sur un aspect racial, bien qu'il soit un promoteur des valeurs et de la culture canadienne-française. Il repose surtout sur l'autonomie sur l'autonomie provinciale. En soutenant une présence exclusivement anglophone, Rousseau fait allusion aux agents du gouvernement fédéral, ceux-ci étant les seuls à avoir véritablement exploré le nord à cette époque. Le langage utilisé par Rousseau ici est donc bien en phase avec l'approche de Duplessis. La vision de la nation selon Rousseau est elle-même un sujet d'étude intéressant, certainement à explorer.

⁴⁹ AUL, P174, B.136, *Lettre de Maurice Duplessis à Jacques Rousseau du 18 juin 1947*.

⁵⁰ AUL, P174, B.136, *Lettre de J. Rousseau à Maurice Duplessis du 4 juillet 1947*.

l'expédition⁵¹. Les moyens pris pour la remise du montant sont particuliers. Il demande à Rousseau de visiter monsieur Savoie, notaire et trésorier du parti de l'Union nationale à Montréal. Ce dernier lui verse alors le montant en argent comptant à même la caisse du parti, comme le devine Rousseau avec étonnement⁵². Il est surtout très intéressant de constater que l'implication de Duplessis dans le projet d'exploration nordique est personnelle.

Cet évènement montre bien qu'il ne s'agit pas que d'un simple appui désintéressé au projet. Le Premier ministre prend lui-même l'affaire en charge, alors qu'il aurait bien pu rediriger Rousseau vers un autre ministère, ou une autre instance du gouvernement. La participation personnelle de Duplessis au projet indique que sa vision du Nord est plus vaste que le simple développement économique de la province comme le suggère souvent l'historiographie⁵³. En effet, on observe un intérêt allant jusqu'à la recherche scientifique, et pour lequel il est prêt à sortir des réseaux officiels de financement afin d'y voir un avancement. Les derniers échanges relatés par Rousseau dans son journal en témoignent d'autant plus. Ce dernier cherche à savoir comment, vu les circonstances de l'octroi, il devrait remercier Duplessis de son aide financière dans ses publications. Le « Cheuf » lui aurait alors répondu de ne pas le remercier publiquement : « Que votre voyage profite à la Province, et j'en serai heureux »⁵⁴.

Comment est-ce que ce voyage aiderait-il à profiter à la province selon Duplessis? Vu les circonstances de l'octroi, rien ne contraint Duplessis à le justifier. Ses convictions personnelles semblent tout à fait impliquées dans son processus décisionnel. La question semble donc importante, mais elle demeure sans réponse claire. Il y a dans nos sources ici un silence qui se doit d'être abordé : nous ne connaissons pas les véritables raisons motivant le Premier ministre à être aussi impliqué dans ce voyage. Bien sûr, une exploration du genre permettrait à la province d'accumuler des données géologiques, et contribuerait peut-être à des concessions minières futures. Le voyage contribue d'ailleurs

⁵¹ En se fiant aux feuilles de calcul de l'inflation de la banque du Canada, une somme de 2000\$ en 1947 représente aujourd'hui plus de 30 000\$. Voir : <https://www.banqueducanada.ca/taux/renseignements-complementaires/feuille-de-calcul-de-linflation/> .

⁵² AUL, P174, B.139, *Exploration de la Rivière George, Ungava oriental, été 1947*, p. 62-64.

⁵³ Voir : Boismenu, *Le duplessisme* et Bernier, « Duplessis donne sa province ».

⁵⁴ AUL, P174, B.139, *Exploration de la Rivière George, Ungava oriental, été 1947*, p. 64.

aux connaissances géologiques provinciales, fournissant des notes de voyage à Malcolm Ritchie, qui lui-même réalise un rapport pour le compte du ministère de Mines⁵⁵. Or, Rousseau n'étant pas géologue lui-même, il est peu probable qu'il puisse véritablement procéder à un arpentage et un inventaire précis de cette zone. Son apport est donc limité.

Dans un article issu du voyage, il consacre une bonne partie de la discussion à l'hydrographie. L'étude hydrographique d'un territoire est nécessaire afin d'estimer son potentiel hydroélectrique. Pourtant, Rousseau qui est très descriptif ne mentionne pas la puissance des cours d'eau autre que de manière vaguement qualitative. L'argumentaire nationaliste discuté ci-haut ne peut non plus être compté comme une cause principale. Si la rivalité fédérale-provinciale résonne peut-être avec les idéaux de Duplessis, ça ne semble pas une raison suffisante pour justifier l'importance du financement.

La piste à explorer est plutôt celle de la frontière avec Terre-Neuve. La frontière du Labrador est un sujet qui échauffe le gouvernement de Duplessis. Ce désir de vouloir réviser le jugement du Conseil Privé de Londres de 1927 est corroboré par l'historiographie de même que par les anecdotes les plus colorées concernant le Premier ministre⁵⁶. Tel que mentionné, les productions scientifiques de Rousseau liées au voyage à la rivière George en 1947 font état d'une étude hydrographique des plus poussées de sa part. À s'en fier à sa production scientifique, c'est la première fois qu'il manifeste de l'intérêt envers cette sous-discipline de la géographie⁵⁷. L'hydrographie est cruciale afin de pouvoir analyser dans quelle mesure les développements miniers peuvent être fournis en énergie. Une étude hydrographique va de pair avec une étude géologique à des fins d'exploitation.

⁵⁵ Malcolm Ritchie, « Étude de la reconnaissance le long de la Rivière George, Nouveau-Québec (Ungava) », *Industrie minière de la Province de Québec en 1947* (Québec, ministère de Mines, 1949) : p. 18-19. Dans la *Bibliographie du Nouveau-Québec de 1955*, il est mentionné que cet article a été écrit à partir des notes de Rousseau. Rousseau mentionne aussi cette collaboration dans Rousseau, « À travers l'Ungava », p. 94.

⁵⁶ Dans sa biographie de Duplessis, Robert Rumilly raconte un épisode saugrenu, alors que le Premier ministre en visite sur le chantier de la Hollinger, urine sur la frontière : Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps, (1944-1959), tome 2*, (Montréal : Fides, 1973), p. 235. Cet événement fait aussi partie de la mini-série télévisée *Duplessis*, présenté dans une scène qui a intégré jusqu'à une certaine mesure l'imaginaire collectif : *Duplessis, Episode 7 : La fin*, réalisé par Mark Blandford (1978, Montréal : Société Radio-Canada).

⁵⁷ L'étude du curriculum vitae et des articles de Rousseau ne révèle pas d'autres publications dans lesquelles il pose une analyse importante de réseaux hydrographique. Jacques Rousseau, *Curriculum vitae et bibliographie*. (Montréal, 1958), p. 10-38.

Toutefois, sachant que la frontière du Labrador a été établie à partir de l'estimation des bassins versants, sans pour autant que le territoire soit connu précisément, le fait de vouloir dépêcher un scientifique afin d'observer les réalités hydrographiques pourrait être une source d'informations pour le gouvernement dans une optique de contourner, de contester ou même de renverser la décision de 1927 sur le Labrador⁵⁸. Au-delà même de la remise en question de la frontière, l'entrée potentielle de Terre-Neuve dans la Confédération canadienne serait un incitatif assez fort pour justifier une enquête sur le territoire partagé avec cette province en devenir. Au moment où Rousseau effectue son voyage, les référendums terre-neuviens n'ont pas encore eu lieu, mais une préparation de Québec à l'éventualité de leur réussite est amplement envisageable⁵⁹.

En soi, l'intérêt envers la frontière du Labrador est nourri par le potentiel de développement économique de la région. Plusieurs gisements ferrifères sont localisés de part et d'autre de la ligne de démarcation établie par le Conseil Privé. Un article non publié, écrit par Jacques Rousseau, *Le développement économique de l'Ungava*, fait état de cette situation⁶⁰. Bien que non daté, sa lecture révèle qu'il aurait été écrit vers la fin de 1948, ou au début de 1949. En effet, il mentionne que l'entrée prochaine de Terre-Neuve dans la confédération doit être vue comme une bonne nouvelle, pensant qu'un dialogue interprovincial serait plus susceptible de mener à une solution sur la question de la frontière⁶¹. Dans cet article, Rousseau élabore sur plusieurs pages le problème de la frontière, et l'impératif de régler ce jugement qui « lèse la province (Québec) dans ses

⁵⁸ La contestation de la frontière est à l'ordre du jour. Le gouvernement du Québec publie une carte officielle de la province, sur laquelle est inscrite la phrase « La ligne de la frontière Québec-Terre-Neuve n'est pas indiquée sur cette carte, et pour cause ». Pierre Dagenais, « Petits conflits d'une grande frontière », *Revue canadienne de géographie* 2, 2 (1948) : p. 7

⁵⁹ Deux référendums mèneront à l'entrée de Terre-Neuve dans la confédération. Ce projet était sur la table depuis 1946, alors qu'une convention nationale est mise en place afin de veiller à l'organisation de plébiscites sur l'avenir de Terre-Neuve. Les référendums ont lieu à l'été 1948, et c'est le 31 mars 1949 que la nouvelle province intègre le Canada.

⁶⁰ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.131, *Le développement économique de l'Ungava*. L'article en question se trouve dans le fonds personnel de Rousseau, dans la boîte contenant les travaux portant sur le sujet de son deuxième voyage. Or, l'itinéraire de ce voyage ne le mène en rien proche de la frontière. Le seul voyage antécédent durant lequel il aurait pu observer la frontière est bien celui de 1947. On ne sait pas non plus à quelle revue était destiné cet article. On ne le trouve dans aucun des *curriculum vitae* de Rousseau, ni dans sa bibliographie : Laverdière et Carette, *Jacques Rousseau, 1905-1970*.

⁶¹ AUL, P174, B.131, *Le développement économique de l'Ungava*, p. 4.

droits »⁶². Surement parle-t-il ici de ses droits de possession et d'exploitation du territoire. La première partie de l'article est en effet une grande expression des richesses du sous-sol de la région⁶³. Il forme son opinion en critiquant les méthodes des juristes anglais qui, ne connaissant pas le territoire, avaient tracé une ligne illogique et inapplicable. Il les contredit en présentant son expertise du terrain provenant de sa propre visite des lieux. La ligne du partage des eaux, principe au cœur de la décision, serait impossible à déterminer à plusieurs endroits, et serait même sujette à changer selon les modifications naturelles ou humaines du territoire⁶⁴.

En plus de cet article, Rousseau est aussi impliqué dans la rédaction d'un mémoire remis à Maurice Duplessis le 14 mars 1949, à l'aube de l'entrée de Terre-Neuve dans la confédération. Ce document, signé par Gérard Raymond, de la firme d'avocats Raymond et Racine, fait la promotion d'un projet de mission diplomatique à Terre-Neuve afin d'ouvrir une discussion sur deux problèmes : « la délimitation pratique de la frontière et des relations économiques entre les deux provinces, notamment en ce qui a trait à l'exploitation de l'intérieur du Labrador »⁶⁵. L'apport de Rousseau à ce mémoire est capital. Une correspondance personnelle avec Gérard Raymond témoigne de son approbation complète sur le contenu du mémoire⁶⁶. Aussi, les conclusions proposent que Rousseau lui-même fasse partie de cette mission, en qualité de « technicien ». Il ne fait donc nul doute que, bien que rédigé par Gérard Raymond, et dans un langage juridique, le mémoire se base exclusivement sur les recherches de terrain menées par Jacques Rousseau lors de son voyage en 1947 sur la rivière George.

Le financement de Duplessis est donc à comprendre à la lumière de ces productions scientifiques et juridiques. Il est clair que l'octroi de 2 000 \$ était motivé par un désir de préparer la province à l'entrée de Terre-Neuve. En ce sens, le gouvernement cherche à préparer un dossier scientifiquement valide afin de négocier une entente sur la frontière.

⁶² AUL, P174, B.131, *Le développement économique de l'Ungava*, p. 5.

⁶³ *Ibid.*, p. 1-4.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 5-6.

⁶⁵ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, A3.173, *Mémoire suggérant l'envoi d'une mission d'enquête à Terre-Neuve pour jeter les bases d'une entente économique interprovinciale*, 14 mars 1949, p. 2.

⁶⁶ AUL, P174, A3.173, Lettre de J. Rousseau à Gérard Raymond du 16 mars 1949.

Entente qui permettrait, éventuellement, d'accélérer sans embuches le développement économique de la région par l'exploitation ferrifère. La recherche financée par le gouvernement s'inscrit directement dans une politique nordique précise. Bien que peu publique, voire cachée, cette politique est tout de même au cœur de la gouvernance territoriale nordique de Duplessis.

Ainsi, Rousseau reçoit 2 000 \$ de la part du bureau du Premier ministre avant son départ et 600 \$ additionnels de la part du ministère de l'Industrie et du Commerce. Ce financement provincial venant des plus hautes instances politiques est suffisant pour lui permettre de se rendre pour une première fois dans le Nord du Québec. À son retour, son budget est arrondi grâce à une autre instance provinciale. En échange d'un rapport d'expédition, le ministère des Mines lui offre un montant de 500 \$⁶⁷. Ce rapport sert sans doute à la rédaction de l'article rédigé en 1949 par Malcolm Ritchie pour le compte du ministère des Mines⁶⁸. L'intérêt provincial pour la minéralogie est donc bien une composante du partenariat entre Rousseau et la province. De voyage en voyage, la quête de financement de Jacques Rousseau est incessante. Des quatre voyages dans l'Ungava à l'étude, il s'adresse toujours au gouvernement provincial à cet effet. Le premier voyage est le plus évocateur de cette relation avec les fonds gouvernementaux du Québec. Bien qu'il tente toujours sa chance, ses démarches auprès de Duplessis et de son cabinet ne portent pas toujours fruit.

Lors de son deuxième voyage en 1948, il est financé entièrement par le NDRB du ministère de la Défense canadien. Ses compagnons de voyage, le géologue Edgar Aubert de la Rüe, l'anthropologue Jean Michéa et le géographe Pierre Gadbois, sont respectivement appuyés par l'AINA, le Musée de l'Homme et le Bureau de géographie du département canadien des mines et ressources⁶⁹. Ainsi, l'équipe toute entière est financée par des institutions liées à différentes instances du gouvernement fédéral. Ce n'est toutefois pas faute d'avoir tenté d'obtenir des fonds provinciaux. Une série de correspondances avec Louis Coderre, sous-ministre au ministère de l'Industrie et du commerce, lui demande de

⁶⁷ AUL, P174, B.139, *Exploration de la Rivière George, Ungava oriental, été 1947*, p. 41.

⁶⁸ Ritchie, « Étude de la reconnaissance le long de la rivière George ».

⁶⁹ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.121, *Lettre de J. Rousseau à Trevor Lloyd du 26 octobre 1948*.

répéter son œuvre de l'année précédente, à la hauteur encore une fois de 600 \$. Il tente de le convaincre par le fait que, cette fois-ci, accompagné d'un géologue et d'un géographe, l'inventaire qu'il en retirerait serait bien plus étoffé. Il insiste aussi sur son désir de voir la province impliquée dans son voyage : « Outre cette somme qui me sera absolument nécessaire, je tiens à ce que la Province soit attachée de quelconque façon à cette exploration »⁷⁰. Le discours de Rousseau est ainsi cohérent avec celui qu'il tenait l'année précédente. Les raisons pour lesquelles il n'obtient pas de financement de la part du gouvernement sont inconnues. Il est néanmoins pertinent de voir qu'il poursuit une correspondance, fournissant des rapports d'expédition à différents ministères, notamment au ministère de la Chasse et des Pêcheries⁷¹.

Pour son troisième voyage aux monts Otish à l'été 1949, c'est encore une fois avec le NDRB qu'il est associé. Il est néanmoins accompagné par un ami et collègue, le mycologue René Pomerleau, employé par le ministère québécois des Terres et Forêts qui se charge du financement de son expédition. Aussi, les dépenses du voyage ayant dépassé son budget initial, il demande un montant d'appoint au ministre Bourque, en échange d'un rapport sur les données forestières qu'il a recueillies. Il lui fournit ce rapport au début de l'année 1950 et reçoit 150 \$ du directeur des services forestiers⁷². Fait intéressant, afin de combler sa dette, il communique d'abord directement avec Duplessis qui le redirige vers le ministre Bourque⁷³.

Rousseau voyage à nouveau dans le Nord en 1951. Son itinéraire touche à la rivière Korok, les monts Torngat, Knob Lake et le cratère de Chubb⁷⁴. Il est encore financé par l'AINA et le NDRB. Lors de sa préparation, il demande une fois de plus l'appui du gouvernement québécois. S'adressant directement à Maurice Duplessis, il insiste sur son détour par Knob Lake, où il pourrait amasser des données pertinentes concernant le

⁷⁰ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.123, *Lettre de J. Rousseau à Louis Coderre du 11 mai 1948*.

⁷¹ Cette correspondance s'échelonne sur plusieurs mois. On retrouve des exemplaires de lettres dans le fonds Jacques Rousseau, voir notamment AUL, P174, A.394 et B.128.

⁷² Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.102, *Lettre de J. Rousseau à Rolland Deschamps du 28 mars 1950*.

⁷³ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.100, *Lettre de J. Rousseau à Maurice Duplessis du 4 novembre 1949*.

⁷⁴ Annexe 6.

développement minier. Il demande une somme de 1 700 \$. Il aura partiellement gain de cause à son retour, obtenant 1 250 \$ de la part du Premier ministre. Dans une de ses lettres, il mentionne l'importance de ce voyage dont « [I]es travaux qui en sortiront contribueront à mettre en évidence votre politique d'expansion économique dans le nord de la Province »⁷⁵. Il complète son budget avec un octroi de 300 \$ du ministère de l'Industrie et du Commerce, ainsi qu'une entente avec Ian Jones, du département des Mines, pour une somme de 363 \$. Ces deux derniers montants sont octroyés en échange d'un rapport scientifique et de photographies⁷⁶. Les monts Torngat et la rivière Korok composent la destination principale de ce voyage, et c'est là où il passe le plus de temps. Ces deux lieux sont à la frontière du Labrador⁷⁷. L'investissement majeur que le gouvernement québécois fait dans ce voyage, à l'instar de celui de 1947, est probablement lié à ce même enjeu. Si l'objectif initial du voyage était d'aller dans cette région, il se rend aussi à Knob Lake et au cratère de Chubb, ajoutant ces destinations tardivement à son itinéraire. Knob Lake est le lieu principal de l'exploitation ferrifère de la Hollinger, se trouvant à quelques kilomètres de l'emplacement de la future ville minière de Schefferville. Le cratère de Chubb était quant à lui soupçonné d'être un lieu riche en fer⁷⁸. L'ajout de ces destinations, dont le potentiel ferrifère piquait sans doute la curiosité des instances gouvernementales, peut être lié à ce financement provincial. C'est tout à fait cohérent avec les intérêts principaux de la province dans le Nord. Surtout, Rousseau était accompagné du géologue au service du ministère des Mines Malcolm Ritchie pour cette partie du voyage⁷⁹. Québec envoie donc avec lui un fonctionnaire scientifique afin de l'accompagner.

Par sa volonté d'impliquer le gouvernement québécois dans ses expéditions, Rousseau devient *de facto* un agent du gouvernement provincial dans le Nord à partir de la fin des années 1940. Même si l'initiative vient de lui, différentes instances à Québec décident de profiter de cette occasion. En finançant les voyages de Rousseau, ils s'assurent de collecter des données scientifiques qui permettent ensuite d'intégrer le territoire

⁷⁵ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.168, *Lettre de J. Rousseau à Maurice Duplessis du 24 août 1951*.

⁷⁶ AUL, P174, B.168, Lettre de Louis Coderre à Jacques Rousseau du 14 décembre 1951 et AUL, P174, B.168, Lettre de I.W Jones à Jacques Rousseau du 30 décembre 1952.

⁷⁷ Annexe 6.

⁷⁸ Jacques Rousseau, « Les mines de fer au Cratère du Nouveau-Québec » *Géographia* 13, (1952) : p. 37-40.

⁷⁹ AUL, P174, B.175, *Report on the Surveys Carried in Northern Quebec-Labrador during 1951*.

nordique, peu connu, à leur plateforme politique et de développement économique. La faille de ce système est, que malgré tout, Rousseau demeure un maraudeur. Il choisit lui-même ses destinations, ses sujets. Bien sûr, il se plie aux demandes de ses bailleurs de fonds, mais ceux-ci n'ont pas de contrôle sur le scientifique. Aussi, les mêmes recherches dans le Nord sont tantôt reçues par un ministère, tantôt par un autre. Il n'y a pas de plan global de l'exploration nordique au Québec à cette époque. Il ne fait nul doute que les voyages de Rousseau sont vus d'un bon œil de la part des élites politiques québécoises. En quelques années, il parvient à dresser des portraits assez étendus sur plusieurs domaines, et dans plusieurs espaces où Québec n'avait aucune donnée scientifique. Il faut aussi considérer le fait que rarement les champs de spécialisation de Rousseau, soit la botanique et l'ethnologie, sont le sujet des demandes gouvernementales. La plupart du temps, il fournit des informations sur des questions géologiques et géographiques. Sa présence dans le Nord, est, aux yeux du gouvernement, une manière de poursuivre le projet d'expansion économique par le développement du potentiel minier de l'Ungava. Il est ainsi au cœur d'un dialogue entre la science et le politique.

2.2.2 Caribous, rennes, et la valeur économique de l'Ungava

Les intentions de Jacques Rousseau dans le Grand Nord peuvent être comprises par son désir de jeter de la lumière sur un territoire inconnu afin que l'humanité y trouve un intérêt. Cherchant à rendre ce territoire utile, Rousseau contribue à établir la « valeur économique » de l'Ungava lors de ses voyages multiples. Il est donc, comme sa recherche de financement l'a indiqué, à la solde d'un gouvernement québécois qui cherche à exploiter les ressources naturelles, principalement ferrifères, à des fins d'enrichissement à court terme. Il mentionne régulièrement l'intérêt du sous-sol de l'Ungava dans ses publications, que ce soit dans ses rapports officiels, ses articles scientifiques ou dans ses publications destinées au grand public⁸⁰. Rousseau participe volontairement et activement à l'établissement du colonialisme d'exploitation dans l'Ungava.

⁸⁰ Pour ce qui est des rapports officiels, on peut penser à Ritchie, « Étude de la reconnaissance le long de la rivière George ». Ce rapport a été rédigé par le géologue Malcolm Ritchie à partir des notes de Jacques Rousseau. Pour ce qui est d'un article scientifique, il en parle dans *À travers l'Ungava*, à la page 94, de même qu'en conclusion. Pour ce qui est d'un exemple destiné au grand public, on peut penser à Jacques Rousseau, « L'Ungava sort de sa léthargie », *Le livre de l'année 1950* (Montréal, Grolier, 1950), p. 118-122, ou à

Cependant, sa vision de la valeur économique du Nord est beaucoup plus englobante que simplement l'exploitation rapide et effective de minéraux rentables. Il termine l'article scientifique *À Travers l'Ungava*, dans une conclusion titrée elle-même *La valeur économique de l'Ungava*, ainsi :

Le compte rendu sommaire de mes deux traversées de l'Ungava comprend surtout des aperçus de phytogéographie et d'écologie humaine. Les deux sont intimement liés. Le développement des mines et des ressources hydrauliques de cette région ouvrira dans un avenir prochain un autre chapitre; mais, même si l'homme semble dépendre alors des vieilles strates géologiques pour sa subsistance plus que de la biosphère, la climatologie et la phytogéographie joueront encore un rôle primordial dans l'établissement humain.⁸¹

L'exploitation directe des ressources naturelles, telle que commandée et poursuivie par les élites québécoises et canadiennes, ne rencontre pas l'idéal économique de Rousseau. Il estime que la véritable valeur de l'Ungava est liée à un éventuel établissement d'une population humaine. La notion d'« établissement humain » nous semble imprécise. Il est difficile de savoir à première vue ce que Rousseau veut dire. Il est beaucoup trop connaissant du territoire pour penser qu'un peuplement, digne du colonialisme d'implantation, c'est-à-dire permanent et non-autochtone, y soit possible et désirable. Cependant, sa vision de l'exploitation économique du territoire sous-entend qu'il souhaite que l'Ungava soit beaucoup plus occupée par les sociétés du Sud, que ce soit à des fins économiques et de gouvernance, ou afin de s'appropriier et de défendre le territoire. Ses différentes recherches dans le Nord poursuivent toutes ces objectifs précis. En tant qu'ethnologue passionné, il tient en haute estime les populations autochtones et leur mode de vie. Il souhaite que le territoire demeure économiquement viable pour ces derniers. Peu importe ce qu'il signifie par « établissement humain », il est clair qu'il estime que les connaissances qu'il accumule portent un destin plus grand qu'une simple exploitation économique à court terme.

Son point de vue sur l'économie de l'Ungava est étonnant pour l'époque : il estime tout aussi importante la compréhension de l'ensemble des structures naturelles, même

l'article de journal : Jacques Rousseau, « À travers l'Ungava ou le Nouveau-Québec XVII. Développement économique de l'Ungava », *La Patrie*, 23 juillet 1950, p. 25.

⁸¹ Rousseau, « À travers l'Ungava » p. 131.

celles qui ne sont pas rentables immédiatement. Il ne peut dire précisément en quoi ces connaissances interviendront, mais il prend le soin d'en cumuler les données malgré tout en prévision d'un établissement humain futur. En ce sens, la pratique scientifique de Rousseau correspond à cette vision latourienne du colonialisme scientifique : l'accumulation de données n'est pas nécessairement faite avec un but précis autre que celui d'accumuler du savoir. C'est par l'addition des connaissances sur un territoire qu'on en assure *de facto* le contrôle, par la capacité d'action à distance. Cette approche se lit aussi dans d'autres passages de l'article, notamment en introduction, alors qu'il présente son étude comme « un aperçu général des territoires visités, en insistant sur les caractéristiques biologiques qui auraient une portée humaine »⁸². Encore une fois, cette phrase évoque que l'objectif du voyage n'est pas nécessairement l'acquisition d'une connaissance précise, mais bien d'une accumulation générale, voire imprécise, dans le but d'éventuellement pouvoir ordonner ce savoir à des fins effectives.

Un excellent exemple est son travail en zoologie. Bien qu'il ne soit pas formé à cette discipline, Rousseau s'intéresse à la faune de l'Ungava dans chacun de ses voyages. Ses connaissances multidisciplinaires et sa méthode de travail scientifique basée sur l'inventaire l'aident à intégrer des données zoologiques pertinentes dans ses rapports. Son intérêt pour l'ethnologie, combiné à ses contacts avec ses guides autochtones, lui apprend plusieurs savoirs traditionnels sur les animaux de l'Ungava. À chacun de ses voyages, il consacre donc une partie de ses rapports officiels ou de ses articles à une évaluation de la faune.

De toutes les espèces animales qu'il observe, aucune ne prend plus de place que le caribou arctique. Il rédige et publie un article entier sur l'espèce, son histoire naturelle et son écologie dans le Nord du Québec, *Le caribou et le renne dans le Québec arctique et hémiarctique*⁸³. La disparition graduelle, mais rapide, du caribou mène Rousseau à tenter de mettre en place des mesures spéciales afin de protéger l'espèce et de stabiliser l'écosystème arctique. L'attention que Rousseau y porte est un prisme riche par lequel on peut observer sa vision du Nord, de même que le lien qu'il fait entre science et politique.

⁸² Rousseau, « À travers l'Ungava », p. 87.

⁸³ Jacques Rousseau, « Le caribou et le renne dans le Québec arctique et hémiarctique », *Revue canadienne de géographie*, 4, 3-4 (1950) : p. 60-89.

Mettant la table pour une intégration de l'espace par les autorités du Sud, il se sert de ses découvertes et de ses études pour convaincre et influencer le gouvernement québécois à agir sur la question du caribou dans le Grand Nord. Son action n'est toutefois pas exclusivement tournée vers le développement économique, puisqu'elle envisage également la dimension écologique, ainsi que la prise en charge des populations inuit et naskapies.

Dans son article, Rousseau fait état de ses recherches sur l'écologie du caribou afin de proposer un plan de développement économique original pour la région⁸⁴. Il imagine une domestication du renne de Laponie (*Rangifer tarandus tarandus*), dans cet espace qu'il évalue, pour plusieurs raisons, comme étant parfait pour cette espèce. Le renne de Laponie est très semblable au caribou arctique (*Rangifer tarandus caribou*), à la différence près que ce premier a été domestiqué par le peuple autochtone Samis, au nord de la Finlande. L'idée serait de créer des troupeaux à partir de cette espèce européenne, amenée dans l'Ungava, afin de subvenir aux besoins alimentaires et économiques des populations locales, et par le fait même d'alléger les responsabilités des gouvernements coloniaux à leur endroit⁸⁵. Le projet est donc économique et destiné aux Premières Nations.

L'introduction du renne se ferait en parallèle avec des mesures de conservation touchant le caribou de la toundra⁸⁶. En fournissant des troupeaux de rennes domestiqués, les populations autochtones n'auraient plus à chasser le caribou pour subvenir à leurs besoins, et l'espèce pourrait alors prospérer à nouveau. En effet, au-delà des feux de forêt, Rousseau estime que la cause principale de la dégradation des populations de caribou serait la chasse intensive commise par les populations inuit et naskapies⁸⁷. Il est très important de souligner que bien qu'il accorde autant de responsabilités dans le déséquilibre faunique à la chasse autochtone, il n'est pas pour autant aveugle à la responsabilité que portent les Blancs. En effet, il voit la surchasse autochtone comme l'effet des impératifs du commerce des fourrures et de l'introduction des armes à feu. Le commerce des peaux et de la graisse, commandé par les Blancs, aurait forcé les Autochtones à changer leur relation au caribou, et à entreprendre des chasses abusives décimant l'espèce. En leur fournissant

⁸⁴ Rousseau, « Le caribou et le renne ».

⁸⁵ *Ibid.*, p. 80-81.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 81-87.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 70-71.

une ressource complémentaire, le renne, et en les éduquant à la conservation de la nature, Rousseau considère que le problème serait résolu⁸⁸. La solution, qui passe par un changement de mœurs et de pratiques des Autochtones, indique clairement qu'il leur attribue le fardeau de la responsabilité.

Pour en arriver à ces conclusions, il mobilise des connaissances scientifiques de plusieurs disciplines. Son observation botanique lui permet de comprendre la flore de la toundra et l'alimentation du caribou⁸⁹. L'analyse ethnologique, qu'il fait à partir de ses contacts avec ses guides autochtones et avec les études anthropologiques qu'il consulte, lui permet de comprendre l'importance économique du caribou pour ces populations. Le cervidé joue en effet un rôle central au niveau alimentaire, mais aussi au niveau des vêtements et des matériaux⁹⁰. Rousseau fait aussi une étude géographique, analysant les caractéristiques du territoire qui le rendent propice à l'élevage. Sa vision universaliste de la science le rend enclin à comparer toutes ces données avec d'autres espaces semblables, dans ce cas-ci, la Laponie⁹¹. Les ressemblances géographiques et culturelles sont telles qu'il ne perçoit pas comment ce qui fonctionne à merveille pour l'élevage du renne par les Lapons ne serait pas transférable dans l'Ungava, mais cette fois-ci par les Inuit et les Naskapis.

Cette idée n'est pas sans rappeler le projet du gouvernement fédéral dans les mêmes années, qui pour aider à la sédentarisation, avait des ambitions semblables avec l'importation de yaks de l'Himalaya⁹². Le projet de Rousseau se lit aussi comme une manière d'utiliser cet espace, qui est perçu comme étant vide et inutile à cause de l'absence de projet économique⁹³. On retrouve dans ce texte la même vision libérale du territoire qui mène Rousseau à y chercher un potentiel économique : « Toute espèce végétale ou animale mérite d'être protégée, mais si elle jouit d'une importance économique, l'intérêt commande cette mesure »⁹⁴. Cet article combine ainsi trois visions importantes que Rousseau

⁸⁸ Rousseau, « Le caribou et le renne », p. 81 et 86.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 62.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 64.

⁹¹ *Ibid.*, p. 75-78.

⁹² Meren, « "Commend me the Yak" », p. 343-370.

⁹³ Rousseau, « Le caribou et le renne », p. 60.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 80.

développe en tant que scientifique de l'espace nordique québécois : un espace avec un haut potentiel économique, un espace où doit être protégée la biodiversité, et un espace où vivent des Autochtones qui doivent être pris en charge par le gouvernement québécois. Il souhaite les introduire à une économie plus moderne que celle de la chasse, soit l'élevage. Il veut aussi les initier au savoir, à la science, et les éduquer. C'est un pas en faveur de la sédentarisation de ces populations, que l'on peut aussi attribuer au désir colonial de libérer l'espace à des fins d'intégration aux besoins du Sud.

C'est aussi par humanisme qu'il imagine ce projet. Sa conviction profonde que la science est un outil au service de l'humanité le mène à imaginer un projet de développement économique qui profiterait à ces populations. Il y a, dans le plan d'introduction du renne et de préservation du caribou, un sincère désir d'aider les autochtones de l'Ungava. Cependant, à travers l'humanisme de son texte se lit aussi une vision paternaliste et colonialiste. Le développement économique des Inuit et des Naskapis doit forcément, selon Rousseau, être induit par les gouvernements du sud⁹⁵. Il a la conviction qu'une fois que le projet d'élevage du renne sera bien implanté, ils pourront finalement être autonomes. De plus, il ne conçoit pas qu'une telle entreprise soit possible sans une aide soutenue du gouvernement et un enseignement laborieux des techniques d'élevage et de gestion des ressources⁹⁶. Pour Rousseau, c'est seulement en les intégrant à une « vie canadienne » qu'ils « cesseront d'être les mendiants ou les parias de l'État qu'ils sont actuellement »⁹⁷. L'introduction des rennes et des mesures de sauvegarde du caribou sont donc des moyens d'améliorer les Autochtones et de réduire le fardeau financier et humanitaire qu'ils représentent, selon Rousseau, pour les gouvernements coloniaux. Ce projet est aussi exempt de toute opinion provenant de ces populations. Bien qu'il se serve des témoignages de certains des guides qui l'accompagnent pour tirer des conclusions dans ses recherches scientifiques, il ne mentionne à aucun endroit un quelconque désir de ces populations en faveur des projets économiques imaginés. En d'autres mots, il développe et imagine ce projet sans consulter les populations nordiques qui habitent le territoire qu'il observe et étudie.

⁹⁵ Rousseau, « Le caribou et le renne », p. 87.

⁹⁶ *Ibidem*.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 86.

Le projet de Rousseau sur l'introduction du renne et la protection du caribou porte une dimension plus grande que celle de l'aboutissement de ses recherches zoologiques. Au-delà de ses publications scientifiques, il s'intéresse aussi à une application politique de ses découvertes. À partir de ses recherches, Rousseau tente de mettre en place un projet scientifique, économique et politique effectif. La science telle qu'il la perçoit n'est pas qu'une quête de connaissances, elle est instrument au service de la nation entière. Son plaidoyer pour la sauvegarde du caribou présente en effet des solutions concrètes. Selon lui, les incendies sont une des causes principales de la disparition de l'espèce. Il propose donc un changement de règlement quant à la protection de la forêt. La toundra n'est pas considérée comme une forêt selon cette loi, du fait de la végétation peu dense. Il propose d'étendre l'espace forestier protégé à la toundra afin de limiter les feux potentiels. Cette idée est présentée à même ses articles⁹⁸. Il va bien plus loin cependant qu'une démarche auprès de la communauté scientifique. Avant la parution de ces articles, Rousseau communique directement son projet de réforme législative au sous-ministre des Chasses et pêcheries, L. A. Richard le 5 janvier 1949⁹⁹. Encouragé par l'intérêt que porte le sous-ministre envers sa vision du Nord, Rousseau lui écrit à nouveau le 19 janvier afin de discuter de son projet d'introduction du renne¹⁰⁰. Sans s'engager formellement, Richard promet qu'il va tenter de convaincre le Premier ministre et le gouvernement de soutenir son projet, croyant qu'il pourrait être bénéfique pour la province et pour les « Eskimos »¹⁰¹.

Une autre série de correspondance sur le caribou entre les deux hommes a lieu en 1953. L'échec du projet initial mène Rousseau à proposer que la province se dote d'un fonctionnaire dans l'Ungava afin de réaliser un inventaire du caribou de la rivière George, et ainsi faciliter sa préservation. En plus de présenter l'importance et la pertinence d'un tel poste, il suggère aussi un candidat. Rousseau estime que Bob May, ancien employé de la Baie d'Hudson serait le plus qualifié pour cette tâche du fait de sa connaissance de la faune arctique et subarctique. Qui plus est, il jouit d'un certain prestige auprès des populations

⁹⁸ Rousseau, « Le caribou et le renne » p. 87 et Jacques Rousseau, « Les problèmes de conservation de l'Ungava et du Labrador », *Comptes-rendus de l'Association canadienne de conservation*, (1952) : p. 51-79.

⁹⁹ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, A3.394, *Lettre de J. Rousseau à L.A. Richard du 5 janvier 1949*.

¹⁰⁰ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B. 128, *Lettre de J. Rousseau à L.A. Richard du 19 janvier 1949*.

¹⁰¹ AUL, P174, B.128, *Lettre de L.A. Richard à Jacques Rousseau du 15 janvier 1949*.

locales, étant marié à une Inuk et parlant l'inuktitut, ce qui est crucial pour la réussite du projet. Il compare cette mission à celle que Watt a menée à Rupert House, visant à éduquer les Cris à l'importance de la conservation du castor : « Comme l'a démontré l'expérience de Watt, les indigènes sont ouverts aux idées du conservationnisme pourvu qu'on les éduque en ce sens »¹⁰². Plus loin dans la même lettre, il mentionne que la chasse au caribou par les Autochtones est « l'un des principaux facteurs de la destruction de cet animal ». Cet échange épistolaire est couronné par un projet conjoint entre le fédéral et le provincial. Une lettre de l'assistant surintendant général de la Chasse et de la Pêche Jean Duguay, datant de mai 1953, informe Rousseau de cette nouvelle mouture du projet tout en le remerciant pour son rôle dans la création de ce projet d'inventaire. On soulève aussi la retenue du nom de Bob May, présenté par Rousseau, comme étant certainement très utile dans la suite du projet¹⁰³.

Ces séries de correspondance entre Jacques Rousseau et le ministère de la Chasse et des Pêcheries montrent plusieurs éléments de l'implantation graduelle du Québec dans l'Ungava. D'une part, les recherches que Rousseau effectue dans le Nord le mènent à interagir avec des décideurs au sein de gouvernement et à exercer une influence sur ces derniers. D'autre part, l'importance du gouvernement québécois dans l'exploration nordique de Jacques Rousseau dépasse le financement et l'orchestration. Au tournant des années cinquante, les institutions provinciales obtiennent un retour direct de ses expéditions, et peuvent ainsi prévoir leurs interventions sur ce territoire avec plus de précision. Au-delà de la présence effective qui est encore limitée, ces échanges entre le scientifique et le politique témoignent d'une entrée imminente de l'État sur le territoire nordique et de l'intérêt porté envers sa gestion.

Si le projet initial présenté par Rousseau sur l'introduction du renne de Laponie n'est pas poursuivi par le gouvernement québécois, on conclut toutefois que les informations acquises sur la question du caribou ont, au fil des ans, percolé chez les décideurs à Québec. Le gouvernement québécois installe un fonctionnaire dans le Nord à des fins de gestion de la faune. Cela peut sembler minime, voir anecdotique. La création d'un poste d'un employé

¹⁰² AUL, P174, A3.394, *Lettre de J. Rousseau à L.A Richard du 27 avril 1953.*

¹⁰³ AUL, P174, A3.394, *Lettre de Jean Duguay à Jacques Rousseau du 6 mai 1953.*

de l'État pour la gestion d'une espèce semble bien loin de mesures coloniales comme l'exploitation de ressources naturelles, le déplacement de population et la sédentarisation forcée. Il faut tout de même comprendre qu'une telle mesure est un mode de gouvernance à distance. S'il est difficile de déterminer à quel point un fonctionnaire du genre exerce une véritable autorité sur les populations locales, sa présence est évocatrice de la posture coloniale du gouvernement québécois. Par la création de ce poste, on observe une volonté de l'État de se projeter dans le territoire nordique qu'il entend administrer. Cette projection est possible par la création d'un rapport de centre-périphérie. En supervisant les populations locales et leur gestion des ressources, il devient les yeux du gouvernement central à qui il fournit des informations permettant d'agir à distance. Ce type de colonialisme n'est pas sans rappeler le colonialisme bureaucratique décrit par Toby Morantz dans *The White Man's Gonna Getcha*, et participe à une perte d'autonomie politique graduelle pour des populations éloignées, au profit d'un centre de décision dans le Sud qui leur est inaccessible¹⁰⁴. Cette mesure a été permise et encouragée par les recherches scientifiques que Jacques Rousseau a menées, et que le gouvernement provincial a financées.

Du côté de Rousseau lui-même, cette correspondance est aussi témoin de son cheminement personnel et de sa vision de la science, de la politique et du Nord. Au-delà du ton paternaliste, il est intéressant ici de considérer le parcours de Rousseau entre ses recherches scientifiques et leur application politique. Lorsqu'il fait une découverte, et qu'il identifie un problème dans le Grand Nord, soit la disparition du caribou et les impacts négatifs de cette disparition sur l'écologie humaine de l'Ungava, il cherche activement une solution. Cette solution, il en fait part auprès du gouvernement, afin que celui-ci exerce son autorité sur le territoire en question. Par les connaissances acquises par de ses recherches scientifiques, il contribue à faire changer la vision du gouvernement québécois quant au territoire de l'Ungava et les populations qui l'habitent. Présenté au tournant des années cinquante, le projet d'implantation du renne et de la sauvegarde du caribou de Rousseau est un exemple saillant du colonialisme scientifique nordique.

¹⁰⁴ Morantz, *The White Man Gonna Getcha*.

2.2.3 Grandeur et décadence des monts Otish

La saga du renne et du caribou est un exemple intéressant de tentative de Jacques Rousseau d'intéresser le gouvernement à entamer de manière effective la mise en valeur de l'espace nordique. Les voyages de Rousseau peuvent sembler comme étant des expériences en eux-mêmes, alors qu'il se lance, tantôt seul, tantôt accompagné d'une équipe hétéroclite, dans un espace largement inconnu de la communauté scientifique et des officiers du gouvernement. Dans les faits, ces voyages sont au cœur d'une vision du Nord qui dépasse sa quête scientifique personnelle. Ils font partie d'une amorce vers une institutionnalisation de la recherche nordique.

La carrière de Jacques Rousseau est grandement influencée par les institutions tels que l'ACFAS, le Jardin botanique, le Musée de l'Homme et la Société Royale canadienne, pour ne citer que les plus importantes¹⁰⁵. C'est très certainement un trait professionnel et idéologique qu'il tient de Marie-Victorin, son maître à penser, mais aussi de la communauté scientifique de l'époque qui est en pleine professionnalisation. En même temps que de créer un espace de socialisation pour la communauté scientifique, l'institution la reproduit dans la durée, assurant ainsi sa pérennité. Surtout, elle peut être comprise à même la théorie de Bruno Latour. L'institution est un *centre de calcul* : le lieu où se rassemblent les données, recueillies ailleurs, afin d'en faire une notion cohérente. C'est un lieu de création du savoir, de création de la science. Chez Latour, ce *centre de calcul* permet d'organiser le savoir pour pouvoir ensuite le déployer dans des actions à distance visant une gestion efficace de l'espace où il a été recueilli.

Une grande partie de la carrière de Jacques Rousseau est consacrée au développement d'institutions qui dépassent largement son propre domaine d'étude en botanique. Son implication à l'ACFAS est un exemple clair de sa vision de l'interdisciplinarité institutionnelle comme outil primordial au développement scientifique. Cette vocation que Rousseau a pour la création et la consolidation d'institutions se manifeste aussi dans son parcours nordique. Le programme d'intégration du renne est une des manifestations de la pensée institutionnelle de Rousseau : un appui gouvernemental à ce projet permettrait de

¹⁰⁵ Laverdière et Carette, *Jacques Rousseau, 1905-1970*, p. 35-38. En ces quelques pages est dressée une liste de toutes les institutions auxquelles il s'affilie lors de sa carrière.

créer une structure permanente de gouvernance qui étudierait, monitorerait et encadrerait un enjeu faunique important. Les données accumulées d'abord par Rousseau, continueraient d'être accumulées et acheminées vers un *centre de calcul*, afin d'être ensuite réappliquées à la gouvernance du territoire. Cette structure serait ainsi une forme d'institution en soi, quoique mineure, tant en champ d'action qu'en impacts mesurés. C'est un programme de nature économique très ciblé concernant une niche écologique particulière et un problème précis. Le projet se limite aux cervidés et à leur rôle dans l'écologie de l'Ungava. À la même époque, Rousseau propose toutefois un autre projet d'institution, de *centre de calcul*, beaucoup plus ambitieux au gouvernement provincial. Il souhaite créer une réserve scientifique intégrale dans la région des monts Otish.

Rousseau visite les monts Otish à l'été 1949. Accompagné du mycologue René Pomerleau en charge de la division des pathologies forestières du ministère des Terres et Forêts, et de son guide innu Antoine Grégoire, Rousseau étudie pendant quelques semaines la région de ce massif montagneux en plein cœur de l'Ungava¹⁰⁶. L'intérêt des monts Otish est multiple. Ce massif montagneux se trouve à la jonction des bassins versants majeurs dans le Nord du Québec. Les connaissances de l'époque présentent les monts Otish comme le pivot hydrographique du Québec; certaines rivières y prenant source se déversent vers la Baie James, la Baie d'Ungava, le Lac-Saint-Jean et le Fleuve Saint-Laurent. En plus d'être ce pivot, la zone est aussi estimée comme une des clés pour comprendre l'énigme des monts « Watshish », chaîne de montagnes imaginaire présentée en parallèle aux Laurentides dans les manuels de géographie, mais inconnue des géographes et arpenteurs du Québec. Rousseau et Pomerleau souhaitent vérifier l'existence de cette chaîne de montagnes, qui vraisemblablement ne serait que les monts Otish¹⁰⁷.

¹⁰⁶ Annexe 5.

¹⁰⁷ Cette enquête a donné des suites, notamment l'article *Grandeur et Décadence des monts Watshish*, publié en 1959. Jacques Rousseau, « Grandeur et décadence des monts Watshish », *Cahier de géographie du Québec* 3, 6 (1959) : p. 457-468. En effet, bien que présents dans l'imaginaire géographique collectif, les monts Watshish n'existent pas. Leur existence imaginaire est, selon Rousseau, attribuable à une mauvaise interprétation du nom autochtone pour ces montagnes, combinée à une surévaluation de leur taille par la même confusion. La ressemblance, à l'oral, entre « Otish » et « Watshish » rend le tout plausible. Avant Rousseau et Pomerleau, en 1949, personne ne s'y était rendu. Les géographes auraient tout simplement assumé leur existence, au point de l'intégrer aux manuels scolaires.

Les objectifs de ce voyage pour Rousseau sont en continuité avec les précédents. En plus de l'étude du pivot hydrographique et de l'enquête sur les monts « Watshish », il produit, à l'image de ses expéditions précédentes, un rapport pour la défense canadienne, qui le finance¹⁰⁸. Il poursuit aussi des recherches à titre personnel afin d'étendre la *Flore Laurentienne*. Il identifie et cueille une fleur de la famille des astéracées, l'agoseris naskapensis, ce qui lui vaut une certaine notoriété¹⁰⁹. La présence de cette plante aux monts Otish est en effet un coup de grâce aux théories de Fernald, et par le fait même une étape charnière dans la carrière de Rousseau¹¹⁰.

Si les objectifs du voyage ressemblent à ceux des voyages précédents, Rousseau en retire une conclusion originale. À son retour, il se lance, avec son partenaire de voyage René Pomerleau, dans une cause toute nouvelle. Ils souhaitent que la région des monts Otish accueille une réserve scientifique intégrale. Leur projet est détaillé notamment dans l'article de Pomerleau, *Au sommet de l'Ungava*¹¹¹, ainsi que dans le mémoire co-écrit par les deux hommes. Ce mémoire est communiqué à différentes autorités provinciales¹¹².

Par réserve scientifique intégrale, Rousseau et Pomerleau ont une intention précise. Leur projet s'inspire des lignes directrices de l'Union internationale pour la protection de la nature :

Un territoire placé sous le contrôle public, dans lequel il est strictement défendu toutes formes de chasse, de pêche et d'opération forestières, agricoles et minières, des constructions ou travaux de nature à altérer la configuration du terrain ou le caractère de la végétation ou de la faune naturelle; dans lequel il est défendu d'entrer, de traverser ou d'établir un camp sans une permission spéciale écrite d'une autorité compétente; et dans lequel des travaux scientifiques peuvent être effectués avec la permission de la même autorité.¹¹³

Rousseau et Pomerleau souhaitent ainsi créer un espace complètement protégé du développement économique, et demandent l'appui de la province à cet effet. Ils

¹⁰⁸ AUL, P174, B.100, *Lettre de W.H Barton à Jacques Rousseau du 3 mai 1949*.

¹⁰⁹ Cette découverte est notamment couverte dans les journaux populaires, comme dans *La Presse* : Alfred Ayotte, « Jacques Rousseau va cueillir l'agoseris dans l'Ungava », *La Presse*, 17 août 1949, p. 21.

¹¹⁰ Les voyages nordiques de Rousseau tournent beaucoup autour de cette enquête botanique. Il s'oppose aux théories de la glaciation de Fernald, et se rend dans le nord afin de trouver des espèces de plante dont la présence invaliderait la théorie. La cueillette de l'Agoseris, aux monts Otish vient confirmer sa position.

¹¹¹ René Pomerleau, « Au sommet de l'Ungava », *La revue de l'Université Laval* 4, 9 (1950) : p. 775-791.

¹¹² AUL, P174, B.102, *Mémoire : L'établissement d'une Réserve intégrale aux monts Otish*.

¹¹³ AUL, P174, B.102, *Mémoire : L'établissement d'une Réserve intégrale aux monts Otish*, p. 1.

sélectionnent cet endroit pour son caractère exceptionnel. En effet, en plus d'être un pivot hydrographique, c'est aussi un lieu que Rousseau estime être « le dernier refuge de la glaciation quaternaire »¹¹⁴. Par son étude de la végétation, il conclut que les monts Otish étaient le centre de cette glaciation. En plus, c'est aussi un espace qui présente tous les types de forêts, de la forêt boréale à la toundra alpine. C'est en soi exceptionnel que, sur un espace si rapproché, on puisse étudier ces différentes zones. Les monts Otish sont naturellement un lieu riche en espèces, autant pour la flore que pour la faune. Les deux hommes estiment ainsi que, dans l'espace qu'ils délimitent, presque l'essentiel du Nord québécois, peut être étudié dans toutes ses particularités. Le protéger permettrait de garder « une oasis de nature primitive »¹¹⁵.

Cette vision du Nord diffère de ce qui avait été auparavant fait par Rousseau dans son parcours nordique. En effet, ses recherches visaient à participer au développement des États dans le Nord : le développement économique de la province, notamment avec ses recherches liées au secteur minier et à l'introduction de rennes, mais aussi au développement de la gouvernance dans cet espace, fournissant des informations pour la défense canadienne et pour les relations interprovinciales avec Terre-Neuve. Ses recherches scientifiques avaient toujours un but très précis ; la science servait d'outil à l'État. Ici, sa réflexion est inversée, il souhaite que l'État serve à la science.

Bien que cette vision diffère, elle n'est pas pour autant incohérente. Ce projet n'indique pas que Rousseau s'oppose au développement de l'État québécois dans le Grand Nord, bien au contraire. Ses initiatives multiples détaillées ci-haut indiquent clairement sa considération pour la recherche scientifique appliquée. Or, il considère aussi l'envers de la médaille et pense que les espaces naturels qu'il observe doivent être protégés contre un développement trop rapide. La demande de protéger une partie du territoire du développement économique souligne d'ailleurs en elle-même la tendance extractiviste qui est la norme dans le Nord. Il croit que la science fondamentale doit pouvoir prospérer en parallèle de l'exploitation des ressources naturelles. Son argumentaire pour la création d'une réserve scientifique intégrale peut se comprendre comme une demande envers le

¹¹⁴ Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau, B.103, *Résumé de la Conférence « Au sommet de l'Ungava (Les monts Otish) »*, 6 mars 1951.

¹¹⁵ AUL, P174, B.102, *Mémoire : L'établissement d'une Réserve intégrale aux monts Otish*, p. 2.

gouvernement qui s'intéresse à la recherche scientifique appliquée dans le Nord, afin qu'il s'intéresse aussi à la recherche scientifique fondamentale.

Rousseau est un scientifique qui voit la poursuite du savoir comme un moteur pour la nation, mais aussi comme un moteur pour l'humanité. Sa vision scientifique universaliste est au cœur de son argumentaire pour la création de la réserve. Dans sa correspondance avec le ministre des Terres et forêts, John S. Bourque, il écrit :

En créant ainsi un monument naturel, les savants de chez nous et du monde entier vous seront reconnaissants d'avoir gardé pour la science et pour la postérité une oasis de la nature primitive. Cet établissement sera mentionné dans les congrès internationaux et des articles de revues scientifiques seront consacrés à cette réalisation. De chez nous et d'ailleurs, on ira à cet endroit pour étudier le coin de terre peut-être le plus intéressant de tout le Nord québécois¹¹⁶.

Rousseau et Pomerleau présentent leur idée au congrès de l'ACFAS le 17 octobre 1949. L'assemblée de l'ACFAS l'accepte avec enthousiasme¹¹⁷. Ils produisent alors le mémoire, qui sera partagé avec le gouvernement au début de l'année 1950.

Malgré cet appui, le projet sera pratiquement ignoré par les autorités provinciales. Le seul département qui lui témoigne un intérêt sincère est le service d'arpentage, dirigé par George Côté¹¹⁸. Dans l'ensemble, Rousseau n'obtient que peu de réponses, si ce n'est que des accusés de réception. Dans une lettre du 3 février, il lui est même conseillé, par le sous-ministre adjoint de Terres et forêts, de plutôt faire appel à d'autres départements concernés, comme celui des mines ou celui de la chasse et de la pêche¹¹⁹. Le peu d'enthousiasme des différents ministères montre bien que l'intérêt et les appuis sont minces. C'est d'ailleurs la dernière lettre liée à ce projet que l'on trouve dans la série dédiée à la correspondance liée aux monts Otish du fonds de Jacques Rousseau, ce qui suggère la fin de cet échange. Mais

¹¹⁶ Archives de l'Université Laval, P311 Fonds Louis-Edmond Hamelin, J3.10, *Lettre de J. Rousseau au Ministre Bourque du 20 janvier 1950*.

¹¹⁷ Association canadienne-français pour l'avancement des sciences, « Annales de l'Acfas pour l'année 1948-1949 », *Annales de l'ACFAS*, 16 (1950) : p. 52.

¹¹⁸ AUL, P174, B.102, *Lettre de George Côté à Jacques Rousseau du 26 janvier 1950*. Côté et Rousseau semblent être bons amis. Rousseau lui fait souvent part de ses expéditions, afin d'obtenir des informations alors qu'il se prépare. Leur correspondance est fréquente et chaleureuse, et fait état de rencontres régulières entre les deux hommes, qui se partagent aussi du matériel.

¹¹⁹ AUL, P174, B.102, *Lettre de J-Édouard Guay à Jacques Rousseau du 3 février 1950*.

Rousseau ne s'arrête pas là pour autant. Il continue de parler de son projet, notamment dans les journaux et dans des causeries à la radio, cherchant un appui populaire¹²⁰.

Comment expliquer ce silence de la part du gouvernement québécois, alors que Rousseau entretient de bonnes relations avec les élites politiques, et a des contacts privilégiés avec plusieurs paliers du gouvernement? Alors même qu'il ignore la question de la réserve scientifique aux monts Otish, Bourque correspond avec Rousseau sur d'autres aspects, lui fournissant d'ailleurs une petite somme afin de couvrir sa dette en échange d'un rapport sur l'expédition¹²¹. Pourquoi alors est-ce que l'institution scientifique des monts Otish n'est pas prise au sérieux à Québec ?

Dans leur mémoire, Rousseau et Pomerleau prennent bien soin de mentionner que le potentiel économique de la région est inexistant. Les ressources minières sont absentes, et la difficulté d'accès rend toute exploitation forestière irréaliste. Derechef, ils mentionnent aussi la facilité de réserver cet endroit, qui est éloigné des concessions minières et forestières déjà existantes. La protection de ce territoire ne serait donc en rien un obstacle au développement économique du Nord. Malgré tout, le gouvernement québécois ne se joint pas au projet. Cette vision, de « développement scientifique de la nation », a ses limites. D'abord porté par Marie-Victorin, puis par Rousseau, le discours de l'affirmation nationale par la science ne convainc pas le gouvernement Duplessis d'y investir ses ressources. La province est prête à appuyer la recherche scientifique nordique, pour autant qu'il y ait un retour sur cet investissement et que les résultats de recherches soient applicables à l'exploitation des ressources naturelles ou au développement de l'industrie. L'échec de la réserve scientifique intégrale des monts Otish est selon nous une pièce centrale afin de comprendre la posture de la province face au Nord. La seule chose qui intéresse vraiment Québec à ce moment, c'est le développement économique et la consolidation de la gouvernance territoriale. C'est pourquoi un projet fondamentalement

¹²⁰ Jacques Rousseau participe à des causeries sur le sujet comme en témoigne ce document : AUL, P174, B.103, *Résumé de la Conférence « Au sommet de l'Ungava (Les monts Otish) »*. Il mentionne aussi le projet en 1955 dans un article de *La Patrie* : Jacques Rousseau, « L'équilibre dans la nature », *La Patrie*, 30 octobre 1955, p. 31-32.

¹²¹ Nous avons traité de ce sujet plus tôt dans le chapitre. L'échange sur la réserve intégrale des monts Otish commence en janvier 1950, alors que l'octroi du 150\$ par le ministère se fait plus tard, soit le 28 mars 1950. AUL, P174, B.102.

scientifique peine à trouver un écho favorable. Pourtant, lorsque Rousseau écrit à différentes autorités pour obtenir des fonds à des fins d'expéditions, il obtient des réponses rapides et du financement. On le constate, c'est en échange d'informations précieuses au développement effectif et à court terme de la province dans le Nord qu'il obtient l'appui financier et politique de la province. Le jour où le projet de Rousseau ne concordait pas avec cette vision, il a été ignoré. L'approche nordique du gouvernement québécois vise avant tout la frontière du Labrador et le développement économique de la région.

Selon le cadre théorique inspiré de Bruno Latour, le projet de réserve scientifique générale ne correspond pas aux caractéristiques d'un *centre de calcul* efficace. Les monts Otish sont difficilement accessibles ; la même « oasis de nature primitive » qui convainc Rousseau d'y créer une réserve est aussi un indicateur de l'absence totale d'infrastructure pour s'y rendre¹²². La vision évoquée par Rousseau et Pomerleau est essentiellement un projet d'institution par et pour les scientifiques. La place réservée au gouvernement ne consiste qu'à assurer son financement, sans qu'il soit appelé à prendre part à sa gouvernance échappant au contrôle de l'État. Surtout, ces données potentielles ne représentent pas d'utilité présumée. Ainsi, la réserve serait peut-être un centre d'accumulation, mais pas un *centre de calcul* au bénéfice de l'État. Ce faisant, elle ne lui offre pas de moyens d'action à distance supplémentaire. Le gouvernement québécois obtient suffisamment d'informations scientifiques à l'époque, que ce soit par le biais de leurs propres fonctionnaires ou par le biais d'un homme comme Rousseau lui-même. Scientifique multidisciplinaire et très efficace dans son étude du Nord, il communique volontairement ses résultats avec Québec en échange de financement. Organiser une institution pour faire la promotion de la recherche scientifique dans le Nord ne fournit donc pas d'avantages pour le gouvernement québécois, du moins pas plus que la relation déjà établie avec Jacques Rousseau ne le fait déjà.

Jacques Rousseau est donc, d'une certaine manière, un centre d'accumulation en lui-même. Il recueille des données afin de donner, comme il le soulève, « un aperçu général des territoires visités, en insistant sur les caractéristiques biologiques qui auraient une

¹²² Sa correspondance avec Gagnon Air Service, la compagnie avec qui il fait affaire pour ses déplacements, est très évocatrice de cet enjeu. Il échange entre autres sur la possibilité d'atterrissage sur différents lacs. Par exemple : AUL, P174, B.100, *Lettre de Jacques Gagnon à Jacques Rousseau du 23 janvier 1949*.

portée humaine »¹²³. En surface, ces notions sont suffisantes pour intéresser le gouvernement québécois à l'espace nordique, et même pour l'influencer à certains égards. En revanche, cela ne suffit pas à le convaincre de prendre une place plus importante, plus permanente et plus institutionnalisée dans le Nord. L'aspect amateur de la carrière de Jacques Rousseau y est peut-être pour quelque chose. En effet, ces deux domaines de spécialisation sont étrangers aux champs qui pourraient véritablement intéresser le gouvernement. La botanique ne présente pas d'opportunités économiques directes et l'intérêt du gouvernement québécois pour les Premières Nations est mince, pour ne pas dire nul. Les seules informations d'intérêt pour le gouvernement qu'il puisse fournir sont en tant qu'amateur, qu'autodidacte.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement de Maurice Duplessis estime que ce projet est inutile. Il n'y a pas de gain à y faire. C'est du moins l'analyse que Louis-Edmond Hamelin en fait lorsqu'il parle de la réserve scientifique intégrale des monts Otish alors qu'il tente, un peu moins de dix ans plus tard, de créer un centre semblable¹²⁴. Si le projet de Rousseau est un échec, il donne en effet naissance à une nouvelle trajectoire historique dans le développement nordique québécois. Il s'agit du premier de trois projets d'institution scientifique nordique au Québec, le troisième et ultime étant couronné de succès en 1961, par les efforts de Louis-Edmond Hamelin. Ce dernier apprendra des erreurs de Jacques Rousseau et de Pomerleau, et montera un projet qui saura convaincre le gouvernement québécois de s'installer de manière pérenne dans le Nord.

2.3 Conclusion : le bâton du pèlerin

Lorsque Jacques Rousseau entame son étude de l'Ungava, à la fin des années 1940, peu de Québécois ont arpenté ce territoire. Encore moins de scientifiques professionnels et d'universitaires l'ont fait. À plusieurs endroits, il est « le premier Blanc à fouler le territoire ». Pour Jacques Rousseau, aller dans le Nord n'est qu'un élément d'un projet beaucoup plus important, digne de sa vision de la science. Il est curieux de tout, et le contexte scientifique général de l'époque de même que les connaissances minimales sur

¹²³ Rousseau, « À travers l'Ungava », p. 87.

¹²⁴ Louis-Edmond Hamelin, « Pour un centre de recherche arctique d'expression française au Canada », *Le Devoir*, 21 décembre 1959, p. 4.

l'Ungava permettent à un autodidacte comme lui de s'imposer non pas comme un expert d'une discipline, mais d'un expert d'un espace entier, toutes disciplines confondues.

Il pratique sa discipline dans le présent : il souhaite que ses recherches soient applicables et que leurs résultats portent fruit rapidement. Sa quête de savoir est accompagnée par un désir ardent de communiquer et de transmettre ses apprentissages. Nationaliste et héritier de Marie-Victorin, il organise ses connaissances pour qu'elles profitent à la nation, que ce soit en termes de développement économique ou au niveau de la politique territoriale québécoise et des relations avec Terre-Neuve. Son expertise sur le Nord québécois est communiquée aux élites politiques et économiques qui s'intéressent à leur tour à ses découvertes, y voyant différents potentiels alléchants. Il contribue sans aucun doute à fournir au Québec du Sud des informations suffisantes afin d'intégrer l'espace nordique. Il est écouté par les autorités publiques, que ce soit Maurice Duplessis ou par les différents ministères de la province qui le financent à chaque occasion. Ceux-ci retirent de ses voyages plusieurs informations sur le territoire, par l'entremise d'inventaires, de cartes et de relevés géologiques. Ils retiennent même certains de ses conseils quant à la gouvernance du territoire, comme en témoigne l'intérêt pour la conservation du caribou et l'embauche de Bob May.

Rousseau joue un rôle particulier dans le paysage scientifique québécois aux débuts de la science nordique. Il en est bien conscient, comme l'évoque la conclusion de son journal de voyage à la rivière George en 1947 :

Quand j'irai sur la Kogaluk et la Payne l'an prochain, je traverserai un territoire non photographié encore. Dans deux ou trois ans tout aura été photographié et on pourra étudier avant le départ sous le stéroscope tout trajet prévu. Il est évident que ce sera avec 1950 la fin de l'ancienne exploration. En outre, mes expéditions étaient les seules polyvalentes : je rapportais une documentation botanique, ethnologique, archéologique, zoologique, géologique et géographique. Tous les autres voyageurs se limitaient à une seule discipline. Mais pour ceux qui liront ce paragraphe, je tiens à faire remarquer que je n'y vois aucune supériorité. Ce sont les circonstances chronologiques qui me placent à cette époque et font de moi un ancien.¹²⁵

Cette citation mérite une mise en contexte. Bien que ce soit une retranscription de son journal d'époque, il est mentionné que le texte a été réédité à certains endroits, afin de

¹²⁵ AUL, P174, B.139, *Exploration de la Rivière George, Ungava orientale, été 1947*, p. 114.

bonifier certains passages avec les notions connues en 1967. Il est impossible de savoir si ce propos a été tenu tel quel dès 1947, ou si la réflexion de Rousseau en est une de recul, vingt ans plus tard. Est-ce une citation qui porte un regard sur l'avenir ou sur le passé ? Peu importe, l'analyse personnelle de Rousseau rencontre très bien les paramètres de l'action à distance décrite par Latour. En référence aux photographies des régions, il y voit de son propre aveu une forme d'étude de la science nordique à distance qui permettra de faciliter le redéploiement des scientifiques sur le territoire. Sa polyvalence, permise par l'état peu disciplinarisé des sciences nordiques au Québec, le place aussi dans un rôle unique entre les amateurs et les professionnels. En recherches nordiques, il agit comme une charnière entre le temps des autodidactes et celui des professionnels de la pratique scientifique institutionnalisée. Bien qu'il ait mis en place les éléments permettant ce changement, il n'a cependant pas pu en profiter.

Rousseau ne retourne pas dans l'Ungava avant 1965. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce long hiatus. Premièrement, les coûts sont importants. Au début des années 1950, il a cumulé une dette considérable, payant parfois de sa poche les dépenses imprévues de ces voyages, assumant lui-même les coûts que ses budgets initiaux ne couvrent pas¹²⁶. Deuxièmement, sa santé pose des problèmes. La difficulté de ce genre de voyage, où les efforts physiques sont constants et le confort absent, est un défi non négligeable. Une crise cardiaque, lors de son voyage aux monts Otish en 1949 démontre bien les risques de sa pratique¹²⁷. Troisièmement, Rousseau voyage et accumule de nouvelles données d'année en année, sans pour autant les traiter systématiquement. Dans sa préparation à son voyage de 1951, il mentionne que ce serait son dernier voyage avant longtemps, puisqu'il doit maintenant s'atteler à traiter toutes les données qu'il a pu recueillir et œuvrer à d'autres destins que ses horizons nordiques¹²⁸. Finalement, les années 1950 marquent une décennie difficile pour sa carrière. Des chicanes internes au Jardin botanique, puis au Musée de l'Homme, lui valent des changements de trajectoire importants. S'aliénant plusieurs de ses confrères, il perd son financement et se résigne de ses postes. Il quitte le Québec en 1959 afin d'aller enseigner au département d'étude polaire

¹²⁶ Rousseau mentionne que ses dettes d'exploration accumulées dépasseraient 10 000 dollars dans une lettre au Premier ministre Duplessis. AUL, P174, A3.173, *Lettre à Maurice Duplessis du 3 avril 1957*.

¹²⁷ Pomerleau, « Au sommet de l'Ungava » p. 783.

¹²⁸ AUL, P174, B.168, *Lettre à Maurice Duplessis du 31 mai 1951*.

de la Sorbonne à Paris. Il ne revient qu'en 1962, à la demande de Louis-Edmond Hamelin, afin de devenir chargé de projet au tout nouveau Centre d'études nordiques.

S'il ne retourne plus dans l'Ungava, il a tout de même initié l'intérêt pour l'étude du Nord et participé à créer une présence plus importante du gouvernement québécois dans cette région. Il poursuit ses publications sur le sujet, écrivant une vingtaine d'articles directement liés à ses voyages entre 1952 et 1957¹²⁹. L'intérêt pour cet espace continue de se manifester pour les autorités provinciales et les entreprises privées, comme en dénotent les concessions minières des années cinquante¹³⁰. En 1955, la *Bibliographie du Nouveau-Québec* compilée par le géographe Pierre Dagenais est publiée par le ministère de l'Industrie et du Commerce. Cet ouvrage réunit tous les titres de livres, d'articles, de manuscrits et de publications diverses concernant le Nouveau-Québec. Le but est de fournir un outil pour les recherches à venir, de créer une base des connaissances accumulées sur ce territoire¹³¹. Alors qu'il œuvre à la réalisation de cet ouvrage, Dagenais écrit à Rousseau, afin d'accéder à sa bibliothèque personnelle et lui demander son aide à la réalisation de cette tâche. Rousseau y œuvre en tant que « spécialiste du Nouveau-Québec ». En effet, dans la publication de 1955, il tient une place colossale. Non seulement est-il remercié tout spécialement dans la préface, mais c'est à son nom que l'on compte le plus d'entrées de publications, avec un total de 75 contributions¹³². Le deuxième auteur le plus présent est le géologue J. A. Retty qui compte 26 publications à son nom.

La nouvelle communauté de chercheurs formée autour de la science nordique s'inspire de son parcours. Son projet de réserve scientifique intégrale aux monts Otish, présenté à l'ACFAS, encensé par ses membres, n'a peut-être pas touché la cible au gouvernement, mais a certainement motivé une génération de chercheurs. L'intérêt pour le Nord et pour l'institutionnalisation de la recherche dans cet espace qu'on observe durant le reste des années cinquante est un héritage de Jacques Rousseau. Les raisons de l'échec

¹²⁹ Rousseau, *Curriculum vitae*, p. 48-54.

¹³⁰ Bernier, « Duplessis donne sa province », p. 42.

¹³¹ Québec (Province). Ministère de l'Industrie et du Commerce, Service de Géographie, *Bibliographie du Nouveau-Québec*, (Québec : ministère de l'Industrie et du Commerce, Service de Géographie, 1955), p. 11.

¹³² Rousseau compte 60 entrées à son nom seul, et 15 autres dans des travaux collaboratifs, notamment avec le botaniste Ernest Rouleau (5), le botaniste Marcel Raymond (4), sa femme, l'ethnologue amateur Madeleine Rousseau (4), le biologiste Jean-Paul Cuerrier (1) et l'ichtyologue Vianney Legendre (1).

du projet des monts Otish nous indiquent que dans la trajectoire vers une science coloniale nordique québécoise, le rôle de Rousseau s'est limité à la première étape de la création scientifique, celle de l'accumulation de données. À l'époque de Rousseau, les élites politiques québécoises n'étaient pas prêtes à suivre avec l'étape suivante, celle de la création d'un *centre de calcul*, d'une institution scientifique qui permet de produire efficacement un savoir cohérent à partir des données recueillies. C'est en ce sens que Jacques Rousseau est le pionnier de ce projet, et qu'il initie le *momentum* dont va bénéficier la génération suivante. Dans les années 1950, c'est au tour du jeune géographe de l'Université Laval Louis-Edmond Hamelin de reprendre le bâton du pèlerin.

Chapitre 3 : La consécration : Louis-Edmond Hamelin et le Centre d'études nordiques

« Refuser d'étudier et de faire connaître les Territoires de la Province de Québec, c'est retarder le jour où celle-ci possèdera vraiment ceux-là. Il ne faut pas différer la naissance du Centre Nordique. »

Louis-Edmond Hamelin¹

¹ Louis-Edmond Hamelin, *Pour un centre nordique*, Mémoire présenté au Gouvernement de la Province de Québec au nom de l'Université Laval (Québec, 1960) p. 23.

Au début des années 1950, une transformation du paysage scientifique québécois était en marche grâce au travail pionnier de Jacques Rousseau. Réalisées en parallèle à une professionnalisation des sciences en plein déploiement, ses recherches nordiques ont permis au Québec méridional de « découvrir » l'Ungava. Si à ses débuts, il était parmi les rares à s'intéresser à ce territoire, on ne peut en dire autant quelques années plus tard. Mieux connu par les élites politiques et économiques de la province, le Nouveau-Québec est un point d'intérêt toujours grandissant pour la nouvelle génération de chercheurs. Sans être le seul responsable de cette effervescence, Rousseau est certainement une pièce maîtresse de ce nouveau déploiement du Québec dans le Nord.

Il a aussi été l'instigateur d'une institutionnalisation des savoirs nordiques par le biais de ses projets avortés, mais tout de même encensés par la communauté scientifique. Pensons notamment à la réglementation du caribou et au projet de réserve naturelle intégrale aux monts Otish. Son acclamation à l'ACFAS n'était pas qu'une inspiration du moment, spontanée puis oubliée. On y trouve des suites lors des années 1950, alors que le *momentum* initié par « le dernier des explorateurs » se poursuit. En plus, il a intégré ses connaissances et ses découvertes au sein des réseaux de connaissances étatiques, fournissant au gouvernement québécois des informations sur le Nord lui permettant de formuler des politiques d'exploitation des ressources naturelles, de gestion de la faune et de négociations frontalières avec la toute nouvelle province canadienne de Terre-Neuve-et-Labrador.

La fin de l'aventure nordique de Rousseau ne sonne donc pas le glas de l'élan scientifique nordique québécois puisqu'un jeune géographe de l'Université Laval marche dans ses traces. Formé par le géographe français Raoul Blanchard, Louis-Edmond Hamelin attaque les années 1950 avec une vision claire de la place que la géographie devrait prendre dans l'université québécoise. Il s'intéresse avant tout aux déclinaisons économiques du territoire et voit la géographie comme une pièce centrale de la construction de l'État et de la nation. Poursuivant à la fois l'œuvre de Rousseau et de Blanchard, Hamelin rencontre lui aussi le Nord québécois qui devient l'objet de ses passions et de ses ambitions. Il s'attaque rapidement au problème de la pauvreté des structures scientifiques dédiées au Nord, œuvrant à la création d'une institution de recherche québécoise pérenne en Ungava.

Ce chapitre permet de situer Louis-Edmond Hamelin comme acteur central du colonialisme scientifique qui émerge au Québec dans les années 1950, jusqu'à l'aboutissement de cet effort avec la création du Centre d'études nordiques (CEN) en 1961². Moment phare de la professionnalisation de la géographie universitaire autant que de l'institutionnalisation des études nordiques, la carrière d'Hamelin conclut la phase de mise en place du colonialisme québécois dans le Grand Nord. Les années 1950 voient la coordination de plusieurs intérêts complémentaires pour une présence gouvernementale plus importante dans cet espace. Par la promotion de la recherche scientifique dans cet espace, Hamelin est la tête de proue de ce mouvement, et parvient à concrétiser le projet scientifique, nordique, colonial, québécois et moderne amorcé par Rousseau.

En premier lieu, nous situons la carrière d'Hamelin dans le contexte scientifique de l'époque. Bien qu'il soit un contemporain de Rousseau, la discipline première d'Hamelin, la géographie, est dans un état bien différent que la botanique. L'observation du début de carrière d'Hamelin, de même que de l'émergence de la géographie universitaire sous l'impulsion de Raoul Blanchard, permettent de comprendre avec précision l'intérêt nordique, géographique et scientifique d'Hamelin. Bien que seulement quelques années séparent leurs débuts de carrière, il y a des différences importantes entre la pensée et la pratique savante d'Hamelin et de Rousseau, entre autres dû au paysage professionnel et politique changeant.

Dans un second temps, nous nous intéressons à la vocation nordique d'Hamelin. Comme Rousseau, il se rend dans le Nord à quelques reprises, et publie des articles sur le sujet. Son angle d'attaque est toutefois bien différent : la publication d'articles et l'accumulation personnelle de données prennent moins de place dans sa carrière. Nous verrons surtout comment Hamelin se concentre sur une tâche connexe : celle de créer un *centre de calcul* efficace et national, afin que ces données cessent d'être la valeur d'un seul homme, ou d'une seule institution. Son but est de mettre la science du Nord au service de l'ensemble de la nation québécoise.

² Pour alléger la lecture, le Centre d'études nordique sera souvent abrégé par l'acronyme CEN pour la suite du texte.

Cette portion du chapitre explore donc le développement des visions nordiques de Louis-Edmond Hamelin, mais surtout le parcours tortueux qui mène à la création du CEN. À deux reprises, il tente de convaincre les autorités gouvernementales du bien-fondé de son entreprise, touchant la cible la seconde fois. L'évolution de la nature et de la forme du projet informe grandement sur les véritables objectifs de cette mission, l'implication du gouvernement québécois et la portée coloniale du projet. Hamelin utilise multiples stratégies pour atteindre son but tout en profitant de circonstances avantageuses. S'il s'inspire de ses prédécesseurs, notamment Rousseau, il parvient aussi à modifier efficacement le libellé de ses demandes, afin qu'elles se conjuguent avec le nationalisme québécois en pleine mutation. Le processus de professionnalisation et d'institutionnalisation des sciences nordiques, entamé lors des décennies précédentes, contribue aussi à son succès. À l'issue de ces démarches, les liens entre la science et la politique sont bien cimentés et permettent un déploiement de grande ampleur dans le Nord québécois. La création du CEN est le premier pas d'un nouveau colonialisme nordique.

3.1 Les premiers pas du géographe

3.1.1 Dans les traces de Raoul Blanchard

Louis-Edmond Hamelin naît en 1923 dans le village de Saint-Didace, dans la région de Lanaudière. Son parcours intellectuel débute véritablement avec son entrée à l'Université Laval en 1945, alors qu'il commence des études en économie, tout en se concentrant sur le domaine de la géographie. À l'époque, le passage par l'économie est la seule façon d'étudier cette matière, puisqu'il n'y a pas encore de département de géographie universitaire au Québec. Il obtient son diplôme de maîtrise en 1948, et quitte l'Amérique afin de poursuivre des études doctorales à Grenoble qu'il complète en 1951 avec une spécialisation en géomorphologie³.

Hamelin fait partie de la première génération de Canadiens français à pouvoir faire un parcours en géographie. Bien qu'il étudie deux décennies après Rousseau, les deux hommes partagent en ce sens une expérience semblable. En effet, si la botanique, sous l'impulsion et le *leadership* de Marie-Victorin, fait office de discipline pionnière dans la professionnalisation et la disciplinarisation des sciences au Québec, il en est tout autrement

³ Louis-Edmond Hamelin et Mathieu Poliquin, *Bio-bibliographie*, Québec, 2002, p. 23.

pour la géographie. Hamelin lui-même explique ce retard par plusieurs facteurs, notamment le jumelage de la géographie à l'histoire lors du cours primaire, qui place toujours la première en subordonnée à la seconde, ralentissant et négligeant son émergence comme discipline à part entière⁴. De plus, la nature multidisciplinaire de la géographie permet à d'autres disciplines de couvrir certains de ses sujets, notamment la géologie, la foresterie, la botanique et l'histoire⁵. Surtout, il souligne l'absence d'un maître à penser dynamique comme Marie-Victorin l'a été pour la botanique, Lionel Groulx pour l'histoire ou Marius Barbeau pour l'anthropologie⁶. Ce maître n'arrive que plus tard, dans les années 1930, et s'installe graduellement dans les réseaux savants. Raoul Blanchard est l'initiateur de la géographie au Québec.

Héritier de Vidal de la Blache, géographe français dont l'école de pensée domine la première moitié du XX^e siècle, Blanchard observe le territoire selon une vision possibiliste. Le possibilisme est une des grandes écoles de la géographie. Selon ses penseurs, l'environnement est développé en fonction des techniques et des choix faits par les humains. Elle s'oppose au déterminisme environnemental⁷. Surtout, Blanchard est connu pour sa géographie dite régionale. Cette approche, elle aussi héritée de Vidal de la Blache, tente de comprendre le territoire de manière décentralisée, mettant en valeur l'étude de zones délimitées par des critères physiques. Une fois bien définies, ces régions sont étudiées en profondeur, cumulant les données afin d'en brosser le portrait le plus complet possible. Blanchard se démarque par son approche très peu théorique. Une de ses célèbres boutades : « je ne sais pas ce qu'est la géographie, mais j'en fais », marque bien le peu de considération épistémologique qu'il donne à son œuvre⁸. Sa méthodologie est simple : il cumule les informations par ses nombreuses enquêtes sur le terrain, interrogeant chaque aspect qu'un territoire lui propose, et les combine. Ajoutant à ces données un dépouillement en finesse des études connexes, comme en agronomie, en foresterie, en botanique ou en

⁴ Louis-Edmond Hamelin, « Petite histoire de la géographie dans le Québec et à l'Université Laval », *Cahier de géographie du Québec* 7, 13 (1962) : p. 140.

⁵ Hamelin, « Petite histoire de la géographie », p. 140.

⁶ *Ibidem*.

⁷ Le déterminisme environnemental s'appuie sur l'idée que l'homme est conditionné par son environnement physique. C'est une pensée entre autres mise de l'avant par Friedrich Ratzel au 19^e siècle.

⁸ Ludger Beauregard, « Épistémologie de la géographie au Canada français » dans *Rétrospective 1951-1976*, Louis-Edmond Hamelin et Ludger Beauregard, dirs., (Montréal : L'Association canadienne des géographes, 1979), p. 47.

histoire, il en vient à créer des ouvrages synthétiques denses et précis sur les régions qui l'intéressent⁹.

Parce qu'elle se base sur l'observation, les expéditions sur le terrain, et l'accumulation d'informations variées afin de donner le plus d'outils de compréhension d'une région possible, sa méthode de recherche s'agence très bien au cadre théorique de l'accumulation de données telle qu'énoncée par Bruno Latour. Un article de Raoul Blanchard ne vise pas à proposer une explication ou à poser une thèse sur un élément géographique, mais bien d'en déterminer la nature, la présence et de l'accompagner de tous les autres phénomènes de cette même nature, de cette même région. Lorsqu'il s'intéresse à des régions éloignées dans une perspective latourienne, ce genre d'étude géographique pose les bases d'une imposition graduelle d'action à distance sur celles-ci. L'inscription, d'un nombre toujours plus grand de données sur une carte, ou dans un article, permet de graduellement mieux connaître cet espace dans toutes ses subtilités. Le fait d'y additionner des informations de toute sorte, sans en sélectionner rigoureusement le type, participe à l'idée que le fait d'accumuler et de faire converger des données est plus important, dans la création d'un réseau, que la nature des données elle-même¹⁰. En plus de rejoindre Latour, c'est aussi un travail très descriptif, ce qui s'approche la conceptualisation de la cartographie littéraire. La panoplie d'éléments géographiques mentionnés, de la géologie à l'agronomie, en passant par la foresterie, la faune et la flore, permet naturellement une grande interdisciplinarité. C'est selon cette épistémologie et cette méthodologie que la géographie prend racine au Québec dans les années 1930, mais surtout dans les années 1940. Les textes de Blanchard organisent le territoire du Québec en régions, créant les fondations pour leur étude subséquente.

Blanchard entre en contact avec l'Amérique alors qu'il est professeur invité à l'Université Harvard. Rapidement, il se tourne vers le Québec qui devient le fief de sa carrière nord-américaine. L'usage de la langue française et l'absence presque totale de recherches géographiques dans les années 1930, faisant du Québec un endroit où « il y a

⁹ Beauregard, « Épistémologie de la géographie au Canada français ».

¹⁰ Latour, *La science en action*, p. 532.

tout à faire », l'attirent dans la province à plus de vingt reprises¹¹. Dans ses *Études canadiennes*, Blanchard a traité de l'ensemble des régions du Québec méridional, de la Gaspésie à l'Outaouais, montant au nord jusqu'au Lac-Saint-Jean et compilant des monographies sur les grands centres urbains de Montréal et de Québec¹². En plus de ses nombreuses publications, les cours qu'il donne comme professeur invité dans les universités québécoises et son implication institutionnelle dans la fondation de départements universitaires lui valent l'épithète de « père » de la géographie au Québec¹³. Son influence sur la fondation de l'Institut de géographie de l'Université de Montréal en 1948 est consolidée par le poste de professeur qu'il y tient les deux années suivantes¹⁴.

En parallèle à sa participation au développement de la recherche, la présence de Blanchard favorise aussi l'institutionnalisation de la discipline. En ce sens, il est à l'image du *zeitgeist* savant de l'époque qui propose une mise en commun des connaissances et la création d'un réseau professionnel. Parallèlement à ce qui s'observe dans d'autres disciplines, la géographie se forme en une communauté scientifique effervescente à partir de l'arrivée de Blanchard. Les ambitions sont multiples : poursuite de la recherche, partage des résultats, formation d'une relève et transmission des connaissances nouvellement acquises à la population générale sont attaqués de front par Blanchard et ses acolytes. Fondateur de l'Institut de recherche alpine, Blanchard est la tête et le cœur de l'« École de Grenoble ». Après avoir laissé sa marque en Europe, c'est au Québec qu'il inspire le même élan d'institutionnalisation à la géographie¹⁵. Cette vocation est transmise à ses nombreux étudiants canadiens-français, qui portent eux-mêmes cette mission par la suite.

Blanchard agit comme force rassembleuse et un point de convergence pour les futurs géographes du Québec. Quiconque s'intéresse à la discipline trouve le Grenoblois sur son chemin d'une manière ou d'une autre. Les deux premiers diplômés universitaires de la province en géographie, Benoît Brouillette et Pierre Dagenais, obtiennent leurs diplômes

¹¹ Fernand Grenier, « Raoul Blanchard, Québec sous la loupe d'un géographe », *Cap-aux-diamants* 92, Québec, (2008) : p. 27.

¹² *Ibid.*, p. 25.

¹³ Ludger Beauregard, « Raoul Blanchard à travers sa géographie de Montréal », *Cahier de géographie du Québec* 30, 80 (1986) : p. 272.

¹⁴ Louis-Edmond Hamelin, « Raoul Blanchard », *Cahier de géographie du Québec* 3, 6 (1959) : p. 22.

¹⁵ *Ibid.*, p. 16 et 21.

grâce au mentorat de Blanchard. Brouillette collabore avec ce dernier lors de ses nombreux séjours en France, obtenant son doctorat à Paris en 1934¹⁶. Pierre Dagenais, boursier de l'Université de Grenoble, avait d'ailleurs été sélectionné à cet effet par Brouillette et Blanchard, et obtient son doctorat sous sa direction en 1936. De retour au pays, Brouillette et Dagenais participent à leur tour à la formation d'une génération de géographes québécois. Ils fondent ensemble la *Revue Canadienne de Géographie* en 1947, et Dagenais devient le premier directeur de l'Institut de géographie de l'Université de Montréal la même année¹⁷. Il dirige d'ailleurs la maîtrise de Pierre Gadbois, le premier diplômé en études supérieures de la discipline au Québec¹⁸. L'école de Blanchard a donc bien pris racine au Québec. Considérant la première génération de géographes universitaires canadiens-français, il serait juste de penser qu'ils sont tous ses héritiers, de près ou de loin. Ce groupe de jeunes géographes, formés par Blanchard, est aussi à l'origine l'Association Canadienne des Géographes, publiant la revue annuelle *The Canadian Geographer/Le géographe canadien* à partir de 1951¹⁹.

Louis-Edmond Hamelin est un de ces héritiers dont l'intérêt pour la discipline remonte à l'adolescence, alors qu'il consultait les manuels de Raoul Blanchard au collège classique²⁰. À partir de 1945, il assiste à ses conférences annuelles, le rencontrant par la même occasion. L'intérêt et le talent apparent d'Hamelin pour la géographie l'aident à se tailler un parcours interfacultaire afin de cumuler les connaissances en la matière. Sans départements universitaires dédiés à la discipline, les ressources en géographie sont alors éparpillées dans les différentes universités du Québec. Il assiste autant aux cours de Brouillette et de Dagenais qu'à ceux de Blanchard. À l'été 1947, il participe aussi à la

¹⁶ Brouillette est dirigé par un autre géographe français, Pierre Deffontaine, mais collabore tout de même avec Blanchard. Noël Falaise, « Biographie et bibliographie de Benoît Brouillette », *Cahier de géographie du Québec* 17, 40 (1973) : p. 8.

¹⁷ Ludger Beauregard, « Pierre Dagenais, une bio-bibliographie », *Cahier de géographie du Québec* 27, 71 (1983) : p. 153.

¹⁸ Pierre Gadbois, « Étude physiographique de la vallée des rivières Kogaluk et Payne », (Mémoire de M.A, Université de Montréal, 1949). Pour l'obtention de son grade, Pierre Gadbois participe à l'expédition de Rousseau sur les rivières Payne et Kogaluk en 1948. Son mémoire donne le point de vue strictement géographique de cette aventure.

¹⁹ J. Lewis Robinson, « Geography in Canada 25 years ago » dans *Rétrospective 1951-1976*, Hamelin, Louis-Edmond et Ludger Beauregard, dirs., (L'Association canadienne des géographes, Montréal, 1979), p. 20.

²⁰ Louis-Edmond Hamelin, *Écho des pays froids* (Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1996), p. 49-50.

*McGill Geography Summer School*²¹. Une fois sa maîtrise obtenue, ses bons rapports avec la communauté géographique du Québec le propulsent vers Grenoble, où il étudie sous le mentorat de Raoul Blanchard.

Les principaux attributs de la géographie blanchardienne se retrouvent tous dans le parcours et la pensée d'Hamelin. Ses premières recherches sont possibilistes, régionales et descriptives. Il partage avec lui ses visions et son épistémologie. En ce sens, il lui emprunte aussi certaines de ses expressions, notamment celle de « faire » de la géographie. Selon cette école, c'est une discipline d'action qui se fait « par les pieds »²². L'importance de fouler le terrain de son étude est centrale pour les deux hommes. Il est aussi l'héritier de Blanchard quant à ses choix de sujets, poursuivant l'œuvre de ce dernier, mais dans les régions qu'il n'a pas étudiées lui-même. Dans ses *Études canadiennes*, le Grenoblois avait couvert l'ensemble des régions du Québec méridional. Hamelin regarde donc vers les seules régions de la Province qui n'ont pas été « faites » par Blanchard, c'est-à-dire les régions nordiques. Le goût d'Hamelin pour l'institution est aussi partagé. Toute sa carrière, il œuvre à consolider les structures déjà existantes et à en créer de nouvelles. C'est dans cette optique qu'il est un architecte du programme de géographie de l'Université Laval. Étant le premier directeur de l'Institut de Géographie en 1953, il fonde la revue scientifique les *Cahiers de géographie*, en plus de contribuer à la naissance du CEN.

3.1.2 En route vers le Nord

L'intérêt pour le Nord se développe graduellement chez Louis-Edmond Hamelin, avec l'influence de certains des pionniers de la recherche nordique. Alors qu'il participe au *McGill Geography Summer School*, la visite de Vilhjalmur Stefansson est marquante²³. Cet explorateur du Nord canadien, dont la réputation est déjà bien établie à l'époque, charme le jeune Hamelin. Les dernières années de la décennie 1940 sont aussi celles des expéditions de Jacques Rousseau, qui est une grande source d'inspiration²⁴. Son sujet de mémoire de maîtrise ne porte toutefois pas sur un sujet nordique, réalisant une étude de

²¹ Louis-Edmond Hamelin, *L'âme de la Terre : parcours d'un géographe* (Québec : Éditions Multimondes, 2006), p. 179.

²² Grenier, « Raoul Blanchard », p. 29.

²³ Hamelin, *Écho des pays Froids*, p. 57.

²⁴ *Ibid.*, p. 213.

géographie sociale de la région de Joliette²⁵. Son intérêt pour le Québec méridional, en particulier Lanaudière et la Mauricie, semble encore primer sur le Nord à cette époque. Cependant, à l'issue de sa maîtrise, il obtient la chance de mettre en pratique ses apprentissages en économie et en géographie. Il se rend à la Baie-James à l'été 1948 afin de participer à une étude morphologique pour le compte du gouvernement québécois, plus précisément du ministère de la Colonisation²⁶. Il prononce ses premières conférences sur le sujet à son retour à l'automne 1948.

Comme plusieurs autres géographes de sa génération, Hamelin décide de poursuivre ses études doctorales sous le mentorat de Raoul Blanchard. Ayant suivi les cours du célèbre géographe au Québec, il le suit en Europe au tournant des années 1950. Ses études en milieu alpin, à Grenoble, sont aussi motivées par son goût pour l'étude de la glace et des montagnes. Bien qu'il séjourne en France, il y fait l'acquisition de connaissances utiles aussi à son étude future du Nord québécois. De retour au pays, il met cette expérience à profit à l'automne 1951 comme chargé de cours sur les pays froids à l'Université Laval²⁷. Sa connaissance sur le Nord s'enrichit graduellement, de même que sa réputation à cet effet. Dès 1953, il donne une conférence sur l'Ungava et entame alors une série de publications sur le sujet tout au long de la décennie au cours de laquelle il devient une sommité sur le sujet²⁸. Au moment où Rousseau prend plus de distance envers les études nordiques, la place d'« expert du Nord » est laissée vacante. Hamelin la partage entre autres avec son collègue et ami Pierre Dagenais, qui est de son côté directeur de l'Institut de géographie de l'Université de Montréal²⁹.

²⁵ Louis-Edmond Hamelin, « Aspect de géographie sociale de la cité de Joliette » (Mémoire de M.A., Université Laval, 1948).

²⁶ Hamelin, *Écho des pays Froids*, p. 213.

²⁷ *Ibid.*, p. 219

²⁸ Hamelin et Poliquin, *Bio-bibliographie*, p. 98.

²⁹ Pierre Dagenais est un personnage très intéressant de cette période. Il est aussi un géographe spécialiste du nord québécois, s'y rendant en 1944, 1946 et 1947. Contrairement à Rousseau et Hamelin, cependant, il fait ses recherches pour le compte du gouvernement fédéral et pour l'AINA, basée aux États-Unis. Il n'entretient pas de liens avec le gouvernement provincial lors de ses voyages. Il joue un rôle prépondérant dans la disciplinarisation de la géographie, participant à la fondation des départements universitaires et à la création de revues savantes, mais aussi en tant que pédagogue, étant l'auteur de plusieurs manuels scolaires. Le peu de publications scientifiques que nous lui devons, de même que la difficulté d'accès à ses archives personnelles le relègue à un rang secondaire dans notre récit de la fondation du Centre d'études nordiques et l'institutionnalisation du colonialisme scientifique nordique québécois. À la fois un collègue de Rousseau et d'Hamelin, il apparaît dans notre recherche à quelques reprises.

Cette succession n'est pas immédiate ni prévue. Lorsqu'on observe la correspondance entre Rousseau et Hamelin, elle est plutôt sommaire au début des années 1950. À cette époque, Rousseau est beaucoup plus en contact avec Pierre Dagenais³⁰. Or, Dagenais est très discret par rapport aux deux autres hommes. Au-delà de sa production de manuels de géographie et de quelques articles dans la *Revue canadienne de géographie*, nous avons peu de matériel qui nous permet de comprendre son implication dans le développement de la politique coloniale nordique. Il est clairement impliqué, travaillant à la réalisation de la *Bibliographie du Nouveau-Québec* en 1955 pour le ministère de l'Industrie et du Commerce³¹.

De son côté, Hamelin s'intéresse au Nord, mais ce n'est pour lui qu'un sujet de recherche parmi d'autres au début des années 1950. Il poursuit en effet des recherches sur la place de la géographie en éducation, et sur des espaces différents, comme la région de la ville de Québec, de Lanaudière et les Alpes françaises³². Outre sa recherche de 1948 sur la Baie-James, il ne publie rien sur le Nord québécois avant 1953. Il a toutefois donné des cours sur le sujet dès 1951, adoptant une approche comparative sur ce qu'il désigne alors comme « les pays froids »³³. Surtout, après sa recherche sur la morphologie de l'Abitibi septentrionale en 1948, il n'entretient plus de lien avec le gouvernement³⁴. Contrairement à Rousseau et à Dagenais qui travaillent avec le gouvernement fédéral et l'AINA, Hamelin ne participe pas au dialogue entre science et politique en ce qui concerne les savoirs nordiques. L'intérêt pour le Nord comme objet scientifique existe bel et bien chez Hamelin, mais n'est pas encore son champ d'intérêt principal, ni le lieu d'un projet politique et scientifique. C'est à partir de 1953 que s'observe un changement dans la carrière d'Hamelin.

³⁰ Ils s'écrivent entre autres au sujet de la bibliographie, et lors de leurs correspondances, s'appellent chaleureusement « cher ». Avec Hamelin, on ne trouve que des échanges sommaires dans ces années. Hamelin écrit à Rousseau afin d'assister à une de ses conférences, alors que Rousseau lui écrit afin de discuter du voyage nordique d'Hamelin en 1952. Leur correspondance montre que leur relation et leur collaboration est beaucoup plus grande à partir des années 1960, alors qu'ils sont collègues au CEN.

³¹ Québec (Province). Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Bibliographie du Nouveau-Québec*.

³² Hamelin et Poliquin, *Bio-bibliographie*, p. 97-98.

³³ Hamelin, *Écho des pays Froids*, p. 219.

³⁴ Selon Hamelin, il aurait été écarté par les autorités gouvernementales, son analyse du terrain et ses recommandations ne convenant pas à la vision du gouvernement, et plutôt à ceux de l'opposition. Voir Hamelin, *Écho des pays Froids*, p. 57 et 214-15.

Ses premiers articles sur le Nord sont cohérents avec ce qui est fait à l'époque. Il illustre le Nord comme un espace inconnu et hostile, mais au potentiel économique énorme. Il vante les développements récents et appuie leur poursuite. Dans l'introduction de son article sur *Le fer et chemin de fer Québec-Labrador* publié dans les *Notes de Géographie* en 1953, il écrit : « Mais le geste le plus significatif est celui qui se rapporte au fer du Québec-Labrador. Nous sommes là en présence de l'une des tentatives les plus audacieuses pour équiper un territoire hostile. [...] Nulle part ailleurs, l'homme a-t-il mieux assujéti la nature à ses propres volontés? »³⁵. Il procède ensuite à expliquer ce qu'il qualifie allègrement d'exploit, mettant de l'avant la qualité du minerai, le marché états-unien à proximité et le génie technique nécessaire à la réalisation de ce chemin de fer qui permet l'exploitation ferrifère de Knob Lake. Le langage utilisé par Hamelin est marqué par le registre de la conquête et de la primauté de l'Homme sur la nature sauvage et inhospitalière : « L'Ungava, région où la Providence a fait payer par des inconvénients sérieux sa générosité en minerai, est le type des régions difficilement géographique ». Ici, « difficilement géographique », est une allusion à sa vision de la discipline, telle qu'héritée de Raoul Blanchard. La géographie « par les pieds », sur le terrain, et comme résultat d'une présence et d'un questionnement humain, actif et conscient, est difficile dans le contexte de l'Ungava, puisqu'il imagine cet espace comme désert dépourvu d'humanité. La vision extractiviste et coloniale d'une *terra nullius* hostile est au cœur du texte d'Hamelin qui marque ici un embryon de sa vision du Nord qu'il développera dans les années suivantes.

C'est d'ailleurs cet article qui marque le début de sa relation avec le gouvernement québécois en tant que collaborateur à l'expansion provinciale dans le Grand Nord. Sa première note en bas de page, au début de l'article, mentionne en effet qu'il a pu réaliser l'article à partir des données partagées par les institutions gouvernementales et par les compagnies minières : « La connaissance du sujet m'a été facilitée par la complaisance de la Commission de recherches de la province et l'*Iron Ore Company of Canada* »³⁶. Surtout, Hamelin revient de sa première visite dans le Nouveau-Québec depuis son voyage de 1948 à la Baie-James. Fidèle à sa géographie « par les pieds », il s'est rendu à la fosse du

³⁵ Louis-Edmond Hamelin, « Le fer et chemin de fer Québec-Labrador », *Notes de Géographie* 4, (1953), p. 3.

³⁶ *Ibid.*, p. 12-13.

Labrador, proche des installations de Knob Lake, en 1952³⁷. Nous ne savons que peu de choses de ce voyage. Contrairement à Rousseau, Hamelin fait moins référence à ses propres aventures dans ses écrits. Ses textes sont beaucoup moins littéraires et se contentent de présenter le sujet, sans faire étalage de sa propre relation avec ce dernier. Aussi, outre un *Atlas de voyages* qui présente une carte de ses différents itinéraires, son fonds d'archives ne présente pas de classification par voyage comme chez Rousseau. Aucune de ses autobiographies ne présente une chronologie claire de toutes ses expéditions³⁸.

Un problème de source survient en étudiant Hamelin. Contrairement à Rousseau, il a davantage contrôlé l'information que nous avons de lui. La forme autobiographique domine la littérature sur son œuvre, et est surtout le fruit de ses dernières décennies d'activité, lors des années 1990 et 2000. À cette époque, sa vision du Nord est très différente, notamment en ce qui a trait à la place du Sud et aux relations avec les peuples autochtones. À partir des années 1970, il se fait de plus en plus critique de l'exploitation des ressources naturelles dans le Grand Nord qui se fait au bénéfice de la province et au détriment des populations locales³⁹. Il se fait ainsi l'avocat d'une politique nordique fidèle à son concept de « Québec total » : plutôt qu'un développement du Nord basé sur les intérêts du Sud dans un rapport colonial, la vision du « Québec total » propose une compréhension globale et un développement basé sur les intérêts propres de la région⁴⁰. Ce changement de cap quant à la vision du territoire et des populations locales est à lier avec un certain éveil aux enjeux des premières nations qui prend du galon dans les années 1970 au Québec. L'émergence des mouvements affiliés au *Red Power*, de même que la négociation de la Convention de la Baie James et du Nord québécois ont mené à des changements d'opinion publique sur les enjeux autochtones.

³⁷ Il y a une carte de ses itinéraires de voyage dans ses *Atlas de voyage* qui y fait référence : Archives de l'Université Laval, P311 Fonds Louis-Edmond Hamelin, E, *Atlas de voyage*, s.d. Aussi, ses correspondances avec Rousseau, en 1952, évoquent le voyage. Dans le premier échange épistolaire entre les deux hommes, Hamelin invite Rousseau à venir assister à une présentation de ses résultats de recherches poursuivies dans l'Ungava, invitation que Rousseau décline avec regret, faute de conflit d'horaire. Il demande toutefois à Hamelin de lui faire parvenir une copie de ses notes.

³⁸ Il n'y a pas de mention de ce voyage dans *Écho des pays froids* et dans *l'Âme de la Terre : parcours d'un géographe*. Il y a une mention incomplète dans le tableau de ses principaux voyages géographiques dans Hamelin et Poliquin, *Bio-bibliographie*, p. 79.

³⁹ Daniel Chartier et Jean Désy, *La nordicité du Québec, entretiens avec Louis-Edmond Hamelin* (Québec : Presses de l'Université du Québec, 2014), p. 14.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 55.

En se fiant au contenu de l'article de 1953, de même qu'à ses propos lors des conférences sur l'Ungava qui ont lieu cette année-là, on comprend que l'approche qu'Hamelin avait lors de cette première décennie de carrière est diamétralement opposée à celle qu'il met de l'avant plus tard. L'omission de ce voyage de 1952 qui a été fait en collaboration avec les minières américaines et le gouvernement provincial alors en quête de connaissances sur le Nord afin d'en faciliter l'exploitation, aurait certainement pu être motivée par une remise en question de ses jeunes années. Par le fait même, on peut soupçonner une volonté d'éviter d'apparaître incohérent avec sa vision lors de l'écriture de ses autobiographies ou la classification de son fonds d'archives.

Malgré le peu d'information dont nous disposons, ce voyage marque néanmoins le début d'un intérêt pour l'Ungava. On y voit une volonté d'en accélérer le développement pour les bienfaits de la province, tout en continuant d'y faire de la recherche afin de bonifier les connaissances sur ce territoire et d'en faciliter l'exploitation. En ce sens, il est tout à fait en phase avec la vision nordique gouvernementale de l'époque. En obtenant des données et un soutien présumé de la part du gouvernement québécois, Hamelin intègre la dynamique savoir-pouvoir. Dans le même ordre d'idées, ses conférences font état de ses préoccupations sur la question de la frontière avec le Labrador et de la richesse du territoire, tout en ignorant la présence et les enjeux autochtones⁴¹. Il confirme ainsi le *leitmotiv* nordique duplessiste. C'est dans cet état d'esprit qu'il entame à son tour un projet d'institutionnalisation des savoirs nordiques.

3.2 Le Centre de recherche de Laval dans le Nord canadien (CRLNC)

3.2.1 Nouvelle génération, nouveau projet

Au milieu des années 1950, la carrière d'Hamelin est en plein envol. Professeur à l'Institut d'histoire et de géographie de l'Université Laval et dauphin canadien-français de Raoul Blanchard, sa réputation est solide. Ses quelques voyages nordiques et son intérêt manifeste dans ses écrits et ses conférences en font un des experts du Nord québécois. Moins érudit et expérimenté que Rousseau, peut-être même que Dagenais, mais un expert tout de même : entre 1953 et 1956, il a prononcé une vingtaine de conférences sur

⁴¹ Hamelin et Poliquin, *Bio-bibliographie*, p. 29.

l'Ungava⁴². C'est à ce moment qu'une nouvelle idée, insufflée de l'extérieur, fait son chemin jusque sur le pupitre du jeune géographe.

Originaire de Belgique, Charles De Harveng est un missionnaire oblat qui suit une série d'obédience dans le Grand Nord canadien à partir des années 1940⁴³. Il est assigné à Ivujivik, puis à Sugluk, mais surtout, à Fort Chimo, de 1951 à 1955. Avec l'appui du vicaire apostolique du Labrador Mgr Lionel Scheffer, il contacte en 1954 plusieurs acteurs de la scène politique, économique et sociale du Québec méridional afin de présenter une demande bien originale⁴⁴. Il souhaite trouver de l'appui afin que soit créée une institution nordique qui faciliterait le développement de la région. Il argumente que l'augmentation de la présence des Canadiens français, effet désiré par la création d'une telle institution, permettrait à la nation et à la province de remplir leur devoir, qui découle de leur « propriété », de développer cette région, et par le fait même « prévoir à l'avenir de ses membres »⁴⁵. Un tel argumentaire nationaliste peut sembler étrange provenant d'un ecclésiastique d'origine belge.

En fait, les arguments de De Harveng sont surtout rhétoriques. L'intérêt des Oblats réside ailleurs que dans l'appropriation du Nord par Québec. À l'époque, il y a une grande compétition dans la région entre les promoteurs de la foi protestante et de la foi catholique⁴⁶. La présence de l'Église anglicane dans le Nord est plus ancienne et plus soutenue que celle des catholiques. Par le fait même, les populations inuites sont plus proches de celle-ci et parlent souvent l'anglais comme langue seconde. La prédominance de la langue anglaise est une barrière à l'évangélisation que De Harveng et Scheffer tentent d'accomplir. Une présence plus importante de francophones permettrait de peupler le territoire et d'institutionnaliser la présence catholique, ce qui est vu comme un atout pour

⁴² Archives de l'Université Laval, P311 Fonds Louis-Edmond Hamelin, J3.11, *Histoire chronologique abrégée du Centre d'études nordique de l'Université Laval*, 1961, p. 1.

⁴³ Dans certains documents, le père De Harveng signe avec le prénom Charlie, plutôt que Charles. Selon notre consultation des archives des Oblats, Charles De Harveng est son nom officiel, et nous choisissons d'uniformiser notre texte en utilisant toujours ce nom, bien que son nom change parfois selon les sources.

⁴⁴ Le vicariat apostolique du Labrador comprenait alors l'entièreté du Nord du Québec en plus de la côte Labradorienne. Scheffer occupe ce poste de 1946 à 1966.

⁴⁵ Louis-Edmond Hamelin, « Document V : Proposition : Centre de recherches de Laval dans l'Ungava par le Père Charlie de Harveng, o.m.i, 12 septembre 1955 », *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval*, (Sillery : Institut de géographie de l'Université Laval, 1955) : p. 1.

⁴⁶ Morantz, *Relations on Ungava Bay*, p. 202.

la francisation des Inuit et la conversion des âmes. Si De Harveng s'adresse ainsi à ses homologues du Sud, c'est sans doute parce qu'il sait que ce discours nationaliste est susceptible de les convaincre à venir dans le Nord. Ce message est en effet en phase avec les politiques et les représentations du Nord véhiculées à cette époque.

Il s'inspire de ce qui se fait ailleurs, notamment au Groenland où un laboratoire lié à l'Université de Copenhague, le *Danish Arctic Station*, est installé depuis 1953. Il observe aussi ce qui se passe en Alaska et en Sibérie, où des centres de recherches permettent aux Américains et aux Russes d'être au « premier plan des connaissances arctiques dans de nombreux domaines de la Sciences et de l'Économie »⁴⁷. Le lien est surtout à faire avec la *McGill Subarctic Station*, installée à Knob Lake la même année. Avec cette station, l'université anglophone a pris les devants de la recherche nordique et de la pénétration scientifique institutionnelle de l'Ungava. À une époque de formation des départements de géographie et de grand développement au sein des universités du Québec, on peut croire qu'une certaine course au Nord motiverait les universités francophones, à vouloir emboîter le pas⁴⁸. La question de la langue y attise d'autant plus cette compétition. De plus, bien qu'il ne le mentionne pas lui-même, d'autres événements contribuent certainement à la pensée du missionnaire. Il faut souligner que 1954 est la date de fondation du ministère fédéral des Affaires du Nord. L'intérêt du gouvernement d'Ottawa pour son « empire septentrional » est représentatif d'une vogue internationale pour l'espace nordique⁴⁹. Le Québec, par l'initiative de De Harveng, puis d'Hamelin, s'inscrit dans ce mouvement.

⁴⁷ Hamelin, « Document V : Proposition : Centre de recherches de Laval dans l'Ungava », p. 2.

⁴⁸ La création de l'*Association canadienne des géographes/Canadian Association of Geographers*, en 1951, s'est fait en partenariat par des géographes anglophone et francophone de l'Ontario et du Québec. Le bilinguisme et le partage des savoirs semblent être au cœur de la mission de cette institution à laquelle tous les géographes universitaires de l'époque participent. Voir : J. Keith Fraser, « The Development of the Canadian Association of Geographers 1951-1976 » dans *Rétrospective 1951-1976*, Louis-Edmond Hamelin et Ludger Beauregard, dirs., (L'Association canadienne des géographes, Montréal, 1979), p 5-17. Le laboratoire de McGill est principalement financé par les minières, et collabore avec la défense nord-américaine, notamment dans le déploiement de la DEW line. Il s'agit donc d'un organisme financé par le privé et par les gouvernements fédéraux et américain. Cela est donc extérieur au champ d'accumulation de connaissance francophone et provincial, et comme l'intérêt existe clairement de ce côté, la fondation de ce centre incite les nordistes francophones à couvrir leur portion du champ des connaissances. Il est difficile toutefois de trancher sur l'existence d'une rivalité.

⁴⁹ L'expression « empire septentrional », relative au Canada, provient d'Hamelin dans Québec (Province). Ministère des Ressources naturelles, *Aperçu sur le Nouveau-Québec : articles extraits de l'Annuaire du Québec 1964-1965*, (Québec : Ministère des Ressources naturelles, 1965), p. 62.

Voyant des partenaires potentiels dans les institutions du savoir, le missionnaire entre en contact avec l'administration de l'Université Laval afin de trouver des appuis à son projet. Le tout nouveau recteur Mgr Alphonse-Marie Parent est immédiatement intéressé⁵⁰. Il décide d'envoyer quelqu'un dans l'Ungava afin de rencontrer De Harveng, de visiter les lieux et d'évaluer la possibilité de fonder un centre de recherche. Parmi les ressources à sa disposition au sein du corps professoral de l'Université Laval, Parent identifie rapidement le parfait candidat pour porter ce projet. Lorsqu'il reçoit son invitation, Louis-Edmond Hamelin n'a aucune hésitation à saisir cette opportunité⁵¹. En tant que géographe, il est ouvert à la multidisciplinarité, et peut donner un point de vue sur plusieurs sujets, de l'hydrographie à la géologie. Fidèle à sa méthode blanchardienne, il peut surtout fournir un avis général sur le territoire. Bénéficiant du soutien de l'Université, Hamelin se rend donc dans l'Ungava à l'été 1955 pour faire un état des lieux.

Son financement est en grande partie assuré par l'ingénieur forestier Wilfrid Grenier qui est partenaire du projet par le biais de sa compagnie *Photo Air Laurentides*. C'est aussi lui qui assure le transport d'Hamelin par avion, entre les différents points où il se rend pendant son séjour. En effet, le trajet d'Hamelin n'est pas pensé comme ceux entrepris par Rousseau dans les années 1940. Ironiquement, l'apôtre de la géographie « par les pieds » n'arpente pas le territoire. Empruntant la voie des airs, il se rend plutôt à saut de mouton, sur les lieux stratégiques prédéterminés. En ce sens, l'itinéraire est semblable au dernier voyage de Rousseau, dans les monts Torngat en 1951. Par l'intermédiaire du recteur Mgr Parent, l'Université Laval fournit aussi une partie du budget⁵². Le reste est assumé par le ministère des Ressources hydrauliques. En effet, assez rapidement, le sous-ministre Dussault est impliqué dans le projet. Au mois de juin, sa correspondance avec Hamelin et

⁵⁰ Monseigneur Parent est surtout connu pour avoir siégé, lors des années soixante, à la commission qui porte son nom et qui entraîna toute une série de changements majeurs au système d'éducation québécois. Il n'est pas inintéressant de constater que l'un des acteurs les plus importants de la « révolution tranquille » a eu un rôle important, quoique moins notoire, dans un autre secteur de cette modernisation québécoise, le colonialisme nordique.

⁵¹ Hamelin, *Écho des pays Froids*, p. 237.

⁵² Louis-Edmond Hamelin, « Document II : Rapport financier du voyage de Louis-Edmond Hamelin dans l'Ungava au cours de l'été 1955 » dans *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval*, (Sillery, Institut de géographie de l'Université Laval, 1955), p. 1.

Parent souligne son intérêt pour le projet, ainsi que son soutien financier et sa contribution à la planification de l'itinéraire⁵³.

L'analyse des commanditaires d'Hamelin marque l'évolution des intérêts du projet colonial nordique par rapport aux années précédentes. Pour chacun de ses voyages, Rousseau avait besoin de fonds provenant du Québec, mais aussi de l'extérieur. Parfois, sa recherche était majoritairement financée par des instances fédérales canadiennes ou même américaines⁵⁴. Ici, les créanciers privés ou gouvernementaux d'Hamelin sont tous de la province; ce qui fait qu'il s'agit du premier voyage scientifique dans le Nord à être entièrement québécois.

Au-delà de la provenance, il est surtout important de considérer la direction de ces versements. L'étude des expéditions de Rousseau au chapitre précédent montrait une dynamique de financement contraire. Les voyages scientifiques de Rousseau étaient de son initiative personnelle. Il est vrai qu'il interagissait avec des acteurs semblables, qui appuyaient tout autant ses projets. Après tout, il était lui aussi financé par différentes instances gouvernementales, et entretenait des relations avec des compagnies de transport afin d'organiser son itinéraire. Bien qu'il ne fût pas lié à une université, il fonctionnait, en tant que directeur et chercheur au Jardin botanique de Montréal, ou pour le compte de l'AINA, de concert avec des institutions publiques de recherche scientifique. Cependant, c'est lui qui mobilisait tous ces partenaires. La collaboration avec les compagnies privées, les institutions scientifiques et surtout, les instances gouvernementales, était initiée par Rousseau qui devait se faire insistant dans ses demandes. Souvent, il ne parvenait qu'à boucler le budget qu'à son retour, s'endettant personnellement pour défrayer les coûts du voyage. Cette dynamique indique bien le sens de cette collaboration. Dans le cas du voyage d'Hamelin de 1955, c'est tout le contraire : Hamelin est engagé, et part à l'initiative de ceux qui le payent. On y voit peut-être là l'héritage de Rousseau qui est parvenu à intéresser ces différents acteurs au Nord au point de les convaincre de poursuivre par eux-mêmes la pénétration de l'Ungava. On y voit cependant une recrudescence des velléités québécoises pour le Nord. La colonisation scientifique du Nord n'est plus uniquement l'affaire,

⁵³ AUL, P311, J3.10, *Lettre de Adjudor Dussault à Louis-Edmond Hamelin du 12 juillet 1955.*

⁵⁴ AUL, P174, B.121, *Lettre de J. Rousseau à Trevor Lloyd du 26 octobre 1948.*

justement, d'un scientifique. Elle est désormais à l'initiative de plusieurs groupes d'influence, politiques, économiques et sociaux, qui se coordonnent afin d'accélérer le développement du Nord. Hamelin se trouve à être leur délégué.

3.2.2 Le mémoire de 1955

À son retour d'Ungava, Hamelin rédige une série de documents et d'articles afin de présenter un projet pour le Nord. L'ensemble de ces documents présentent une nouvelle institution nordique, qui est nommée le Centre de recherches de Laval dans le Nord canadien⁵⁵. Les documents de préparation sont regroupés dans un dossier, nommé *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherche dans l'Ungava par l'Université Laval*⁵⁶. Ce dossier est divisé en cinq sous-sections. On y trouve l'historique de ce projet, un rapport financier, des notes de recherches sur le pergélisol, de courts articles géographiques, ainsi que la proposition initiale de Charles De Harveng. Surtout, la pièce maîtresse de ce dossier est la copie du mémoire présenté à l'Assemblée nationale qui présente le projet de fond en comble. Motifs et moyens y sont détaillés afin de convaincre les autorités provinciales d'appuyer financièrement le projet.

Un des concepts importants et présents tout au long du mémoire est celui d'humanisation du Nord. Par humanisation, Hamelin conçoit ici une définition qui est propre à la géographie et aux sciences de l'espace. Dans ce contexte, l'humanisation définit le processus par lequel le territoire est rendu accessible et profitable aux humains. L'humanisation du territoire nordique est le concept central qui motive un centre de recherche dans le Nouveau-Québec. Une étude du territoire, scientifique et pluridisciplinaire contribuerait au mieux-être des humains qui y vivent et à ceux qui sont appelés à le peupler. Ce concept encourage à la modification de l'espace au profit de l'occupation humaine, ce qui ne serait réalisable qu'avec une pénétration plus importante du Sud du Québec, elle-même possible grâce à la recherche scientifique. Et rien de mieux pour coordonner une telle recherche que l'établissement d'une institution scientifique permanente.

⁵⁵ C'est le nom qu'il propose dans le mémoire. Afin de bien le différencier du futur Centre d'études nordiques (CEN), nous utilisons l'acronyme CRLNC.

⁵⁶ Louis-Edmond Hamelin, *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval* (Sillery : Institut de géographie de l'Université Laval, 1955).

Cette approche est au cœur d'une dynamique de savoir-pouvoir. En combinant des informations sur le Nord, le Sud du Québec gagnerait les possibilités d'y agir, et d'y exercer un pouvoir de gouvernance. La théorie de Bruno Latour, proposant que l'accumulation de connaissances dans un *centre de calcul* permette une action à distance est d'autant plus pertinente. C'est exactement dans cette optique que le centre de recherche est pensé par Hamelin, Grenier, Parent et De Harveng. L'humanisation n'est envisageable qu'à partir d'une coordination, à partir du Sud, de l'accumulation de données propres à fournir les informations nécessaires à une modification du territoire contribuant au mieux-être des Québécois du Sud.

En effet, l'humanisation d'Hamelin ne considère pas les populations autochtones. Les mentions des Inuit sont rares. Ils apparaissent à une seule reprise, lorsqu'Hamelin présente les problèmes politiques qui pourraient être étudiés grâce au centre. Il dresse une liste de tous ces enjeux, mentionnant le tracé de la frontière centrale du Québec-Labrador, les relations entre les États-Unis, le Québec et le fédéral au sujet des radars, les relations fédérales-provinciales dans l'Ungava, le statut des îles qui bordent le rivage ungavien, ainsi que la représentation politique de l'Ungava. En toute fin de liste, il mentionne le contact « Blancs-Esquimaux »⁵⁷. Plus loin, il soulève aussi que les populations locales autochtones seraient un sujet de recherches pour les disciplines des sciences humaines, comme la sociologie et l'anthropologie. Il dresse ce parallèle alors qu'il énumère toutes les disciplines savantes qui pourraient trouver leur compte dans ce centre de recherche : les Autochtones sont vus comme un sujet d'étude parmi tant d'autres, à observer sous la loupe de l'objectivité scientifique. Il ne fait donc pas de doute que le centre est imaginé aux seuls bénéfices des Québécois du Sud. L'humanisation n'est en fait qu'un terme qui justifie leur présence accrue et la mise en valeur du territoire dont le Québec méridional profiterait.

Si les mentions des Inuit dans le projet d'Hamelin sont presque absentes, c'est tout le contraire de la nation canadienne-française et de l'avantage qu'elle gagnerait à s'intéresser à l'Ungava. Dans sa liste de motifs, l'argument nationaliste est présenté en premier. L'entièreté de la démonstration qui suit insiste sur la présence francophone dans

⁵⁷ Louis-Edmond Hamelin, « Document III : Mémoire concernant la création d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval », dans *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval* (Sillery : Institut de géographie de l'Université Laval, 1955), p. 8.

cette région, afin qu'ils puissent en aussi profiter de ces richesses. Il écrit : « L'auteur de ce mémoire adopte l'attitude réaliste de demander que les Canadiens français soient également contemporains de la mise en valeur de l'Ungava qui va incessamment commencer »⁵⁸. L'insistance sur l'aspect national et ethnique de la recherche nordique peut être liée avec les propos que Rousseau tenait dans sa proposition d'une réserve scientifique intégrale aux monts Otish. Ces visions sont des héritages de la pensée de Marie-Victorin, qui voyait dans la recherche et l'expansion des savoirs une marque du développement national et des Canadiens français. La langue est dans ce cas-ci un élément clé. Il insiste sur l'appartenance à la francophonie des chercheurs qui participeraient à la création et la tenue de l'organisme, en opposition au fait que toutes les autres institutions du genre sont anglophones⁵⁹. Il rappelle la présence de certains Canadiens français, notamment Rousseau, mais insiste sur le fait que pour véritablement « affirmer le visage français de l'Ungava », il faut que la présence soit plus grande que quelques « manœuvres » et par des actions de plus grande envergure et pérennité⁶⁰.

C'est ici un des points les plus importants de son argumentaire. Au-delà du caractère francophone, l'objectif est surtout d'avoir une véritable institution, avec des moyens et un ensemble de spécialistes et d'administrateurs, plutôt que de quelques démarches individuelles ou non-coordonnées⁶¹. En ce sens, il encense la démarche déjà entamée par McGill, mais insiste que c'est une tâche trop colossale pour qu'une université puisse l'achever seule. De surcroît, la présence de McGill près de Knob Lake l'éloigne des zones les plus nordiques, comme la Baie d'Ungava et le détroit d'Hudson, qui présentent des problèmes scientifiques de tout autre nature que ceux du cœur de la péninsule du Labrador. La présence d'une autre institution universitaire, dans une zone connexe, est ainsi présentée comme complémentaire.

Un autre aspect intéressant du mémoire est l'emplacement potentiel du CRLNC. Hamelin évalue quelques endroits, proposant deux localisations possibles et souhaitables. La première serait à Fort Chimo, dont les avantages sont indéniables. C'est le lieu le plus

⁵⁸ Hamelin, « Document III : Mémoire concernant la création d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval », p. 3.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 2.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 3.

⁶¹ *Ibid.*, p. 4.

accessible du Grand Nord. Construit sur une ancienne base militaire, le village nordique de Fort Chimo est doté d'une piste d'atterrissage importante, de même qu'une station de radio et une station météorologique. Du fait de ces nombreuses infrastructures, relativement au reste du Nord québécois, Fort Chimo est aussi le point de transit le plus récurrent. Les scientifiques se rendant dans le Nord y font souvent escale avant de se rendre à leurs lieux d'études⁶². C'est le premier centre démographique de la région, autant pour la population blanche que pour les populations inuit et autochtones⁶³. Il y aurait même, selon Hamelin, un camp déjà existant qui pourrait accueillir très rapidement les premiers chercheurs, avant que le CRLNC se dote de ses propres infrastructures⁶⁴. La position centrale de Fort Chimo, de même que son niveau de développement en fait un choix tout à fait logique.

Pourtant, Fort Chimo n'est pas le premier choix d'Hamelin qui favorise plutôt un établissement plus au nord, à Kyak Bay à l'embouchure de la rivière Payne⁶⁵. Contrairement à Fort Chimo, c'est un lieu dépourvu d'infrastructures qui est très peu connu, mais dont le potentiel est très prometteur. Kyak Bay serait un lieu stratégiquement situé à la jonction de plusieurs domaines miniers, où la prospection de compagnies privées et du Bureau des Mines du gouvernement québécois est en pleine effervescence. Il y a aussi, par le bassin de la rivière Payne, un grand potentiel hydroélectrique, ce qui fait de cet endroit comme un des prochains épïcètres d'exploitation minière. Hamelin y voit « un nouveau Knob Lake »⁶⁶.

Comment expliquer l'ordre de priorité proposé par Hamelin? L'avantage que fournit Fort Chimo est celui d'être un endroit plus accessible, mieux doté en infrastructures, et d'être une ville déjà habitée. Les difficultés de se rendre dans le Nord sont telles qu'il devrait être évident que c'est le meilleur endroit pour fonder une institution scientifique. Après tout, Fort Chimo était déjà le lieu de convergence des scientifiques depuis quelques années. La création d'un CRLNC, de toutes pièces dans un endroit isolé plutôt que sur un

⁶² Hamelin, « Document III : Mémoire concernant la création d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval », p. 4.

⁶³ *Ibidem*.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ Annexe 7.

⁶⁶ Hamelin, « Document III : Mémoire concernant la création d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval », p. 12.

site déjà implanté est un plan qui semble alambiqué. La position d'Hamelin est presque farfelue. Cette hiérarchie est toutefois concevable lorsqu'on s'interroge sur les véritables motifs et sur le fond de la pensée d'Hamelin. Premièrement, le potentiel minier de Kyak Bay et le partenariat avec les compagnies privées auquel le mémoire fait allusion est certainement alléchant. Le CRLNC est un projet de nature scientifique, mais qui vise aussi à l'enrichissement de la nation canadienne-française en permettant l'exploitation des richesses naturelles du Nord. Deuxièmement, d'un point de vue strictement scientifique, le fait que Fort Chimo soit plus connu et exploré rend le territoire moins intéressant pour Hamelin : « la région immédiate n'est plus vierge sur le plan de la recherche »⁶⁷. Il y a là une forme de fétichisme de la découverte. Le but n'est pas que de faciliter le développement, l'humanisation et la gouvernance de l'Ungava, mais aussi de le « découvrir ». L'âme et les valeurs profondes du scientifique le forcent, par l'éthique même de la méthode scientifique, à être un pionnier, à être le premier à comprendre un phénomène et à étudier un territoire. Troisièmement, Kyak Bay n'est pas un établissement inuit ou autochtone. Encore une fois, on voit ici le désintérêt qu'Hamelin a pour les populations locales. Si, ailleurs dans le mémoire, il parlait d'eux comme un sujet de recherche, le fait qu'il priorise l'installation du centre loin de leurs lieux de vie montre qu'il relègue la recherche et le contact au second rang, derrière la prospection minière et l'évaluation du potentiel hydroélectrique. En ce sens, le développement de la recherche scientifique n'est pas considéré comme des outils de développement et d'amélioration des conditions de vie pour les populations autochtone, bien au contraire. Ils ne sont pas vus comme des habitants qui doivent participer aux projets et qui bénéficieraient des retombées économiques. Cet avantage n'est pensé que pour les Canadiens français, ce qui montre bien la dimension coloniale de ce projet.

L'installation d'une telle institution de recherche est un exemple de création d'un *centre de calcul* permettant l'action à distance. L'accumulation de connaissance et l'organisation de ce savoir permettraient l'humanisation du territoire. En mobilisant le concept d'humanisation comme une justification de la présence canadienne-française accrue et pour le choix du lieu, le mémoire d'Hamelin révèle l'aspect colonial du projet

⁶⁷ Hamelin, « Document III : Mémoire concernant la création d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval », p. 11.

sous plusieurs angles. L'idée est de favoriser l'essor des Canadiens français par l'occupation du territoire et par l'extraction de richesses naturelles profitant au développement économique. Le désintérêt vis-à-vis des populations locales, au-delà de leur vocation à être des sujets d'étude parmi d'autres, nourrit cette dynamique. Leur rôle dans ce discours se résume à celui d'objet de curiosité. Alors qu'il vante les qualités de son partenaire Wilfrid Grenier, il le décrit comme étant « en mesure de connaître les problèmes locaux que pose l'humanisation de cette colonie du Québec méridional »⁶⁸. Sous le couvert de la science, ce projet dissimule mal ses ambitions coloniales.

3.2.3 La réception du projet dans les milieux savants

Le mémoire écrit par Hamelin est distribué autant dans les cercles politiques qu'universitaires. La correspondance du géographe, dans les derniers mois de 1955 et au début de 1956 est marquée par des personnalités importantes de ces milieux. Ayant envoyé directement les *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherche dans l'Ungava par l'Université Laval*, il reçoit d'abord plusieurs remerciements en réponse, surtout parmi la communauté universitaire. C'est le cas entre autres de la réponse d'Albert Courtemanche, directeur du service de biogéographie de l'Université de Montréal. À la lecture du mémoire, il souligne qu'il « ne peut qu'applaudir votre projet, l'encourager et souhaiter sa prompte réalisation »⁶⁹. De toutes les réponses positives provenant du milieu scientifique, il est important de mentionner l'appui de Jacques Rousseau, dans une lettre du 29 novembre 1955⁷⁰.

Le soutien de ce dernier n'est pas anodin. En effet, le projet d'Hamelin en 1955 apparaît comme la suite logique des voyages de Jacques Rousseau, en plus d'être un héritage direct du projet de 1949 pour la création d'une réserve intégrale aux monts Otish. Malgré des différences importantes, les deux projets se ressemblent toutefois par la volonté d'institutionnaliser les sciences nordiques au Québec, et par la promotion de l'activité scientifique comme moteur et instrument au service de la nation. En 1955 comme en 1949, l'activité scientifique est une manière d'augmenter la présence canadienne-française dans

⁶⁸ Louis-Edmond Hamelin, « Document I : Préhistoire du centre de recherches de Laval dans le Nord canadien (1954-1955) », dans *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval* (Sillery, Institut de géographie de l'Université Laval, 1955), p. 2.

⁶⁹ AUL, P311, J3.10, *Lettre à d'Albert Courtemanche à Louis-Edmond Hamelin du 29 novembre 1955*.

⁷⁰ AUL, P311, J3.10, *Lettre à de J. Rousseau à Louis-Edmond Hamelin du 29 novembre 1955*.

le Nord et de s'approprier ce territoire. Véhiculée dès les voyages de Rousseau, l'idée que ce territoire doit être conquis par la population du Québec est reprise par Hamelin.

Les raisons de cette conquête ne sont toutefois pas les mêmes. Rousseau y voit une manière de propulser les Canadiens français au cœur de la conversation scientifique universelle, alors qu'Hamelin les voit comme des bénéficiaires potentiels des richesses du territoire. Les différences ne s'arrêtent pas là. Entre la réserve scientifique générale des monts Otish et le CRLNC, la nature du projet a beaucoup changé, au point où on peut considérer que Hamelin a tenté de couvrir les « faiblesses » de la première version. L'institution décrite dans le mémoire de 1955 diffère largement de l'idée de Rousseau et de Pomerleau. La réserve des monts Otish se vendait sur un principe d'universalité scientifique et sur la quête canadienne-française de se joindre à la communauté mondiale des chercheurs. Quelques années plus tard, Hamelin et ses partenaires adoptent un angle résolument plus nationaliste. Puisque l'universalisme scientifique présenté par Rousseau n'était pas en phase avec la vision de l'Union nationale pour le développement nordique, le projet a donc été modifié afin de se coller un peu plus à l'idéologie du parti au pouvoir. La fracture avec l'idée de l'universalisme scientifique est importante dans la mesure où non seulement l'institutionnalisation des sciences nordiques est vue comme un avantage pour les Canadien français, mais aussi que cet avantage se calcule en opposition aux Canadiens anglais.

Malgré les formulations qui assurent que c'est sans esprit de rivalité qu'Hamelin pense le CRLNC, l'importance du centre est motivée entre autres par l'urgence de réagir face à la progression des anglophones dans la zone : « Le motif nationaliste se discute, car l'humanisation de l'Ungava a commencé sans nous, et l'Amérique de langue anglaise pourrait facilement le parachever sans nous »⁷¹. Un autre personnage insistant sur cette question est Pierre Dagenais. Selon lui, le projet d'Hamelin est le meilleur moyen d'assurer une occupation permanente par les Canadiens français, qui se doivent de prouver leur occupation d'un territoire aussi riche s'ils ne veulent pas s'en voir dépossédé un jour⁷².

⁷¹ AUL, P311, J3.10, *Lettre de Pierre Dagenais à Louis-Edmond Hamelin du 19 décembre 1955*.

⁷² *Ibidem*.

Le ton est ici beaucoup plus soutenu que dans le mémoire d'Hamelin. Il fait état non seulement d'un intérêt à ce que le centre naisse rapidement, mais aussi d'une forme de course à l'occupation qui se déroulerait, lors des années 1950, entre Québec et Ottawa. Dagenais parle en connaissance de cause; les voyages de recherches dans le Nord qu'il a accompli durant les années 1940 étaient financés par l'AINA et le gouvernement fédéral⁷³. Il travaille de manière plus étroite avec le gouvernement québécois depuis les années 1950, notamment avec sa participation à l'élaboration de la *Bibliographie du Nouveau-Québec*⁷⁴. Il connaît donc bien les velléités et les fonctionnements des deux états coloniaux dans l'Ungava.

Il ne faudrait toutefois pas assumer que le point de vue de Dagenais est représentatif de celui d'Hamelin. Jamais dans les documents laissés par ce dernier ne peut-on déceler un ton aussi alarmiste et aussi inquiet de voir l'Ungava échapper au Québec. Il est cependant important de souligner que l'importance du motif nationaliste derrière l'entreprise menée par ce dernier engage visiblement les passions de ses collègues qui voient dans le projet une manière d'étendre le champ d'action de la province. Dans les propos d'Hamelin et de Dagenais, l'occupation du territoire nordique par les francophones, acte fondamentalement colonial, est clairement un des effets désirés de la recherche scientifique.

Au-delà de la forme et de la faveur du nationalisme, l'autre distinction fondamentale concerne justement la question du développement. En 1949, Rousseau souhaitait protéger la nature pure et primitive des monts Otish. Six ans plus tard, Hamelin cherche plutôt à convaincre de la pertinence d'un centre d'études nordiques dans la participation à l'exploitation des ressources naturelles du Grand Nord. On voit ce basculement dans les motifs, autant que dans le lieu choisi et dans le type de recherche qu'on y imagine. Les monts Otish n'étaient pas présentés comme une zone renfermant des ressources exploitables, alors que Kyak Bay et Fort Chimo sont vantés à ce titre. On présente aussi la proximité avec la prospection et les infrastructures comme un avantage. Si le mot d'ordre de Rousseau et de Pomerleau était de créer une « oasis de nature primitive », les motivations d'Hamelin sont d'accélérer et faciliter l'humanisation de la zone, c'est-à-dire

⁷³ Ludger Beauregard, « Pierre Dagenais, une bio-bibliographie », p. 152.

⁷⁴ Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Bibliographie du Nouveau-Québec*, p. 11.

de la transformer aux avantages de la population canadienne-française du Sud. Malgré ces grandes différences entre les projets, les deux hommes se reconnaissent et s'appuient dans le besoin d'implanter une base scientifique canadienne française dans le Nord. Les chemins divergent, mais le but est commun.

3.2.4 La réception du projet dans la classe politique

Au-delà de la sphère universitaire, l'étude de la correspondance d'Hamelin révèle aussi l'intérêt de certains acteurs dans les secteurs de l'entreprise privée, comme Viateur Gendron, de la chambre de commerce de Montréal⁷⁵. Les acteurs politiques répondent aussi à l'appel d'Hamelin. En janvier 1956, il reçoit l'accusé réception ainsi qu'un avis d'intérêt de la part du bureau du Premier ministre⁷⁶. Le sous-ministre Chagnon, du département des ressources hydrauliques, de même que A. O. Dufresne, au ministère des Mines, donnent une réponse semblable⁷⁷. George Côté, du service d'arpentage, va même plus loin en offrant à Hamelin de partager les informations que les arpenteurs du service ont cumulées lors de leurs précédentes visites sur le territoire⁷⁸.

Le projet d'Hamelin jouit même d'une certaine couverture médiatique. Son projet fait l'objet d'articles dans *Le Devoir* du 21 décembre 1955, ainsi que dans *l'Action catholique* du 26 décembre 1955 et du 20 janvier 1956⁷⁹. Le 7 mars, le mémoire est publié presque intégralement dans les pages de *l'Action nationale* à l'initiative du directeur du journal, Pierre Laporte. Surtout, les journaux du 16 février 1956 relatent des débats en chambre qui ont eu lieu à ce sujet. À cette occasion, le député libéral et chef de l'opposition George-Émile Lapalme questionne le gouvernement sur les démarches du CRLNC, qu'il a lu dans les journaux. Il s'en fait ainsi un promoteur et un défenseur au sein de l'Assemblée nationale. Maurice Duplessis répond que bien que la fondation d'un tel centre serait « opportun », il y a trop d'enjeux à régler d'abord dans le Québec méridional pour que le

⁷⁵ AUL, P311, J3.10, *Lettre de Viateur Gendron à Louis-Edmond Hamelin du 4 janvier 1956*.

⁷⁶ AUL, P311, J3.10, *Lettre d'Émile Tourigny à Louis-Edmond Hamelin du 11 janvier 1956*.

⁷⁷ AUL, P311, J3.10, *Lettre de J-C Chagnon à Louis-Edmond Hamelin du 26 janvier 1956*; AUL, P311, J3.10, *Lettre d'A.O Dufresne à Louis-Edmond Hamelin du 27 janvier 1956*.

⁷⁸ AUL, P311, J3.10, *Lettre de George Côté à Louis-Edmond Hamelin du 26 janvier 1956*.

⁷⁹ « Laval établirait un centre de recherche dans l'Ungava », *Le Devoir*, 21 décembre 1955, p. 1; Louis-Edmond Hamelin, « On suggère à l'Université Laval de créer un centre de recherche dans l'Ungava », *L'Action catholique*, 26 décembre 1955, p. 4; Louis-Edmond Hamelin, « Pour l'établissement d'un centre d'études arctiques à Kyak-Bay », *L'Action catholique*, 20 janvier 1956, p. 9; Louis-Edmond Hamelin, « Un centre de recherches d'expression française dans l'Ungava », *L'Action nationale*, 7 mars 1956, p. 596-612.

gouvernement soit en mesure de se lancer dans un projet aussi important, financièrement et politiquement⁸⁰.

En effet, malgré l'intérêt et le *momentum* apparents de l'initiative de 1955, cette nouvelle itération du projet colonial nordique est une fois de plus balayée par le gouvernement québécois. Ni l'argument nationaliste, ni l'approche foncièrement économique ne semble convaincre Duplessis et son gouvernement. Les modifications apportées depuis l'époque de Rousseau, Pomerleau et des monts Otish n'ont donc pas suffi à convaincre les dirigeants politiques. Comment expliquer que le changement de ton résolu n'a pas touché la cible dans un gouvernement qui pourtant se revendique et se définit par ces approches?

Les comptes rendus des débats en chambre sur le sujet au mois de février 1956 sont évocateurs. L'argument principal de Duplessis tourne autour du manque de financement externe, notamment de l'absence de mécènes canadiens-français. En rapportant que le centre de McGill à Knob Lake a été possible en grande partie grâce au mécénat, le Premier ministre révèle sa pensée personnelle et l'angle du gouvernement sur la question. En admettant d'abord l'intérêt pour un tel centre, mais en justifiant l'impossibilité d'y participer par le gouvernement, Duplessis étale sa vision du développement économique et du rôle de l'État : l'Union nationale voit l'aide aux entreprises privées comme un des champs d'action primordiaux, mais n'estime pas que l'État doit s'impliquer davantage dans l'établissement d'institutions scientifiques. La science et sa poursuite au service de l'industrie ne sont qu'un des objectifs du gouvernement duplessiste dans la mesure où il ne s'agit pas d'une dépense, mais d'un investissement avec un effet direct ou à court terme. Ce qui était le cas lors des expéditions de Rousseau l'est encore au milieu des années 1950. L'exploitation des ressources naturelles du Nord va déjà bon train; l'existence d'un centre de recherche, bien qu'il serait utile, n'est toutefois pas considéré comme une nécessité.

N'étant pas essentiel, l'État n'a pas la responsabilité d'en faire la promotion et d'en assurer le financement. C'est pour cette raison qu'il invoque le mécénat comme solution. L'approche priorisée dans le mémoire était tout autre. En évoquant l'importance pour la

⁸⁰ Henri Dutil, « Débats sur le piquetage et la recherche dans l'Ungava », *Le Soleil*, 16 février 1956, p. 8.

nation canadienne-français, Hamelin et ses collègues s'attendaient à convaincre l'État d'y jouer un rôle. Le paragraphe sur le financement du centre est tout à fait transparent à cet effet. Il est proposé que la Province soit le plus grand contributeur au projet. Il n'est pas omis non plus que ces coûts seraient très élevés, et que sans un budget conséquent, un tel centre ne vaudrait même pas la peine : « Dans l'Ungava, un tel organisme est un gouffre qui a toujours soif d'argent »⁸¹. L'argument principal d'Hamelin est que le centre engendrerait éventuellement des revenus. Il n'en demeure pas moins qu'Hamelin croit que le CLNRC serait d'abord une dépense du gouvernement. Une dépense qui rapporterait probablement un jour, sans pour autant que le retour sur l'investissement soit assuré ou envisageable à brève échéance. En 1956, ce n'est pas dans ces termes que le colonialisme nordique s'articule à Québec. La fondation du centre demeure trop chère aux yeux du gouvernement.

Malgré tout, il ne faut pas voir dans ce refus un désintérêt de la question nordique de la part du gouvernement Duplessis. Il y a une différence entre créer une institution de toutes pièces et soutenir les initiatives d'exploration, de prospection et de recherches dans le Nord. Si le gouvernement était enclin à soutenir ces initiatives, ce n'est pas encore le cas pour la création d'une institution pérenne. Les années 1955 et 1956 marquent tout de même une certaine progression : bien que le bureau du Premier ministre n'y adhère pas, certaines instances gouvernementales soutiennent le projet. Les réponses enthousiastes provenant du ministère des Ressources hydrauliques, du service de l'arpentage et du bureau des mines en témoignent. Surtout, l'opposition officielle regarde positivement le CRLNC. Bien que le parti libéral forme l'opposition, l'appui de George-Émile Lapalme en chambre lui donne une visibilité supplémentaire. En comparaison au silence de la classe politique en 1949, le projet de 1955 et sa réception montrent sans contredit une croissance dans l'intérêt qui y est porté.

L'échec initial du 1955 ne ralentit pas Hamelin dans ses ambitions. Malgré le refus du gouvernement, il continue de croire à l'avenir d'un centre de recherche dans le Nord. L'appui moral reçu par les membres de la communauté scientifique, de même que

⁸¹ Louis-Edmond Hamelin, « Document III : Mémoire concernant la création d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval », p. 6.

l'apparent progrès de la question nordique dans les cercles politiques depuis les années de Jacques Rousseau sont vus comme encourageants par Hamelin et ses pairs⁸².

Sans oublier son objectif de fonder un centre de recherche, Hamelin poursuit des activités scientifiques connexes dans les années suivantes. On observe ainsi plusieurs nouvelles publications portant sur le Nord. Si son voyage en 1955 était avant tout motivé par le projet, Hamelin s'en sert aussi pour cumuler des données et étudier la géographe ungvavienne. En 1956, il publie un article sur *Les monuments de cailloux dans le paysage arctique* dans les Cahiers de géographie⁸³. L'année suivante, il fait paraître une étude sur *Les tourbières réticulées du Québec-Labrador subarctique*⁸⁴. Par ces deux articles sur le Nord du Québec, il participe au développement des connaissances dans les milieux scientifiques et universitaires. En tant que membre des *Cahiers de géographie*, il supervise la publication de nombreux articles sur le Nord. D'année en année, le nombre de publications sur le sujet augmente constamment⁸⁵. Si ces articles ne sont pas toujours de sa plume, il joue un rôle central dans les domaines des études nordiques et de la géographie à l'Université Laval qui contribue largement à cette effervescence. Au premier cycle, il continue d'enseigner le cours sur le Canada régional dans lequel il insiste sur les régions nordiques lors des années 1955, 1956, 1958 et 1959⁸⁶. Au-delà du monde universitaire, il participe aussi à la vulgarisation auprès du public, notamment à la télévision de Radio-Canada au printemps 1956⁸⁷.

3.3 Le Centre d'études nordiques

3.3.1 Jamais deux sans trois

À la fin des années 1950, une ouverture se profile pour la relance d'un projet de centre d'études nordiques alors que des intellectuels francophones abordent la question du

⁸² Québec (Province). Ministère des Ressources naturelles, *Aperçu sur le Nouveau-Québec : articles extraits de l'Annuaire du Québec 1964-1965*. p. 62.

⁸³ Louis-Edmond Hamelin, « Les monuments de cailloux dans le paysage arctique », *Cahiers de géographie du Québec* 1, 1 (1956) : p. 5-20.

⁸⁴ Louis-Edmond Hamelin, « Les tourbières réticulées du Québec-Labrador subarctique. Intégration morphoclimatique », *Cahiers de géographie du Québec* 2, 3 (1957) : p. 87-106.

⁸⁵ Louis-Edmond Hamelin et Aline Bussièrès, *Répertoire des travaux sur le nord publiés par le Centre d'études nordiques et l'Institut de géographie de l'Université Laval*, (Québec : Centre d'études nordiques, 1965).

⁸⁶ Hamelin et Poliquin, *Bio-bibliographie*, p. 25-26.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 35.

développement nordique dans l'espace public. Le bal est lancé le 30 octobre 1959 par une rubrique dans *Le Devoir* signée par le géographe Michel Brochu. À la suite de ce premier texte d'opinion, une série d'articles traitant de la recherche scientifique nordique faite par les Canadiens français sont publiés dans les journaux des semaines suivantes⁸⁸.

Natif de Québec, Brochu a obtenu sa licence en géographie à l'Université Laval en 1951⁸⁹. Il passe le reste de la décennie en France afin de poursuivre ses études. C'est en tant que chercheur à l'Université de Paris qu'il publie sa lettre ouverte dans *Le Devoir*. Depuis 1958, les recherches de Brochu l'amènent à s'intéresser aux phénomènes liés à la glaciologie fluviale. Il s'intéresse naturellement au Nord du Québec. L'absence de recherche scientifique francophone et organisée dans l'Ungava qu'il constate l'inquiète. Il craint que l'immense portion du territoire québécois que représente l'Ungava soit décrit, étudié et analysé sans que les Canadiens français y aient leur mot à dire, ou n'en retirent les bénéfices⁹⁰. C'est en soi quelque chose de significatif; pour lui étudier un territoire, c'est aussi se l'approprier. Il se plaint du manque d'intérêt et de fonds, mais surtout de l'absence d'un programme d'ensemble pour la recherche nordique. La recherche nordique dans le Canada français « tient de l'artisanat et l'improvisation », tant elle est dispersée⁹¹. Selon lui, la manière de pallier ce manque serait de fonder des centres de recherches universitaires dans le Nord dans les plus brefs délais, le tout coordonné par un organisme central relevant du gouvernement⁹². Il s'inspire par le fait même du rôle que joue en France l'Organisation commune des recherches subsahariennes (O CRS) basée à Paris⁹³.

L'article suscite des réponses dans le journal, notamment de la part du professeur de géologie à l'Université Laval René Béland. Ce dernier accuse Brochu de négliger les avancées faites dans les années 1950, soulevant en contre-argument le succès avorté du CRLNC et les études gouvernementales en matière de prospection minière et d'hydrologie. Il s'offusque notamment de l'idée avancé par Brochu, que ce serait par insouciance que les

⁸⁸ Michel Brochu, « Lettres au Devoir : Le Canada français et la recherche scientifique dans l'Ungava », *Le Devoir*, 30 octobre 1959, p. 4.

⁸⁹ Hamelin, *Écho des pays Froids*, p. 451.

⁹⁰ Brochu, « Le Canada français et la recherche scientifique dans l'Ungava », p. 4.

⁹¹ *Ibidem*.

⁹² *Ibidem*.

⁹³ *Ibidem*.

scientifiques canadiens ont tourné le dos à l'Ungava. Il n'estime pas que la recherche canadienne-française soit en retard, mais plutôt qu'elle est au stade approprié selon les conditions matérielles dont elle dispose⁹⁴. Il clôt sa réponse incisive avec espoir, entrevoyant positivement les développements futurs⁹⁵. Brochu réplique le 26 novembre, rectifiant certains propos mais ne démordant pas de sa critique initiale⁹⁶.

La bulle journalistique du mois de novembre 1959 est un bon indicateur de la traction que la recherche nordique a gagnée auprès de la société québécoise. Quelques années plus tôt, les articles de Rousseau sur la réserve des monts Otish demeuraient sans réponse. À la fin des années 1950, un véritable débat sur l'ouverture de l'Ungava par les Canadiens français est publié hebdomadairement dans un quotidien à grand tirage. Le message sous-jacent de tous ces articles est qu'il est du devoir des Canadiens français de s'intéresser au Nord de la province, d'y faire de la recherche pour s'appropriier et développer le territoire. Désormais, lorsque des scientifiques s'investissent dans le discours public pour présenter des points de vue sur l'Ungava, il y a une réponse. Une toute nouvelle intensité marque le sujet; quelques années auparavant, ce genre de débat sur l'Ungava n'avait lieu qu'au parlement, parmi les décideurs politiques, comme le prouve la réception du projet de 1955.

Louis-Edmond Hamelin et ses démarches se retrouvent, malgré lui, au cœur du débat. Dans chaque article, le projet du CRLNC est mentionné, que ce soit comme exemple d'une démarche positive ou comme symptôme des échecs canadiens-français dans l'Ungava. Il prend part à la discussion le 21 décembre 1959, alors qu'il publie sa propre réponse à Michel Brochu et René Béland⁹⁷. Il y établit plus clairement l'historique du projet de 1955, et en explique les causes d'échec, qu'il résume au manque de fonds. S'appuyant sur Béland, il insiste cependant sur le développement très rapide et effervescent d'une génération de jeunes chercheurs, et sur les désirs de plus en plus partagés de lancer cette conquête scientifique du nord⁹⁸.

⁹⁴ René Béland, « Lettres au Devoir : Les universitaires et l'Ungava », *Le Devoir*, 9 novembre 1959, p. 4.

⁹⁵ *Ibidem*.

⁹⁶ Michel Brochu, « Lettres au Devoir : Le Canada français et la recherche scientifique dans l'Ungava », *Le Devoir*, 26 novembre 1959, p. 4.

⁹⁷ Louis-Edmond Hamelin, « L'opinion du lecteur : Pour un centre de recherches arctiques d'expression française dans l'Ungava », *Le Devoir*, 21 décembre 1959, p. 4

⁹⁸ *Ibidem*.

Son intervention dans les journaux marque le début de la campagne pour une nouvelle mouture du centre de recherche nordique francophone. Hamelin semble vouloir profiter du *momentum* dans l'intérêt public, ainsi que de l'opportunité que lui offrent les élections provinciales prochaines. Il faut rappeler que l'ancien chef du parti Libéral et éminence grise du programme électoral de 1960, George-Émile Lapalme, était le plus grand allié politique d'Hamelin à l'époque du projet de 1955-1956. Le nouveau chef du parti, Jean Lesage, a quant à lui œuvré au gouvernement fédéral en tant que ministre des Affaires du Nord. Le Parti libéral se fait aussi un grand avocat d'un développement national des ressources naturelles, par l'entremise d'un nouveau ministère à cet effet, qui serait dirigé par le candidat-vedette René Lévesque. L'approche dirigiste et la nouvelle âme nationaliste du parti libéral pourraient être un atout pour le projet nordique. Avec les déboires de l'Union nationale, l'usure du pouvoir et le décès subit de Maurice Duplessis en septembre 1959, un changement de gouvernement en faveur des libéraux devenait de plus en plus envisageable. Autant d'événements favorables à la création d'un centre de recherche nordique par l'Université Laval⁹⁹.

La nouvelle mouture du projet fait ainsi l'objet d'une campagne en 1959, se greffant au débat de Brochu et Béland, mais orchestrée par un Hamelin qui flaire une ouverture. En parallèle aux médias, il pénètre la sphère politique et se cherche des alliés au gouvernement. Bien que les perspectives d'un changement de garde à Québec motivent sans doute la démarche d'Hamelin, il ne se limite pas au Parti libéral. Il s'assure ainsi d'être écouté, qu'importe le résultat de l'élection de juin 1960. Au printemps 1960, il écrit à la fois au ministre d'État Armand Maltais et au Premier ministre unioniste Antonio Barrette¹⁰⁰. Dans les deux lettres, il mentionne le projet de 1955 qu'il a piloté, ainsi que l'appui du recteur de l'Université Laval Monseigneur Vachon en faveur d'une relance du projet. Surtout, il profite de cet engouement pour réfléchir et retravailler les écueils de la première version.

⁹⁹ Duplessis meurt en novembre 1959 de manière subite. Son successeur, Paul Sauvé, connaît un sort semblable en janvier 1960. Antonio Barrette doit ainsi jongler avec ce changement dans le leadership du parti, mais aussi avec certains scandales qui minent le parti depuis 1958.

¹⁰⁰ AUL, P311, J3.10, *Lettre de Louis-Edmond Hamelin à Armand Maltais du 21 mars 1960*; AUL, P311, J3.10, *Lettre de Louis-Edmond Hamelin à Antonio Barrette du 7 avril 1960*.

Cette nouvelle réflexion prend tout son sens lors l'année 1960, aboutissant au mémoire intitulé *Pour un centre nordique*, qui paraît en décembre 1960¹⁰¹.

3.3.2 Pour un centre nordique

Pensé et écrit en 1960, le mémoire d'Hamelin est une évolution du projet précédent. Bien que très semblable au concept initial, la nouvelle mouture propose plusieurs changements cruciaux. Certains des éléments de 1955 sont relégués aux oubliettes; d'autres sont reformulés autrement. Il y a aussi quelques nouveautés. Ces modifications tirent leur origine des leçons tirées de la tentative ratée de 1955, mais aussi des conjonctures politique et scientifique qui ont évolué depuis. L'analyse des continuités et des changements dans le projet évoque la nature tout aussi changeante du développement nordique scientifique québécois.

Dès la première phrase du document, Hamelin évoque le projet de 1955 et présente le mémoire de 1960 comme sa suite logique¹⁰². L'essence est la même : former un centre de recherche universitaire francophone dans l'Ungava. Ce centre multidisciplinaire serait opéré par l'Université Laval et financé par le gouvernement du Québec. Il aurait pour but de favoriser la recherche scientifique dans le Grand Nord et de diffuser les connaissances acquises¹⁰³. Cette diffusion servirait à la fois au développement de la science canadienne-française, à la participation des Québécois à la communauté scientifique internationale et au développement économique de la province¹⁰⁴. L'urgence de fonder ce centre est motivée par le fait que les francophones sont en retard sur les anglophones, qui bénéficient déjà d'un centre nordique et d'institutions qui supportent la recherche¹⁰⁵. Encore une fois, lorsqu'il mentionne les sujets de recherche potentiels, il reprend les *leitmotifs* de la recherche nordique depuis plus de dix ans : exploitation minière, potentiel hydrologique, et frontière Québec-Labrador¹⁰⁶.

L'exploitation des ressources naturelles demeure un enjeu principal. Au-delà du réquisitoire *Pour un centre nordique*, Hamelin publie conjointement avec Paul Bouchard

¹⁰¹ Hamelin, *Pour un centre nordique*.

¹⁰² Hamelin, *Pour un centre nordique*, p. 1.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 3-7.

¹⁰⁴ *Ibidem*.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 4.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 10.

un autre mémoire sur *Les ressources naturelles* à la Société de Géographie de Québec le 11 janvier¹⁰⁷. Cette démarche parallèle, mais logiquement conjointe à celle du CEN, est présentée directement à René Lévesque. L'approche de ce mémoire mise spécifiquement sur l'exploitation des ressources naturelles qui demeure impossible sans la tenue d'un inventaire et de recherches de base. Si le mémoire ne concerne pas spécifiquement le Nord, il est toutefois clair dans les propos que les régions les moins connues se doivent d'être placées en priorité¹⁰⁸. Le document complète alors naturellement celui visant à la création d'un centre de recherche nordique.

La vision des populations autochtones locales est en continuité avec l'approche adoptée en 1955. Encore une fois, leur mention est très rare. Lorsqu'il aborde le sujet des Inuit, il en parle une fois de plus comme étant un sujet d'étude parmi tant d'autres, voire même de manière un peu négligée. À titre d'exemple, c'est encore une fois à la fin d'une liste de sujets potentiels qu'il mentionne les enjeux « Blancs-Esquimaux »¹⁰⁹. Aussi, alors qu'il établit une liste de chercheurs potentiels que le centre pourrait engager, il propose, naturellement Jacques Rousseau. Il décrit brièvement ses accomplissements afin de prouver la pertinence de l'embauche éventuelle de ce dernier. Dans ce court paragraphe qui devient une sorte de résumé de la carrière de Rousseau, il ne le vante qu'en tant qu'homme d'expérience dans le Nord et botaniste de renom. Il ne fait aucune mention de sa renommée presque aussi grande, et d'autant plus appropriée au domaine des études nordiques, en ethnologie, ou de ses contacts avec les populations locales, qu'elles soient cries, inuit ou innues¹¹⁰. Cette omission indique une fois de plus le peu de considération pour les Nations autochtones. Il ne voit pas la nécessité d'inclure dans son argumentaire validant le prestige d'un chercheur potentiel du centre le fait que ce dernier est un expert du sujet, ce qui prouve qu'il néglige la pertinence de ces connaissances.

Reprenant le même objectif et requérant les mêmes moyens, le projet est dans la suite directe de celui de 1955. Porté par la communauté savante qui se range derrière le géographe de l'Université Laval, le succès de ce projet repose encore une fois sur

¹⁰⁷ Louis-Edmond Hamelin et Paul Bouchard, *Les ressources naturelles* (Québec : Mémoire de la Société de géographie de Québec et de l'IGUL, 11 janvier 1961).

¹⁰⁸ Hamelin et Bouchard, *Les ressources naturelles*.

¹⁰⁹ Hamelin, *Pour un centre nordique*, p. 10.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 24-25.

l'adhésion du gouvernement à Québec qui est vu comme le bailleur de fonds le plus probable et logique. Après tout, c'est par et pour la communauté scientifique québécoise et francophone que ces projets sont imaginés et proposés depuis déjà plus d'une décennie. L'appui à la recherche nordique dépendait, à l'époque de Rousseau, de sa capacité à fournir des informations utiles au gouvernement. En 1955, c'est la même chose; le projet du CRLNC ne proposait pas de connaissances particulièrement utiles ou d'une approche assez novatrice pour convaincre Duplessis de l'appuyer. Hamelin comprend bien que pour obtenir ce centre de recherche nordique auquel lui et la communauté scientifique de l'époque tiennent tant, il se doit de changer son projet, afin de le présenter sous une forme convaincante. Heureusement pour lui, il fait face à un nouvel interlocuteur suite à la victoire du Parti libéral de Jean Lesage aux élections du 22 juin 1960.

Un des changements les plus importants en est un de forme, la version de 1960 étant significativement plus longue, plus étoffée et précise. Entre les deux documents, on observe une évolution significative dans la structure et le ton. En 1955, c'est un ensemble de vingt-trois pages qu'Hamelin et l'Université Laval présentent à la classe politique; de ces vingt-trois pages, quatorze forment la portion mémoire, où l'argumentation en faveur de la création du centre est élaborée. Les autres pages présentent des documents connexes, sans grande valeur rhétorique comme l'historique du projet, les rapports financiers de son voyage d'exploration ou le fruit du travail de Charles De Harveng. En 1960, c'est sur trente-et-une pages que le mémoire déploie son argumentaire. Non seulement le volume total est plus grand, mais les portions les plus pertinentes et portant sur l'application du projet sont gonflées plutôt que celles plus anecdotiques, absentes cette fois-ci.

La structure argumentative change aussi beaucoup. Hamelin y présente des tableaux précis des dépenses et des coûts prévus, plutôt que des estimations comme en 1955. Cela permet d'approfondir le plaidoyer pour l'obtention du financement nécessaire, ce qui est, après tout, l'objectif principal du mémoire. Ce qui était le sujet de quelques paragraphes dans le mémoire de 1955 est présenté dans une section complète du mémoire, courant sur six pages appuyées d'un tableau et de calculs dans le second¹¹¹. Avec une approche plus bureaucratique, et présenté dans un langage plus facilement assimilable pour les décideurs

¹¹¹ Hamelin, *Pour un centre nordique*, p. 16-21.

provinciaux, Hamelin et l'Université Laval se donnent les moyens de convaincre les principaux intéressés. Le ton utilisé est moins personnel; il omet de mentionner ses relations amicales avec les partenaires du projet ou de résumer sa passion pour le Nord. Il ne fait aucun doute que le mémoire de 1960 est le résultat de réflexions plus mûres, mais aussi d'une approche plus stratégique. La forme du texte est pensée en fonction de convaincre des décideurs au sein de l'administration publique. L'évolution de la discipline lors des dernières années y est pour quelque chose. Au gré de la professionnalisation de la géographie universitaire, le projet apparaît moins personnel, et plus neutre, plus scientifique et plus professionnel. En comparaison, la démarche de 1955 tient beaucoup plus du domaine des idées que de la mise en application.

Au-delà de la forme, l'argumentation change aussi beaucoup. Par exemple, il abandonne complètement le concept d'humanisation du territoire. Ce faisant, on s'écarte de l'idée blanchardienne de « faire » cet espace à l'image humaine, afin de le rendre prêt à accueillir une nouvelle population. L'humanisation était une manière de présenter le territoire à l'occupation des Canadiens français, des Canadiens du Sud. L'étudier, par un centre de recherche, aurait permis d'en augmenter la présence. Désormais, cet objectif est mis au ban. Cette relégation s'explique peut-être par la relative absence, dans cette mouture, de l'influence des Oblats. En effet, on ne remarque pas de correspondance avec ces derniers de la part d'Hamelin lors des années 1959 et 1960. Les Oblats avaient comme objectif de faciliter l'évangélisation, et croyaient qu'une plus grande présence de francophones dans l'espace nordique aiderait leur cause. Étant donné qu'ils ne sont pas inclus dans le projet de 1960 qui s'intéresse bien plus aux ressources naturelles qu'aux âmes des populations locales, la question de la présence humaine n'y est pas aussi centrale.

Fort des études supplémentaires réalisées au courant des dernières années, Hamelin en est sûrement venu à comprendre les difficultés d'une « humanisation » de ces espaces. Surtout, il comprend comment l'exploitation des ressources et la mise en valeur du territoire n'ont besoin, dans les faits, que de quelques agents du Sud. L'« humanisation » est à la fois trop compliquée et pas assez rentable. La conception et la mise en place d'une approche d'action à distance apparaît une fois de plus comme une évidence dans ce cadre-ci. Dans cette deuxième mouture, il remplace simplement l'objectif d'« humanisation »

par celui de développement décliné sous trois angles : le développement de la nation, de l'État et de la science. Un centre nordique contribuerait à mettre de l'avant ces trois objectifs interreliées.

La dimension nationaliste est encore centrale, mais porte de nouvelles couleurs. Faciliter la participation des francophones au développement nordique demeure un cheval de bataille important. On y trouve des traces de cette idée que la science agit à titre de moteur pour la nation, ce qu'on voyait déjà dans les écrits de Marie-Victorin et de Jacques Rousseau. Le mémoire d'Hamelin fait référence à l'autojustification de la science : plus il y a de recherches, plus les connaissances augmentent, ce qui ouvre la porte à plus de recherches¹¹². Toutefois, on remarque que le discours sur la rivalité avec les anglophones est moins présent. À plusieurs reprises dans le projet de 1955, Hamelin justifiait l'urgence de créer une institution de recherche nordique par le fait que les anglophones y étaient déjà, insinuant ainsi que les Canadiens français prenaient du retard. C'était un discours qui supposait une course au Nord entre les deux groupes linguistiques et duquel émanait une certaine rivalité. Bien qu'absente du mémoire de 1960, ces enjeux nationaux et linguistiques étaient au cœur de la campagne de presse de 1959 qui précède cette nouvelle itération¹¹³. Préférant sans doute ne pas mettre cet argument de l'avant-plan dans le mémoire afin de le rendre attrayant peu importe le résultat des élections de 1960, ces intentions demeurent toujours en filigrane dans la vocation du CEN.

Là où la vision nationaliste s'écarte des deux versions précédentes, c'est en ce qui a trait à la volonté de diffusion au public. Le centre porterait en lui-même un appareil de diffusion des connaissances. Les savoirs accumulés grâce au centre serviraient à combler la « très faible connaissance populaire de cette moitié septentrionale du Québec »¹¹⁴. Dans la version de 1955, et même dans celle de 1949, l'institution de recherche nordique était toujours porteuse d'un objectif national, mais souvent destiné aux élites. Les élites intellectuelles et les universitaires ont toujours été vus comme les principaux bénéficiaires

¹¹² Hamelin, *Pour un centre nordique*, p. 14.

¹¹³ Voir les articles préalablement cités : Brochu, « Le Canada français et la recherche scientifique dans l'Ungava », 26 novembre 1959 ; Béland, « Les universitaires et l'Ungava » ; Brochu, « Le Canada français et la recherche scientifique dans l'Ungava », 26 novembre 1959 ; Hamelin, « L'opinion du lecteur : Pour un centre de recherches arctiques d'expression française dans l'Ungava ».

¹¹⁴ Hamelin, *Pour un centre nordique*, p. 10.

de ces projets. Il en va de même pour l'élite économique, par le biais de l'entreprise privée, et de l'État, par le biais de l'appropriation du territoire. En 1960, c'est la première fois que la population générale est invoquée comme étant directement bénéficiaire d'un tel centre.

La logique est la suivante : en accumulant, puis en diffusant des nouvelles connaissances sur le territoire, on permettrait la construction d'un imaginaire nordique pour la population québécoise. C'est une manière de permettre l'appropriation du Nord par l'ensemble de la société. Les formulations et les arguments en ce sens se suivent et se succèdent : « ce ne serait pas un tort que d'enseigner aux Québécois ce qui compose les deux-tiers de leur Province », en est un exemple flagrant¹¹⁵. Hamelin énumère d'ailleurs plusieurs manières de rendre ces notions accessibles au public. Il souhaite la préparation d'un atlas descriptif grand public, la publication d'un bulletin de nouvelles mensuel, la production d'une série de « télémissions », d'un film documentaire, et même peut-être la mise sur pied d'un musée de l'Ungava dans le Québec méridional¹¹⁶.

Cette volonté d'éduquer la population du Québec à propos du territoire nordique fait écho aux valeurs de Louis-Edmond Hamelin en ce qui concerne le rôle de la science et des intellectuels dans la société. À la suite de sa participation au Congrès de la Langue française en 1952, il transpose sa communication dans un article sur *L'enseignement de la géographie et l'éducation patriotique*. Il y parle de l'importance de l'enseignement de sa discipline afin de former le caractère citoyen : « La connaissance d'un pays est à la base de l'amour qu'on peut lui porter »¹¹⁷. Il fait la promotion de la géographie en tant que sujet scolaire permettant aux étudiants d'acquérir cette connaissance de leur territoire. Il pense aussi que la géographie est un apprentissage qui doit se poursuivre par-delà les bancs d'école, et que les citoyens de tous âges ont le devoir de demeurer à jour et de rester informé. Cette même approche se retrouve dans l'insistance qu'il témoigne afin de rendre les futures connaissances accumulées au CEN disponibles au public. Bien sûr, il étend son approche, autrefois strictement géographique, à une approche multidisciplinaire. Il semble néanmoins qu'il y ait un lien fort entre l'idée d'une éducation patriotique en 1952, et

¹¹⁵ Hamelin, *Pour un centre nordique*, p. 13.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 10 et 15.

¹¹⁷ Louis-Edmond Hamelin, « L'enseignement de la géographie et l'éducation patriotique » *Mémoires du 3^e Congrès de la Langue française*, (1952) : p. 234-241.

l'objectif que les Québécois connaissent « ce qui compose les deux-tiers de leur province »¹¹⁸.

Cette approche dans le mémoire de 1960 doit surtout être mise en relation avec l'évolution du nationalisme québécois à cette époque. La vision de l'État et de la nation promu par les partis politiques québécois est en plein changement. À la fin des années cinquante, il y a une confrontation entre la vision autonomiste et conservatrice de l'Union nationale, et une forme de nationalisme moderne incarné dans le projet d'État-providence porté les libéraux. Pour ces derniers, le rôle de l'État n'est pas que de protéger les intérêts de la nation, mais aussi de se mettre au service de celle-ci : la province n'est pas que le défenseur des intérêts de la collectivité nationale, il en est aussi le promoteur. La mise en place de mesures étatiques structurantes est une manière de mettre en valeur la nation. Ce type de nationalisme est promu par le Parti libéral lors des campagnes électorales de ces années : on vise la création de nombreux services publics et la mise en place d'un État-providence interventionniste¹¹⁹.

Le manque de structures nationales, déploré par les tenants de cette idéologie, devait être comblé. L'argumentaire nationaliste d'Hamelin en faveur de la création d'une institution étatique peut être compris davantage selon ce paradigme politique. Est-ce qu'il souscrit à cette vogue, à ce changement dans la vision de la nation? Ou plutôt, est-ce qu'il sait qu'il s'adresse, par son mémoire, à une nouvelle classe politique? En 1955, alors qu'il s'adresse à Maurice Duplessis et à l'Union nationale, le mémoire fait davantage référence à l'utilité que le centre de recherche pourrait avoir pour les entreprises d'exploitation privées dans le Nord¹²⁰. On y trouve plusieurs arguments mettant en valeur le potentiel économique et la collaboration avec des entreprises privées, énumérant même les différentes minières déjà en action ou en prospection dans l'Ungava¹²¹. Dans le mémoire de 1960, on retrouve ce genre de discours moins fréquemment et il est évoqué de manière plus subtile¹²². Hamelin fait plutôt le choix de mettre de l'avant les intérêts de la population

¹¹⁸ Hamelin, *Pour un centre nordique*, p. 13.

¹¹⁹ Pour plus de contexte sur cette évolution, voir Pâquet et Savard, *Brève histoire de la Révolution tranquille*.

¹²⁰ Hamelin, « Document III : Mémoire concernant la création d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval », p. 4, 6 et 8.

¹²¹ *Ibid.*, p. 12.

¹²² Hamelin, *Pour un centre nordique*.

générale, comme garantie de cette initiative structurante que représenterait la création d'un centre d'études nordiques. Dans le même ordre d'idées, le discours de rivalité linguistique moins présent se comprend mieux à la lumière des nouvelles orientations politiques du gouvernement. S'adressant au Parti libéral, la rhétorique de rivalité anglaise et française n'est pas de mise.

Ainsi, l'analyse comparée des projets de 1955 et de 1960 révèle que l'argumentaire change beaucoup selon le destinataire. Le discours est modelé en fonction du parti au pouvoir et de ses orientations idéologiques. En 1960, alors qu'il prépare son projet, Hamelin imagine une institution dont l'architecture correspond à l'idéologie du Parti libéral afin de toucher la cible et de parvenir à convaincre de la pertinence de la création du centre d'études nordiques. Lesage et son équipe s'intéressent au Nord au-delà de son potentiel économique, le voyant aussi comme une partie du territoire national à prendre en main. Ils adoptent une posture interventionniste, plaçant l'État comme moteur de développement économique, certes, mais aussi culturel et social. En ce sens, Hamelin fait le choix de présenter à plusieurs reprises les exemples d'organisations semblables dans d'autres pays, vantant souvent l'approche interventionniste de ces états¹²³. De plus, le fait de prendre ses distances avec les organisations religieuses à l'origine du projet de 1955, est aussi une manière d'achever une plus grande cohérence idéologique avec les politiques libérales de l'époque.

Il est important de rappeler que l'appropriation du territoire, qui passe entre autres par l'élévation de la connaissance générale du Nord en plus de son exploitation économique, se fait toujours au détriment, ou plutôt dans l'ignorance des populations locales. Le Nord est élevé comme objet d'intérêt pour l'imaginaire national et comme source de revenus pour l'État-nation en pleine construction, mais n'est jamais considéré comme le territoire de vie des Autochtones. L'opinion d'Hamelin sur ces derniers apparaît avec clarté alors qu'il énumère les sujets de recherches abondants du Nord québécois. En queue de liste, il mentionne « l'adaptation des Esquimaux à la 'civilisation' du Canada du Sud »¹²⁴. La science nordique, n'est pas seulement qu'une question de colonialisme

¹²³ Hamelin, *Pour un centre nordique*, p. 3-4.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 16.

d'exploitation et d'accumulation des richesses, ou un moyen de s'arroger le contrôle sur un territoire. La science est aussi un moyen de poursuivre un autre aspect du colonialisme canadien et québécois qui repose sur un rapport de domination et d'assimilation des populations locales.

Contrairement au mémoire de 1955, il n'y a pas dans le plan de 1960 de long exposé sur la localisation du centre. Il se contente d'environ une page, dans laquelle il mentionne que le meilleur lieu serait sans doute Fort Chimo. Les infrastructures avantageuses de la ville nordique sont évoquées comme raison de ce choix. Surtout, Hamelin a développé une nouvelle vision quant aux infrastructures. Plutôt que de proposer un seul centre de recherche permanent, il imagine désormais un réseau d'infrastructures, dont le point névralgique serait Fort Chimo¹²⁵. Il organiserait le Centre d'études nordiques de la manière suivante : un camp de base à Fort Chimo relié aux différents lieux d'études où pourraient se retrouver d'autres camps permanents, mais subordonnés. Il mentionne ainsi les rives du Détroit d'Hudson, la rive est de la Baie James, et même l'intérieur des terres, citant les monts Otish comme lieu d'intérêt. Il voit un potentiel envers la formation de centres dans les régions pionnières à la frange sud de l'Ungava, comme Chibougamau, Mattagami ou au Lac Jeannine¹²⁶. À cet archipel de centres permanents se grefferaient un peu partout sur le territoire autant de stations temporaires que nécessaires en fonction des besoins spécifiques. Par exemple, un chercheur qui s'intéresse à l'embouchure de la rivière Kogaluk, sur la Baie d'Hudson, se rapporterait au centre le plus proche, celui d'Ivujivik. Les données assemblées à Ivujivik seraient ensuite rassemblées à Fort Chimo. De Fort Chimo, nouvelle capitale scientifique du Nord, le transfert des connaissances vers Québec et les centres de pouvoirs du Sud serait d'autant plus simplifié.

Cette approche a plusieurs avantages. D'une part, il vient trancher en faveur de Fort Chimo, ce qui semble un compromis qui rend le projet plus facilement, plus économiquement et plus rapidement réalisable. Mais surtout, en mentionnant que Fort Chimo serait le point de départ d'une entreprise plus ambitieuse, Hamelin présente moins un centre qu'un réseau au potentiel infini¹²⁷. Cette approche tentaculaire, où chaque

¹²⁵ Hamelin, *Pour un centre nordique*, p. 12.

¹²⁶ *Ibidem*.

¹²⁷ *Ibidem*.

extrémité du vaste territoire de l'Ungava semble être couverte, présente une cartographie intéressante pour le gouvernement et pour la population générale. La présence scientifique et institutionnelle financée par l'État s'appliquerait alors à l'étendue du territoire. Plus qu'une station à quelques milliers de kilomètres, dans un territoire très différent de celui que les Québécois connaissent, le CEN ressemble plutôt à une chaîne d'installations qui le pénètrent entièrement à partir du Sud. Au niveau scientifique, le CEN agit sur plusieurs écosystèmes différents, et permettrait l'accumulation de données nombreuses et variées.

Cette fois-ci, Hamelin développe de manière plus précise le schéma de circulation des connaissances. Plutôt que de discourir sur les différentes options possibles, Hamelin insiste sur la création d'un centre permanent à Fort Chimo lui-même relié à Québec. Il propose ainsi un plan très réalisable et en apparence beaucoup plus solide qui permet aisément de comprendre la mécanique à l'œuvre dans le cycle d'accumulation. Les données colligées à travers le territoire se retrouveraient d'abord centralisées à Fort Chimo, avant d'être envoyées dans le Sud. Tout naturellement, c'est Québec qui s'impose comme le point de réception, puisqu'il s'agit à la fois du siège de l'Université Laval et du centre politique de la province. Le réseau d'accumulation est schématisé de manière à faire de Fort Chimo un centre régional agissant lui-même sur d'autres points. Il est plus facile, par ces corridors savamment bâtis, de faire parvenir à Québec des informations sur le territoire. Surtout, au deuxième niveau, Fort Chimo est présenté comme un point d'action à distance prenant le relais d'un autre centre situé à Québec. Chaque station nordique est à la fois un centre d'accumulation, de calcul et un pôle d'action à distance qui agit comme lieu de pénétration du Sud. Cette approche tentaculaire du réseau scientifique incarne l'action à distance qui est nécessaire au déploiement des ambitions coloniales de la province.

Grâce à un tel réseau, Québec pourrait désormais poser des actions autrefois impossibles. Puisque l'accumulation de connaissances permet le rassemblement des conditions nécessaires à l'exercice du pouvoir, la naissance d'un centre d'accumulation aussi efficace, institutionnalisé et stable augmente la capacité de gouverner le Nord de la péninsule à partir de Québec. Par la multiplication des recherches et la mise en commun des résultats, la connaissance du Nord augmenterait de manière fulgurante. Rapidement, les fonctionnaires et les décideurs au sein des différents ministères pourraient compter sur

ces centres de pouvoir pour obtenir les données nécessaires à la prise de décisions permettant d'administrer le Nord à partir du Sud.

Les projets de centre nordique précédents n'étaient pas aussi clairs et concis dans leurs approches. S'il était possible d'appliquer le cadre de l'action à distance de Latour aux projets de protection des caribous, de la réserve intégrale des monts Otish, ou du CRLNC, il n'était toutefois pas possible d'y appliquer l'ensemble du schéma. Avec le projet d'Hamelin, on voit aussi bien l'articulation entre l'accumulation de données, le *centre de calcul*, et l'action à distance. Le tout organisé de manière circulaire et perpétuelle. En 1960, la proposition du CEN présente au gouvernement du Québec une option clé en main lui permettant d'entrer dans l'Ungava et de s'y implanter. C'est là que réside le changement le plus significatif de cette itération du projet.

3.3.3 Réception et officialisation du projet.

C'est en janvier 1961 que Louis-Edmond Hamelin et le recteur de l'Université Laval Mgr Vachon présentent le mémoire à George-Émile Lapalme. Depuis l'élection du Parti libéral de Jean Lesage en juin 1960, il occupe désormais le poste de Vice-premier ministre et de procureur général de la province. Les rencontres se poursuivent au printemps, impliquant aussi le nouveau ministre des Ressources naturelles, René Lévesque. Le centre est finalement formé en principe lors d'une séance du conseil universitaire de l'Université Laval le 14 avril 1961¹²⁸.

Il reste toutefois la question du financement à régler, et certaines étapes administratives sont toujours en suspens. Les pourparlers avec le gouvernement se poursuivent de façon accélérée au début de l'été. Une des premières actions du nouveau centre est de coordonner une mission scientifique dans l'Ungava. Géographe et chercheur de l'Université Laval, Benoît Robitaille se rend au détroit d'Hudson avec quatre de ses collègues. C'est la première activité de recherche chapeauté par le CEN. Il est financé par le Conseil national de recherche à la hauteur de 4 000 \$¹²⁹. Hamelin les rejoint un peu plus tard. En effet, au même moment, ce dernier est en correspondance avec René Lévesque. À

¹²⁸ AUL, P311, J3.11, *Histoire chronologique abrégée du centre d'études nordiques de l'université Laval*, p. 4.

¹²⁹ AUL, P311, H1.3, *Rapport annuel du centre d'études nordique de l'université Laval, no.1 1961-1962*, p. 8.

la suite d'une rencontre le 13 juin 1961, il lui fournit, le 17 du même mois, un budget détaillé pour la première année du CEN, demandant une subvention de 24 350 \$¹³⁰. Ce budget sert autant au financement d'expéditions scientifiques comme celle de Robitaille, qu'à couvrir les coûts de la fondation administrative du centre et ses besoins matériels. Le 2 août 1961, le budget est alloué par un arrêté ministériel intitulé « Concernant une subvention à l'Université Laval pour un Centre d'Études Nordiques »¹³¹. Tout naturellement, c'est Hamelin qui est officiellement nommé directeur du Centre. Le conseil d'administration est formé en décembre et tient sa première réunion le 20 novembre 1961. Bien que l'inauguration officielle ait lieu lors d'une cérémonie tenue le 27 janvier 1962, Hamelin lui-même considère l'année 1961 comme l'année de naissance du CEN, étant donné que c'est à ce moment que toutes les étapes charnières se sont produites¹³².

Comment expliquer cet aboutissement? D'emblée, le mémoire de 1960 comble les lacunes du projet de 1955. Il se distingue de celui-ci en s'éloignant des plus gros problèmes qu'il comportait, et qui ont causé son échec. Celui de 1955 était imprécis et présentait un projet beaucoup plus coûteux dont les bénéfices étaient moins apparents, ou qui semblaient moins utiles au gouvernement de l'époque. Aussi, le projet du CRLNC était beaucoup plus abstrait dans son application et dans sa structure d'accumulation des connaissances. Tous ces éléments étaient cruciaux afin que le gouvernement s'engage à appuyer Hamelin et l'Université Laval.

En proposant un plan plus calculé, pragmatique et complet, Hamelin et l'Université Laval ont livré à leur bailleur de fonds une meilleure proposition. Il y a, dans la démarche de 1960, un projet beaucoup plus mûr, formulé dans un langage bureaucratique assimilable par l'État. Hamelin précise le budget, demandant un octroi de 56 500 \$ qu'il justifie par un programme étoffé, mais aussi en le comparant à d'autres organismes du genre à travers le monde. À l'inverse, le budget de 1955 est présenté dans un seul paragraphe qui mentionne que les dépenses seront très importantes et que la province devrait être le partenaire principal¹³³. Il ne fait pas de doute que malgré les coûts estimés, la deuxième version est

¹³⁰ AUL, P311, J3.11, *Lettre de Louis-Edmond Hamelin à René Lévesque du 17 juin 1961*.

¹³¹ AUL, P311, J3.11, *Histoire chronologique abrégée*, p. 4.

¹³² AUL, P311, H1.3, *Rapport annuel du centre d'études nordique*, p. 3.

¹³³ Hamelin, « Document III : Mémoire concernant la création d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval », p. 6

plus envisageable car plus concrète. Surtout, lorsque les pourparlers avancent durant l'année 1961, Hamelin admet ses écarts d'estimation pour le montant de départ, calculant un besoin précis de 24 350 \$ pour que la première année du centre soit possible¹³⁴. En somme, les demandes financières sont beaucoup plus raisonnables et précise qu'en 1955, ce qui contribue nécessairement à convaincre Québec d'être partenaire.

Les bénéfices que la province pourrait en retirer sont d'autant plus intéressants dans la deuxième mouture. C'est dans cet aspect que le changement de discours, pour une approche plus nationaliste et libérale joue en la faveur d'Hamelin. En 1955, il insiste sur un aspect qui ne colle pas vraiment aux orientations nordiques de l'Union nationale, soit l'« humanisation » du territoire. Il se sert de ce concept pour y englober les avancées qui pourraient être faites au niveau de la recherche scientifique, ce qui serait très rentable à terme afin d'exploiter le territoire ou de satisfaire les ambitions de Québec sur la question de la frontière du Labrador. Or, ce qui se dégage de ce mémoire, c'est que le Centre ne donnerait pas vraiment davantage à ce que Québec était déjà capable de retirer du territoire dans les années 1950. En effet, que ce soit par des expéditions scientifiques « à la carte » comme celles de Jacques Rousseau, par les concessions aux entreprises privées, ou par le biais de services de recherches provinciaux, les informations scientifiques nécessaires à l'exploitation des ressources naturelles dans le Nord sont déjà acquises aux yeux du gouvernement Duplessis. La création d'un centre de recherche faciliterait certainement cette acquisition, mais pas assez pour justifier l'implication gouvernementale. L'intérêt pour le Nord est vif, mais se l'approprier au-delà de ses richesses afin d'en faire un espace de savoir pour le développement de la nation n'est pas une priorité. Au mieux ce n'est que le rêve de quelques scientifiques et missionnaires intrépides. En 1960, l'interlocuteur a changé. Bien qu'il suive toujours cet impératif de développement économique et national par l'exploitation des richesses du Nord, le Parti libéral entrevoit le rôle de l'État à travers une structure économique interventionniste appuyée sur une rhétorique de modernisation.

Pour Duplessis, l'enrichissement québécois passait par l'exploitation des ressources naturelles et se calculait en revenus chiffrables et immédiats. C'est encore le cas pour le Parti libéral de Jean Lesage, sauf que désormais, la facture se compte autrement.

¹³⁴ AUL, P311, J3.11, *Lettre de Louis-Edmond Hamelin à René Lévesque du 17 juin 1961*.

L'enrichissement du Québec est pensé comme d'autant plus grand si l'État dirige cette exploitation. Par l'accumulation de connaissances scientifiques, l'État se donne l'option de mieux articuler son expansion sur le territoire et d'en faire un espace national viable et économiquement rentable. L'appropriation du territoire passe par son occupation et par sa connaissance. La création d'un centre d'études nordiques, pour en revenir aux mots de Pierre Dagenais, devient un premier « acte d'occupation »¹³⁵. En créant une institution publique relevant du milieu universitaire et politique, l'État se dote de ses propres moyens pour s'approprier et contrôler le territoire. En mettant la main sur l'espace nordique, Québec vient ouvrir de nouveaux horizons pour rêver les bénéfices que les Canadiens français pourront retirer de leur province.

L'inauguration du Centre d'études nordiques est l'aboutissement et le succès des démarches de développement et d'institutionnalisation de la recherche scientifique nordique entamée depuis les années quarante. Son succès est peut-être un symptôme de ce changement de gouvernance qu'on appelle la Révolution tranquille, mais le CEN n'est pas pour autant le fruit de cette idéologie. Si c'est à ce moment que le projet aboutit, c'est parce qu'il a été adapté et formaté à la conjoncture politique de l'époque. Le contexte est, en 1960, plus favorable à une nouvelle formule permettant de présenter le Centre d'études nordiques comme le support aux aspirations nationales. Le cœur du projet toutefois demeure toutefois très semblable à ce qui était proposé par Hamelin en 1955, et imaginé par Rousseau dans les années 1940.

Le 7 août 1961, soit quelques temps avant l'inauguration du CEN, Hamelin participe à l'émission *Commentaire* de la radio de Radio-Canada, où il fait la promotion de la recherche nordique¹³⁶. Dans cette causerie intitulée *La mise en valeur du Nouveau-Québec par les Canadiens français*, il présente au public une nouvelle ère pour la recherche et la présence québécoise dans le Nord. Après avoir dépeint un paysage désolant, hostile et vide, Hamelin mentionne la richesse immesurable en minerais et en hydroélectricité : il est

¹³⁵ AUL, P311, J3.10, *Lettre de Pierre Dagenais à Louis-Edmond Hamelin du 19 décembre 1955*.

¹³⁶ AUL, P311, H1.3, *La mise en valeur du nouveau Québec*, Transcrit d'une causerie prononcée à Radio-Canada, à l'émission *Commentaires* le 7 août 1961.

impératif de s'atteler à la mise en valeur de l'Ungava. Cette mise en valeur passe selon lui par trois domaines : culturel, politique, et économique¹³⁷.

Par culturel, il entend la mise en valeur de cet espace nordique comme un territoire de langue française. Il insiste sur ce point en reprenant d'ailleurs l'expression de René Lévesque : « ce qui frappe, dans le nord, c'est la présence des autres »¹³⁸. Il se plaint du fonctionnement actuel des activités dans l'Ungava qui se font toutes en anglais, de la prospection à l'évangélisation, en passant par les radios-communication et le commerce. Il insiste sur la création d'un réseau scolaire francophone, mais aussi sur l'importance du nouveau centre de recherche d'expression française, le CEN, afin d'inverser la tendance¹³⁹. La conduite de la recherche scientifique en français est vue comme un avantage à la présence du Québec dans ce territoire.

Par politique, il souhaite l'installation d'une véritable administration centralisée provenant du Sud. Surtout, il insiste sur le domaine économique : l'exploitation des richesses ne peut se faire efficacement sans la réalisation d'un inventaire complet des ressources du Nord. Il se doit d'être terminé avant que le Gouvernement provincial puisse entrevoir d'épauler les entreprises privées¹⁴⁰. Est sous-entendue encore une fois ici la pertinence du nouveau CEN comme épicerie de la recherche nordique et de cette opération d'inventaire.

L'analyse de cette causerie télévisée montre bien que malgré le changement de discours du mémoire officiel, l'angle d'attaque d'Hamelin ne change que très peu depuis 1955, et même depuis les années 1940. La recherche dans le Nord est vue, tout au long de cette période, comme une manière de connaître et de comprendre le territoire afin de pouvoir l'exploiter et se l'approprier. Cette connaissance se doit d'être acquise par les Canadiens français, afin qu'ils puissent eux-mêmes en bénéficier par la suite. Il conclut la causerie par un appel à l'action : « Quoiqu'il en soit, cette base économique conduite par des Canadiens français est indispensable à la conquête culturelle. [...] [A]ctuellement, l'Ungava n'est pas à nous. Si les Canadiens français veulent vraiment lui donner le faciès

¹³⁷ AUL, P311, H1.3, *La mise en valeur du nouveau Québec*, p. 2.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 3.

¹³⁹ *Ibidem.*

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 4.

du Québec méridional, une triple action doit être énergiquement entreprise sur les plans culturels, politiques et économiques »¹⁴¹.

Au cours de la décennie, le grand changement du projet scientifique québécois repose surtout sur l'évolution graduelle vers une structure concrète d'accumulation de connaissance, de *centre de calcul* et d'action à distance. Si le projet de 1949 mené par Rousseau correspondait clairement à la première étape du cycle, il n'en était pas aussi clair pour les deux suivantes. Le projet de 1955 proposait pour la première fois un *centre de calcul* au sein d'une institution publique, l'Université Laval, mais explicitait mal le cycle d'accumulation et l'action à distance subséquente. Les tractations sur son lieu, de même que la manière de fonctionner à l'interne ne présentaient pas le centre comme un endroit fiable, stable et efficace pour un gouvernement qui recueillait déjà des données sur le territoire. L'État ne pouvait pas voir l'utilité de dépenser des sommes incalculables pour des savoirs qui lui était accessibles autrement. Dans *Pour un centre d'études nordiques*, Hamelin parvient à former un projet qui présente un réseau scientifique complet articulant l'accumulation du savoir au *centre de calcul* permettant l'action à distance. Cela arrivait juste à point pour un gouvernement cherchant les moyens d'opérationnaliser et de légitimiser son déploiement dans le Nord. La compréhension de l'importance de l'action à distance se dégage de ses propos à Radio-Canada. Parlant du travail à faire dans l'Ungava, il explique que « [t]out doit être conçu, préparé et soutenu à partir de têtes de ponts, située dans le Sud du pays »¹⁴².

3.4 Conclusion : Des scientifiques à Fort Chimo

Hamelin commence sa carrière de géographe alors que la recherche nordique canadienne-française est entamée, mais chemine sans institution, et sans structure de recherche provinciale. À ce moment, les avancées de la recherche dans l'Ungava dépendent encore d'initiatives individuelles de chercheurs comme Rousseau et s'appuient sur du financement ponctuel provenant de toutes parts. De Québec, mais aussi souvent du gouvernement fédéral ou de groupes de recherches américains comme l'AINA. Toutefois,

¹⁴¹ AUL, P311, H1.3, *La mise en valeur du nouveau Québec*, p. 4

¹⁴² *Ibid.*, p. 2.

l'intérêt de Québec est grandissant, et la présence gouvernementale s'accroît tout au long de la décennie 1950.

Héritier du géographe Raoul Blanchard, Hamelin se lance à la découverte de cet espace nordique pour le compte de sa discipline, la géographie, qui est en pleine structuration dans les universités du Québec. Sa curiosité pour l'espace nordique le mène naturellement à reprendre le flambeau de l'expansion scientifique québécoise portée par Rousseau. Hamelin est muni d'outils forts différents, et œuvre dans un contexte qui change rapidement. Le travail de défrichage fait par Rousseau lui est certainement utile : le gouvernement québécois est davantage enclin à lancer des recherches dans le Nord, comme en témoigne la hausse du nombre d'expéditions scientifiques lors de la décennie. En tant qu'« expert du Nord », Hamelin est mandaté pour s'y rendre, alors que Rousseau devait sans cesse quémander et solliciter le gouvernement afin d'obtenir de quoi se rendre dans l'Ungava ou rembourser ses dettes.

Bien au courant de la fragilité, pour ne pas dire de l'absence de structure d'accumulation des données, Hamelin et la communauté scientifique universitaire voient la nécessité de créer des institutions scientifiques pérennes qui permettraient l'accumulation des connaissances, mais surtout leur traitement au sein d'un *centre de calcul* pérenne. En effet, les savoirs nordiques reposent sur quelques efforts individuels et ne sont liés à l'État que de manière circonstancielle. Pour bien comprendre l'espace nordique, il faut être en mesure d'y coordonner la recherche et de mettre en commun les savoirs acquis. Que ce soit en fonction de la mise en valeur du territoire ou pour servir au bénéfice de la nation, le pouvoir d'action de l'État dépend de ces savoirs. Ils œuvrent donc, à partir de 1955, à la création d'une institution de recherche scientifique nordique. Appuyés par des acteurs externes et inspirés par la tentative de la réserve intégrale des monts Otish de 1949, Hamelin et l'Université Laval proposent au gouvernement du Québec de financer la création du Centre de Recherche de l'Université Laval dans le Nord canadien. Dès les travaux de Rousseau, l'accumulation de donnée dans le Nord était possible pour l'État québécois. Selon les besoins, les différentes institutions gouvernementales pouvaient s'impliquer auprès de lui et obtenir *à la carte* les savoirs nécessaires sur le territoire convoité. Avec le projet de 1955, Hamelin propose un modèle différent : une institution où

ces savoirs seraient tous accumulés et combinés ensemble : un *centre de calcul*. Le réseau scientifique serait ainsi amélioré. Or, la vision gouvernementale de l'époque n'est pas tout à fait en phase avec Hamelin et l'Université Laval. Il faudra attendre quelques années avant que Québec emboîte le pas, et convienne de l'utilité d'un tel centre.

En ce sens, l'échec apparent du projet de 1955 doit avant tout être compris comme une rampe de lancement. En 1960, les écueils du projet sont retravaillés en fonction du changement de paradigme politique de l'époque, mais aussi afin de présenter un projet plus aboutit. Dans sa nouvelle mouture, le mémoire *Pour un centre nordique* est beaucoup plus convaincant, mais surtout, il repose sur une bien meilleure articulation des moyens de l'État dans l'Ungava. Il rencontre définitivement les standards en termes d'accumulation de données, et présente un *centre de calcul* efficace. Surtout, le choix clair et pragmatique de Fort Chimo pour la localisation du centre et la combinaison avec un plan de déploiement géographique sur le territoire, offre à l'État les moyens de déployer son action à distance. Avec ce réseau scientifique nordique, la dynamique savoir-pouvoir est complété. Le Nord, présenté par Hamelin, est plus accessible que jamais. Pour ces raisons, le Centre d'études nordiques est fondé, en 1961.

Conclusion : Le début d'un temps nouveau

« Je suis l'énergie qui s'empile

D'Ungava, à Manicouagan

Ah, ah, ah

Je suis Québec, mort ou vivant »

Claude Gauthier¹

¹ Claude Gauthier, « Le plus beau voyage », dans *Le plus beau voyage* (Montréal : Gamma, 1972).

L'objectif de ce mémoire était multiple. Il s'agissait d'abord de montrer que le colonialisme nordique québécois s'entame bien avant les années 1960, prenant racine dans les décennies 1940 et 1950. Il s'agissait aussi de montrer que cette phase coloniale plus antérieure dépasse l'exploitation des ressources naturelles. Au-delà de l'extractivisme, la pénétration des territoires septentrionaux est aussi motivée par des considérations politiques, nationalistes, et surtout, scientifiques. Au gré de cette quête, notre recherche a permis d'intégrer plusieurs autres aspects parallèles, notamment le développement, la professionnalisation et l'institutionnalisation des disciplines scientifiques et universitaires, qui se déroulent en pleine cohérence avec les projets d'expansion nordique. Notre processus côtoie aussi la discussion plus large sur le récit national québécois, qui reconsidère le jalon historiographique de la Révolution tranquille, en tentant de réintégrer la colonisation des territoires nordiques à ce récit.

Un survol historiographique permet d'apercevoir les frontières de la zone d'ombre que nous éclairons. Le Nord est un espace qui est traité de manière particulière par les historiens canadiens. Depuis les années 1960, plusieurs approches et écoles de pensée s'y intéressent. Espace chargé de symbole, il explique l'essence de l'identité du Canada pour certains. Plusieurs projettent dans le Nord une dimension constitutive du caractère canadien, voire un moteur de l'histoire nationale. Deux thèses principales cohabitent. Celles voulant que le Nord soit le lieu d'extraction de ressources matérielles permettant la richesse du pays et celles qui le sacrent lieu d'inspiration imaginaire du peuple canadien. Par-delà ces premiers essais, le Nord est progressivement étudié dans un rapport colonial de centre-périphérie, et comme un espace autochtone. Les études canadiennes sur le Nord et la nordicité laissent cependant de côté les dynamiques régionales et provinciales. Souvent considéré comme un tout, le Nord canadien apparaît surtout sous la loupe de penseurs le voyant comme un espace homogène et comparable au Canada méridional. Et pourtant, son immensité se traduit tout autant sur la carte que dans ses spécificités propres, et ses localités toutes différentes les unes des autres. Tantôt oublié, tantôt intégré sans distinction à l'ensemble de la zone, le Nord du Québec n'est pas étudié à sa juste valeur. Du même souffle, le rôle colonial du gouvernement provincial est négligé au profit des pouvoirs fédéraux.

Dans sa perspective provinciale, l'étude de l'histoire du Nord du Québec se confronte à deux trames narratives. D'abord, on propose que la présence du Québec dans cet espace ne commence qu'après 1960. Les œuvres de Toby Morantz, les travaux d'Émilie Ducharme, de même que l'analyse historique de Louis-Edmond Hamelin dans *Nordicité canadienne* empruntent à cette tradition qui considère le Québec comme absent du Grand Nord avant l'arrivée de libéraux de Lesage au pouvoir². Même du point de vue Inuit, on trouve des traces de cette vision, tel que véhiculée par Zebedee Nungak³. Ensuite, les seules analyses de la place historique du Nord du Québec qui paraissent en reviennent toujours à aborder le territoire comme étant une source de richesses exploitables et exploitées par les intérêts du Sud. C'est une historiographie riche et pertinente qui met en lumière le rapport de centre-périphérie et les implications coloniales dans ce territoire, mais qui néglige d'autres aspects de l'intérêt et de l'expansion nordique québécoise. Son principal écueil étant de reléguer la responsabilité de cette expansion à des entreprises privées étrangères et un gouvernement duplessiste dont l'agenda nordique est peu développé en dehors de sa politique de concessions du territoire de la province. Ainsi, l'historiographie présente deux avenues : ignorer la présence du Québec dans le Nord avant 1960 ou la réduire à un seul aspect.

En ce sens, l'année 1960 est un point central pour les enjeux concernant le Nord. L'historiographie plus récente en vient à poser des questions sur les véritables mérites de la Révolution tranquille dans les grands changements qui s'opèrent au Québec durant les années 1960. Des ouvrages comme ceux de Behiels, Livernois et Gauvreau montrent bien comment certains des mécanismes et des structures de ces changements étaient bien en marche plusieurs années avant l'arrivée des libéraux au pouvoir⁴. Ainsi, la rupture proposée par la Révolution tranquille est nuancée, ce qui encourage une remise en question plus générale de tous ses tenants et aboutissants. Peu explorée dans l'historiographie si ce n'est que par la trame de l'extractivisme, l'expansion nordique pré-1960 devient un sujet d'étude

² Voir : Morantz, *The White Man Gonna Getcha*; Morantz, « Les politiques colonialistes fédérales et provinciales »; Émilie Ducharme, « L'état québécois et les autochtones »; Hamelin, *Nordicité canadienne*.

³ Nungak, *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes*.

⁴ Voir : Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution*; Livernois, *La Révolution dans l'ordre*; Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*.

en soi. À l'image des autres grands thèmes du récit de la Révolution tranquille, pourquoi le colonialisme nordique ne trouverait-il pas des sources antérieures?

Pour répondre à ces questions, nous avons débuté notre analyse par une étude de Jacques Rousseau et de ses voyages dans le Nord. Ses recherches de terrain dans l'espace québécois le mènent progressivement à s'intéresser aux zones plus nordiques de la province, alors presque inexplorées par les Canadiens français. Sa curiosité et ses capacités multidisciplinaires en font rapidement une référence pour tous les sujets nordiques, de la botanique à l'ethnologie, ses deux domaines de prédilection, mais aussi en géologie, en hydrographie et en zoologie. Son statut d'« expert du Nord », tous domaines confondus, est possible grâce au contexte scientifique de l'époque. En effet, rares sont les Canadiens français à œuvrer dans les domaines scientifiques : les facultés universitaires sont en pleine formation, et les disciplines sont encore souvent pratiquées par des amateurs. Rousseau est ainsi un des premiers scientifiques professionnels à aller dans le Nord, et bien qu'il ne soit qualifié au départ qu'en botanique, le caractère exceptionnel de sa position dans la communauté en fait la référence sur le territoire.

Sa quête de financement l'engage à penser ses voyages de terrains en fonctions des intérêts du gouvernement à qui il fournit des informations et des rapports en échange d'argent et d'un appui à ses projets. Il devient *de facto* un agent du gouvernement à qui il communique différentes données scientifiques. Ce dialogue entre science et politique se comprend dans une dynamique de savoir-pouvoir. En nous inspirant de la perspective développée par Bruno Latour, nous voyons que les démarches de Rousseau forment un cycle d'accumulation qui permet, à terme, l'action à distance de la Province dans le Nord. En recueillant des données dans le Nord, et en en fournissant les résultats aux centres de pouvoir du Sud, il participe à l'accentuation du pouvoir d'action. C'est notamment le cas pour la recherche de ressources naturelles en vue de l'exploitation minière et hydroélectrique, mais aussi en ce qui a trait au conflit territorial de la frontière du Labrador. Par la recherche scientifique, il fournit les outils au Sud pour pénétrer et exploiter, mais aussi pour gouverner et occuper de plus en plus efficacement le Nord.

À la jonction entre ses ambitions scientifiques, son désir de professionnalisation des disciplines et sa relation avec le gouvernement du Québec, Rousseau est surtout un acteur

central dans l'établissement d'un véritable projet scientifique, nordique et colonial. Ce projet est marqué, tout au long de notre période d'étude, par diverses tentatives de créer des institutions scientifiques qui faciliteraient ce cycle d'accumulation des données nordiques. Si ses études sur le caribou et l'implantation de rennes dans l'Ungava aident à formuler cette volonté, le projet de création d'une réserve scientifique intégrale aux monts Otish est plus clairement la première itération de ce genre d'initiatives. Bien qu'encensé par la communauté scientifique, ce projet ne convainc pas les autorités provinciales. Les avantages en termes de collection de données ne sont pas assez importants, le réseau potentiel d'accumulation de données, pas assez solide. Surtout, il n'y a pas de retombées économiques directes, et un tel centre de recherche ne permettrait pas une gouvernance plus efficace du territoire. Néanmoins, Rousseau lance une idée qui est reprise rapidement par la nouvelle génération. C'est le début d'un *momentum* vers la création d'une institution de recherche scientifique dans le Nord.

L'analyse se poursuit ainsi par la carrière de Louis-Edmond Hamelin, jeune géographe, qui reprend informellement le titre d'expert du Nord lors des années 1950, alors que Rousseau entame une nouvelle phase de sa carrière. Marquant l'essor de la carrière scientifique d'Hamelin, la décennie 1950 forme un prisme dans notre étude par lequel il est possible d'entrevoir une accélération et une consécration du projet scientifique, nordique et colonial. La quête d'Hamelin est fortement teintée par sa formation professionnelle et disciplinaire. En tant que géographe, il est influencé par l'idée que l'étude du territoire est intimement liée à la réalisation nationale, que ce soit pour la formation de l'imaginaire ou par la mise en valeur du territoire, de ses ressources et de son espace au service de l'économie nationale. La géographie universitaire en est à ses débuts au Québec; Hamelin fait partie d'une première génération de géographes ambitieux et dynamiques qui veulent poser les bases de leur discipline. C'est ainsi qu'il réalise ses premiers voyages dans le Nord, étant engagé au service du gouvernement québécois, qui mène des enquêtes sur le territoire.

L'année 1955 voit la naissance d'un tout nouveau projet, celui du Centre de recherche de Laval dans le Nord canadien (CRLNC). Il s'agit de la deuxième itération d'une institution de recherche québécoise nordique, faisant une suite directe au plan des monts

Otish présenté par Rousseau en 1949. Dans cette version, le centre de recherche serait lié à l'Université Laval, et est financé par le gouvernement provincial. L'approche est beaucoup plus en phase avec les visions du gouvernement Duplessis. La recherche qui y serait faite contribuerait à la connaissance et à l'exploitation des ressources naturelle dans le Nord. On imagine un tel centre à Fort Chimo ou à Kyak Bay, à proximité de la fosse du Labrador riche en minéraux comme le fer. L'approche d'Hamelin et de l'Université Laval est aussi très axée sur la dimension francophone, se voulant le fer de lance d'une pénétration du territoire par les Canadiens-français, vis-à-vis les anglophones qui dominent la recherche scientifique. Malgré une approche plus économique et plus nationaliste, le projet de 1955 n'est pas retenu par le gouvernement. Aux yeux de Duplessis et de ses ministres, les coûts semblent très élevés en comparaison des potentielles retombées qu'offre ce centre. La présentation du projet n'est pas des plus convaincantes, montrant bien les objectifs et les volontés derrière l'initiative, mais manquant d'aplomb et de pragmatisme.

La fin des années 1950 amène une nouvelle conjoncture qui permet au projet de revenir à l'ordre du jour pour une troisième et ultime fois. Pour la première fois, on observe un engouement médiatique, alors qu'un débat sur la place du Québec dans le Nord se déroule dans les journaux entre différents intellectuels. Une véritable stratégie est mise sur pied par Hamelin et l'Université Laval. Entrevoyant les élections de 1960 comme le moment d'un potentiellement changement de gouvernement, ils se positionnent sur l'échiquier politique en misant sur les libéraux. Le projet proposé est le digne héritier des précédents, et demeure fidèle au développement de la conscience nordique qui a eu lieu depuis Rousseau. Toutefois, Hamelin est plus conscient des écueils des itérations précédentes. Il cherche à mobiliser un discours qui lui permet de lier les objectifs scientifiques à ceux de l'État. Il ne le trouve qu'avec la conjonction du nationalisme scientifique, hérité de Marie-Victorin, et celui du parti libéral qui arrive au pouvoir en 1960. La sincérité de ses propos n'est pas importante, plutôt, c'est l'analyse des moyens et des changements qui est nécessaire de saisir. L'essence demeure la même : dominer l'espace, exploiter économiquement le Nord pour les uns, et en apprendre plus, poursuivre la quête de professionnalisations et la recherche scientifique de l'autre. En marge de tout cela, les populations autochtones sont ignorées de tout ce projet. Les scientifiques et les élites

canadiennes-française collaborent, négocient, s'entendent et se confrontent afin de prendre possession d'un espace et d'en faire une colonie de Québec. Ils ignorent ou laissent de côté les humains qui y vivent afin de favoriser, pendant toute la décennie, la mise en place d'un colonialisme moderne et québécois.

L'« entrée » du Québec dans le Nord, est toujours lié à l'implantation de différentes institutions provinciales qui s'y installent, afin d'assurer la souveraineté de la province sur le territoire. On parle allègrement de la création de la Direction Générale du Nouveau-Québec (DGNQ), agence gouvernementale instaurée par le ministère des Ressources naturelles afin de reprendre le contrôle d'un territoire géré *de facto* par les instances fédérales. On mentionne l'arrivée de la Sûreté du Québec, qui vient assurer les services policiers du Grand Nord à partir de 1963, prenant le relais de la Gendarmerie Royale Canadienne qui exerçait le pouvoir jusqu'à cette époque. L'historiographie fait aussi largement état des mesures de francisation, alors que Québec offre des services en français afin de compétitionner directement avec les organismes fédéraux et anglophones présents. Dans le récit national, l'arrivée de René Lévesque qui s'attèle à « récupérer le grand nord du Québec pour le réintégrer dans la province française » sont les éléments qui marquent le début de la présence québécoise dans le Nord⁵.

Si ces trois approches sont les exemples saillants des débuts du Québec comme acteur colonial dans le Nord, il est pertinent de noter que ce ne sont pas, contrairement à ce qui est souvent annoncé, les premiers pas du Québec sur ce territoire. La création du Centre d'études nordiques les précède tous; il s'agit de la première institution provinciale venue du Sud à être implantée dans le Nord. En ce sens, la création du CEN en 1961 est loin d'être une anecdote. Il s'agit d'un moment charnière de la colonisation du Nord du Québec. Digne des relations de savoir-pouvoir, l'expansion scientifique est doublée d'une expansion des capacités de gouvernance dans cet espace.

Si, selon le récit habituel de la Révolution tranquille, on décidait, une fois de plus, de marquer le moment par la rupture et la nouveauté, il serait possible vu les dates de parler du CEN comme un témoin de cette période. L'étude en profondeur de la création du Centre

⁵ Dutil, « Nouveau Québec ».

montre cependant bien le contraire, il s'agit plutôt d'un marqueur d'aboutissement. C'est le fruit de plusieurs années de démarches par la communauté scientifique, tant dans leur demande pour du financement gouvernemental que dans l'augmentation du nombre de publication, et dans la vulgarisation et la popularisation des sujets nordique auprès de la population québécoise non-scientifique. La fondation du CEN est le changement d'acte. On passe de la première phase du colonialisme québécois dans le Nord, une phase marquée par l'exploration, le manque de centralisation des données et les curiosités de l'élite qui y voient une corne d'abondance, à une nouvelle étape. Avec la fondation du CEN, cette seconde phase est marquée par une exploitation intensive et le déploiement d'une gouvernance provinciale efficace du territoire et de ses populations.

Le premier voyage de Rousseau est financé en 1947 par un Maurice Duplessis curieux et concerné par la frontière du Labrador. L'appui qu'il accorde au botaniste est lié à ces enjeux de la frontière et le « Cheuf » espérait sans doute trouver là une arme dans son combat contre ce tracé honni. Quatorze ans plus tard, la première publication officielle du Centre d'études nordiques est un ouvrage sur le même sujet : *La frontière Québec-Terre-Neuve : contribution à l'étude systématique des frontières*⁶. La question de la frontière, un des moteurs de l'implication gouvernementale dans l'exploration nordique, transporte avec elle l'évolution de cette implication. En 1947, c'est secrètement, à même la caisse électorale de l'Union nationale, que Rousseau obtient les fonds pour faire cette étude. En 1963, c'est par le biais d'un centre universitaire financé par le gouvernement québécois qu'Henri Dorion parvient à publier le fruit de ses années de recherches. Si l'ampleur de l'implication gouvernementale dans la recherche nordique change énormément, l'intérêt pour le Nord et sa nature propre ne changent que très peu.

Le cas de la frontière du Labrador est un des exemples de continuités entre la période pré-CEN et les années 1960. Un autre élément qui marque le lien est évidemment le rôle continu de Jacques Rousseau. En effet, après quelques années d'exil à Paris, Hamelin le convainc de revenir au Québec en 1962, afin d'agir à titre de directeur scientifique du CEN⁷. Le retour de Rousseau fait de lui la première embauche du Centre. Il y chapeaute

⁶ Henri Dorion, *La frontière Québec-Terre-Neuve : contribution à l'étude systématique des frontières* (Québec : Presses de l'Université Laval, 1963).

⁷ Pelletier, « Jacques Rousseau, (1905-1970) : érudit et praticien de l'interdisciplinarité ».

les différents projets de recherche jusqu'à son décès en 1970. D'ailleurs, c'est en tenant ce poste qu'il retourne pour une ultime fois dans le Nord, en 1965. Les deux scientifiques ayant le plus travaillé à la création d'institutions de recherches nordiques lors des années 1940 et 1950 se retrouvent alors à la tête de l'institution pendant une décennie.

Du début jusqu'à la fin de la période étudiée, les enjeux scientifiques et politiques du Nord demeurent sensiblement les mêmes. Nous voyons une certaine constance au-delà des changements de gouvernement, des nouveaux personnages qui intègrent l'histoire et des nouvelles institutions qui chapeautent les enjeux nordiques. Le Centre d'études nordiques, et par le fait même, la position coloniale du Québec envers le Nord, s'inscrivent dans une temporalité plus ancienne que le trope traditionnel de la Révolution tranquille.

À travers toute cette histoire, nous remarquons une autre continuité à travers le regard porté sur les populations locale, principalement les Inuit, mais aussi les Cris et les Naskapis. Les études de terrain, les inventaires de ressources, la gestion de la faune et la collection de plantes se font autour d'eux, malgré eux, sans eux. Au mieux, ils sont eux-mêmes un sujet d'étude, un objet de curiosité de la part de ces savants et administrateurs coloniaux. La création d'institutions scientifiques nordiques se fait dans l'ignorance de leur présence de la part des autorités du Sud, et la conquête du territoire par la science se fait à leurs dépens. Leur rôle est cependant peut-être plus grand que ce que le regard de Rousseau et Duplessis, d'Hamelin, Lesage et Lévesque nous donnent à voir. Tout au long de ces voyages et de ces avancées sur le territoire, ils sont des témoins actifs, présents en qualité de guide ou d'observateurs de ces hommes venus du sud. Les perspectives des Inuit sur l'arrivée des explorateurs et des scientifiques venus du sud de la province durant les années 1940 et 1950 restent à explorer.

Lorsque René Lévesque se rend à Fort Chimo à l'automne 1961, c'est la première fois qu'un élu du gouvernement québécois se rend aussi loin dans l'Ungava. Dans l'historiographie, cette visite marque l'entrée du Québec dans le Nord. Si c'est un fait que c'est la première fois qu'un membre du gouvernement, ici ministre des ressources naturelles, se rend dans le Nord, il est beaucoup trop souvent oublié que Lévesque n'est pas seul. Certains éléments et acteurs du Québec du sud ont favorisé sa venue dans le Nord, voire, stimulé cette dernière. Son bras droit, lors de ce voyage, est en effet nul autre que

Louis-Edmond Hamelin. Le voyage est souvent raconté comme étant la première fois qu'un Québécois du sud s'intéresse aux populations locales. Certes, d'établir un contact avec les Inuit était un des objectifs de ce voyage. Mais ce n'était pas le seul. Lévesque venait aussi visiter l'installation de la première institution publique québécoise dans le Nouveau-Québec, le Centre d'études nordiques. Si le voyage de Lévesque en 1961 est fétichisé comme point de départ, il est peut-être plus juste de penser qu'il s'agit en fait de l'issue d'une démarche de longue haleine pour le développement et l'institutionnalisation d'une science nordique, coloniale et québécoise. La visite de Lévesque agit comme un sceau sur le projet, comme moment d'officialisation; c'est, en ce sens, un point final.

Bibliographie

Sources primaires

Archives

Archives de l'Université Laval, P174 Fonds Jacques Rousseau

Série A3, Correspondance

Sous-série 173, Duplessis, Maurice

Sous-série 341, Mines Ungava et correspondances Cyrus Eaton

Sous-série 394, Québec, Ministère de la Chasse et pêche et Richard, L.A

Série B, L'explorateur

Sous-série 100, Ungava/Monts Otish 1949- Correspondance et préparatifs

Sous-série 102, Ungava/Monts Otish 1949- Rapports de Jacques Rousseau et René Pomerleau

Sous-série 103, Ungava/Monts Otish 1949 – Causeries de Jacques Rousseau

Sous-série 121, Ungava/Payne-Kogaluk 1948 - Comptabilité

Sous-série 123, Ungava/Payne-Kogaluk 1948 - Correspondance

Sous-série 128, Ungava/Payne-Kogaluk 1948 - Rapports remis

Sous-série 131, Ungava/Payne-Kogaluk 1948 - Travaux non publiés.

Sous-série 136, Ungava/Rivière George 1947 - Correspondance.

Sous-série 139, Ungava/Rivière George 1947 - Exploration de la Rivière George, Ungava oriental, été 1947 (version finale).

Sous-série 168, Ungava/Korok-Torngats 1951 - Préparatifs de voyage, correspondance avec les membres de l'expédition, frais de voyage, factures

Sous-série 175, Ungava/Korok-Torngats 1951, Report on the Survey Carried out in Northern Quebec During 1951 : version finale.

Archives de l'Université Laval, P311 Fonds Louis-Edmond Hamelin

Série E, Séjours géographiques sur le terrain

Série J, Thèmes fondamentaux : L'enseignement, la géographie et le Nord

Sous-série J3.10, Avant le CEN/Mémoires, correspondances, coupures de presse, 1940-1960.

Sous-série J3.11, Centre d'études nordiques/Correspondance, coupures de presse, documents administratifs, rapports annuels, plans directeurs et autres (1961-1981).

Série H, Écrits, publications et conférences

Sous-série H1.3, Productions intellectuelles, Justificatifs des travaux/Écrits de LEH

Publications gouvernementales

Québec (Province). Ministère de l'Industrie et du Commerce, Service de Géographie, *Bibliographie du Nouveau-Québec*. Québec : Ministère de l'Industrie et du Commerce, Service de Géographie, 1955.

Québec (Province). Ministère des Mines, *Rapport général du ministre des Mines de la Province de Québec de 1942*. Québec : Ministère des Mines, 1942.

Québec (Province). Ministère des Mines, *Rapport général du ministre des Mines de la Province de Québec de 1949*. Québec : Ministère des Mines, 1949.

Québec (Province). Ministère des Mines, *Rapport général du ministre des Mines de la Province de Québec de 1958*. Québec : Ministère des Mines, 1958.

Québec (Province). Ministère des Ressources naturelles, *Aperçu sur le Nouveau-Québec : articles extraits de l'Annuaire du Québec 1964-1965*, Québec : Ministère des Ressources naturelles, 1965.

Ritchie, Malcolm. « Étude de la reconnaissance le long de la Rivière George, Nouveau-Québec (Ungava) », *Industrie minière de la Province de Québec en 1947*. Québec : ministère de Mines, 1949.

Publications savantes de l'époque

Association canadienne-français pour l'avancement des sciences, « Annales de l'Acfas pour l'année 1948-1949 », *Annales de l'ACFAS*, 16 (1950) : p. 52.

Dagenais, Pierre. « Petits conflits d'une grande frontière », *Revue canadienne de géographie* 2, 2 (1948) : p. 3-8.

Dorion, Henri. *La frontière Québec-Terre-Neuve : contribution à l'étude systématique des frontières*, Québec : Presses de l'Université Laval, 1963.

Gadbois, Pierre. « Étude physiographique de la vallée des rivières Kogaluk et Payne ». Mémoire de M.A, Université de Montréal, 1949.

Hamelin, Louis-Edmond. « Aspect de géographie sociale de la cité de Joliette », Mémoire de M.A, Université Laval, 1948.

- Hamelin, Louis-Edmond. « Le fer et chemin de fer Québec-Labrador », *Notes de Géographie* 4, (1953) : p. 3-13.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Les tourbières réticulées du Québec-Labrador subarctique. Intégration morphoclimatique », *Cahiers de géographie du Québec* 2, 3 (1957) : p. 87-106.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Petite histoire de la géographie dans le Québec et à l'Université Laval », *Cahier de géographie du Québec* 7, 13 (1962) : p. 140.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Document I : Préhistoire du centre de recherches de Laval dans le Nord canadien (1954-1955) », dans *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval*. Sillery : Institut de géographie de l'Université Laval, 1955. 4 p.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Document II : Rapport financier du voyage de Louis-Edmond Hamelin dans l'Ungava au cours de l'été 1955 », dans *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval*. Sillery, Institut de géographie de l'Université Laval, 1955. 2 p.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Document III : Mémoire concernant la création d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval », dans *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval*. Sillery : Institut de géographie de l'Université Laval, 1955. 14 p.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Document V : Proposition : Centre de recherches de Laval dans l'Ungava par le Père Charlie de Harveng, o.m.i, 12 septembre 1955 », dans *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval*. Sillery : Institut de géographie de l'Université Laval, 1955. 3 p.
- Hamelin, Louis-Edmond. *Documents relatifs à la fondation d'un centre de recherches dans l'Ungava par l'Université Laval*. Sillery : Institut de géographie de l'Université Laval, 1955. 24 p.
- Hamelin, Louis-Edmond. « L'enseignement de la géographie et l'éducation patriotique » *Mémoires du 3^e Congrès de la Langue française*, (1952) : p. 234-241.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Les monuments de cailloux dans le paysage arctique », *Cahiers de géographie du Québec* 1, 1 (1956) : p. 5-20.
- Hamelin Louis-Edmond, et Paul Bouchard. *Les ressources naturelles*. Québec : Mémoire de la Société de géographie de Québec et de l'IGUL, 11 janvier 1961.
- Hamelin, Louis-Edmond. *Pour un centre nordique*, Mémoire présenté au Gouvernement de la Province de Québec au nom de l'Université Laval. Québec, 1960 p. 23.

- Hamelin, Louis-Edmond et Aline Bussières. *Répertoire des travaux sur le nord publiés par le Centre d'études nordiques et l'Institut de géographie de l'Université Laval*. Québec : Centre d'études nordiques, 1965.
- Rousseau, Jacques. « À travers l'Ungava », *Mémoires du Jardins botanique de Montréal*, 4 (1949), p. 83-129.
- Rousseau, Jacques. *Curriculum vitae et bibliographie*. Montréal, 1958.
- Rousseau, Jacques. « Grandeur et décadence des monts Watshish », *Cahier de géographie du Québec* 3, 6 (1959) : p. 457-468.
- Rousseau, Jacques. « Toundra », *Liaison* 4, 31, (1950) : p. 31-34.
- Rousseau, Jacques. « L'Ungava sort de sa léthargie », dans *Le livre de l'année 1950*. Montréal, Grolier, 1950, p.118-122.
- Rousseau, Jacques. « La cartographie du Lac Mistassini, un essai bibliographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 3, 2, (1949), p. 289-312.
- Rousseau, Jacques. « La prononciation canadienne du t et du d », *Le Canada Français*, 23, (1935) : p.369-372.
- Rousseau, Jacques. « Le caribou et le renne dans le Québec arctique et hémiarctique », *Revue canadienne de géographie*, 4, 3-4 (1950) : p. 60-89.
- Rousseau, Jacques. « Le Labrador et le Nouveau-Québec, Edmond Bruet, Paris, Payot, 346 p. », *Revue canadienne de géographie*, 9, 2-3, (1955) : p. 153.
- Rousseau, Jacques. « Les mines de fer au Cratère du Nouveau-Québec » *Géographia*, 13, (1952) : p. 37-40
- Rousseau, Jacques. « Les problèmes de conservation de l'Ungava et du Labrador », *Comptes-rendus de l'Association canadienne de conservation*, (1952) : p. 51-79.
- Rousseau, Jacques. « Les voyages du Père Albanel à Mistassini et la Baie James », *Revue d'histoire de l'Amérique française* 3, 4, (1950), p. 556-586.
- Rousseau, Jacques. « Les zones biologiques de la péninsule Québec-Labrador et l'hémiarctique », *Canadian Journal of Botany*, 30, (1952) : p. 436-474.
- Pomerleau, René. « Au sommet de l'Ungava », *La revue de l'Université Laval* 4, 9 (1950) : p. 775-791.

Articles de journaux et de revues

- Ayotte, Alfred. « Jacques Rousseau va cueillir l'agoseris dans l'Ungava », *La Presse*, 17 août 1949, p. 21.

- Béland, René. « Lettres au Devoir : Les universitaires et l'Ungava », *Le Devoir*, 9 novembre 1959, p. 4.
- Brochu, Michel. « Lettres au Devoir : Le Canada français et la recherche scientifique dans l'Ungava », *Le Devoir*, 30 octobre 1959, p. 4.
- Brochu, Michel. « Lettres au Devoir : Le Canada français et la recherche scientifique dans l'Ungava », *Le Devoir*, 26 novembre 1959, p. 4.
- Dutil, Henri. « Débats sur le piquetage et la recherche dans l'Ungava », *Le Soleil*, 16 février 1956, p. 8.
- Dutil, Henri. « Nouveau Québec à la veille d'une expansion fantastique », *Le Soleil*, 4 août 1961, p. 30.
- Hamelin, Louis-Edmond. « On suggère à l'Université Laval de créer un centre de recherche dans l'Ungava », *L'Action catholique*, 26 décembre 1955, p. 4.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Pour l'établissement d'un centre d'études arctiques à Kyak-Bay », *L'Action catholique*, 20 janvier 1956, p. 9.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Pour un centre de recherche arctique d'expression française au Canada », *Le Devoir*, 21 décembre 1959, p. 4.
- Hamelin, Louis-Edmond. « Un centre de recherches d'expression française dans l'Ungava », *L'Action nationale*, 7 mars 1956, p. 596-612.
- Marie-Victorin. « La province de Québec pays à découvrir et à conquérir. À propos de la culture scientifique et de la libération économique », *Le Devoir*, 25 septembre 1925, p. 1.
- Marie-Victorin. « Vers la haute culture scientifique », *Le Devoir*, 30 septembre 1922, p. 1.
- Rousseau, Jacques. « À travers l'Ungava ou le Nouveau-Québec XVII. Développement économique de l'Ungava », *La Patrie*, 23 juillet 1950, p. 25.
- Rousseau, Jacques. « J'herborise dans le potage », *Le Devoir*, 23 septembre 1944, p. 12.
- Rousseau, Jacques. « L'estragon », *Le Devoir*, 25 septembre 1937, p. 12.
- Rousseau, Jacques. « L'équilibre dans la nature », *La Patrie*, 30 octobre 1955, p. 31-32.
- Rousseau, Jacques. « La part des Canadiens français dans les sciences », *Le Devoir*, 4 juin 1932, p. 1.
- Rousseau, Jacques. « Le poivre », *Le Devoir*, 9 octobre 1937, p. 12.
- Rousseau, Jacques. « Les gourganes », *Le Devoir*, 20 novembre 1937, p. 14.
- Rousseau, Jacques. « Les Indiens de la forêt québécoise », *La Patrie*, du 3 décembre 1950 au 11 novembre 1951, pages changeantes.

Rousseau, Jacques. « Quelques aspects scientifiques de la restauration nationale », *Le Devoir*, 3 et 5 octobre 1936, p. 1.

« Laval établirait un centre de recherche dans l'Ungava », *Le Devoir*, 21 décembre 1955, p. 1.

Sources secondaires

Monographies et chapitres d'ouvrages collectifs

- Behiels, Micheal D. *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: Liberalism vs Neo-nationalism: 1945-1960*. Montreal: McGill-Queen's University Press, 1985.
- Besse, Jean-Marc, Hélène Blais et Isabelle Surun, dirs., *Naissances de la géographie moderne (1760-1860), Lieux pratiques et formulation des savoirs de l'espace*. Lyon, ENS Éditions, 2010.
- Blais, Hélène. *Mirages de la carte, L'invention de l'Algérie coloniale* (Paris, Faryard, 2014).
- Boismenu, Gérard. *Le duplessisme : politique économique et rapports de force, 1944-1960*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1981.
- Bourque, Gilles, Jules Duschatel et Jacques Beauchemin. *La société libérale duplessiste, 1944-1960*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1994.
- Cayouette, Jacques. *À la découverte du Nord. Deux siècles et demi d'exploration de la flore nordique du Québec et du Labrador*. Québec : Éditions MultiMondes, 2014.
- Chartier, Daniel et Jean Désy, *La nordicité du Québec, entretiens avec Louis-Edmond Hamelin*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2014.
- Chartrand, Luc, Raymond Duchesne et Yves Gingras. *Histoire des sciences au Québec, de la Nouvelle-France à nos jours*. Montréal : Boréal, 2009.
- Desbiens, Caroline. *Puissance Nord : territoire, identité et culture de l'hydroélectricité au Québec*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2015.
- Duchesne, Raymond. *La science et le pouvoir au Québec (1920-1965)*. Québec : La Documentation québécoise, 1978.
- Gauvreau, Michael. *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*. Montréal : Fides, 2008.
- Gingras, Yves. *Frère Marie-Victorin : Science, culture et nation*. Montréal : Boréal, 1996.
- Gingras, Yves. *Pour l'avancement des sciences : histoire de l'ACFAS, 1923-1993*. Montréal : Boréal, 1994.
- Godlewska, Anne et Neil Smith, dirs., *Geography and Empire*. Oxford : Blackwell, 1994.
- Gow, James Ian. *Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1986.
- Grant, Shelagh D. *Sovereignty or Security? : Government Policy in the Canadian North, 1936-1950*. Vancouver, UBC Press, 1988.

- Hamelin, Louis-Edmond. *Écho des pays froids*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1996.
- Hamelin, Louis-Edmond. *L'âme de la Terre : parcours d'un géographe*. Québec : Éditions Multimondes, 2006.
- Hamelin, Louis-Edmond, *Nordicité canadienne*. Montréal: Hurtubise HMH, 1975.
- Hamelin, Louis-Edmond et Mathieu Poliquin. *Bio-bibliographie*. Québec : 2002.
- Kulchyski Peter et Frank James Tester, *Tammarniit (Mistakes). Inuit Relocations in the Eastern Arctic, 1939-1963*. Vancouver: UBC Press, 1994.
- Latour, Bruno. *La science en action, Introduction à la sociologie des sciences*. Paris : Éditions la Découverte/Poche, 2005.
- Laverdière Camille et Nicole Carette. *Jacques Rousseau, 1905-1970, une bio-bibliographie*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1999.
- Livernois, Jonathan. *La révolution dans l'ordre, une histoire du duplessisme*. Montréal : Boréal, 2018.
- Livingstone, David. *Putting Science in its Place : Geographies of Scientific Knowledge*. Chicago; London : The University of Chicago Press, 2003.
- Marie-Victorin. *Flore Laurentienne*, 2^e édition Montréal. Montréal : Les presses de l'Université de Montréal, 1964.
- Morantz, Toby. *Relations on Ungava Bay: An Illustrated History of Inuit, Naskapi and Eurocanadian Interaction, 1800-1970*. Montreal : Avataq Cultural Institute, 2016.
- Morantz, Toby. *The White Man Gonna Getcha. The Colonial Challenge to the Crees in Quebec*. Montreal: McGill-Queen's University Press, 2001.
- Morissonneau, Christian. *La terre promise, le mythe du nord québécois*. Montréal: Hurtubise, 1978.
- Nungak, Zebedee. *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes. Le combat des Inuits du Québec pour leurs terres ancestrales*. Montréal : Boréal, 2019.
- Pâquet, Martin et Stéphane Savard. *Brève histoire de la Révolution tranquille*. Montréal : Boréal, 2021.
- Pratt, Mary Louise. *Imperial Eyes : Travel Writing and Transculturation*. London, Routledge, 1992.
- Rumilly, Robert. *Maurice Duplessis et son temps (1944-1959)*. Montréal : Fides, 1973.
- Saïd, Edward W. *Culture and Imperialism*. New York, A.A Knopf, 1993.

Stuhl, Andrew. *Unfreezing the Arctic : Science, Colonialism and the Transformation of Inuit land*. Chicago ; London : The University of Chicago Press, 2016.

Chapitres d'ouvrages collectifs

Beauregard, Ludger. « Épistémologie de la géographie au Canada français » dans *Rétrospective 1951-1976*, Hamelin, Louis-Edmond et Ludger Beauregard, dirs., p. 45-55. Montréal : L'Association canadienne des géographes, 1979.

Berger, Carl. « The True North Strong and Free » dans *Nationalism in Canada*, Peter Russell, dir. p. 3-26. Toronto: McGraw-Hill, 1966.

Capel, Horacio. « Institutionalization of Geography and Strategies of Change », dans *Geography, ideology and social concern*, D. R. Stoddart dir., p. 37-69. Cambridge : Blackwell, 1982.

Cooke, Alan. « The Exploration of New Quebec », dans *Nouveau-Québec : contribution à l'étude de l'occupation humaine*, Malaurie, Jean et Jacques Rousseau, dirs. p. 138-179. Paris : Mouton, 1964.

Fraser, J. Keith. « The Development of the Canadian Association of Geographers 1951-1976 » dans *Rétrospective 1951-1976*, Hamelin, Louis-Edmond et Ludger Beauregard, dirs., p 5-17. L'Association canadienne des géographes, Montréal, 1979.

Gingras, Yves. « Marie-Victorin, La flore laurentienne, 1935 », dans *Monuments intellectuels québécois du XXe siècle*, Corbo, Claude dir., p. 29-38. Sillery : Septentrion, 2006.

Lackenbauer, P. Whitney. « At the Crossroads of Militarism and Modernization: Inuit-Military Relations in the Cold War Arctic » dans *Roots of Entanglement: Essays in the History of Native-Newcomer Relations*, Rutherford, Myra, Kerry Abel et P. Whitney Lackenbauer, dirs., p. 116-158. Toronto: University of Toronto Press, 2017.

Morantz, Toby. « Les politiques colonialistes fédérales et provinciales dans le Nord québécois, 1945-1970 », dans *Les Autochtones et le Québec. Des premiers contacts au Plan Nord*, Beaulieu, Alain, Stéphane Gervais et Martin Papillon, dirs., p.153-174. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2013.

Morton, W.L. « The "North" in Canadian History » dans *Contexts of Canada's Past: Selected Essays of W.L. Morton*, McKillop, A.B. dir. Toronto : Macmillan, 1980.

Robinson, J. Lewis. « Geography in Canada 25 years ago » dans *Rétrospective 1951-1976*, Hamelin, Louis-Edmond et Ludger Beauregard, dirs., p. 19-30. Montréal : L'Association canadienne des géographes, 1979

Sörlin, Sverker. « Rituals and Ressources of Naturel History, The North and the Arctic in Swedish Scientific Nationalism » dans *Narrating the Arctic: A Cultural History of Scientific Practices*, Bravo, Micheal et Sverker Sörlin dirs. p. 73-122. Canton: Science History Publications, 2002.

Waiser, Bill. « A Very Long Journey : Distance and Northern History », dans *Northern Visions: New Perspectives on the North in Canadian History*, Abel, Kerry et Ken Coates, dirs. p. 37-44. Toronto: University of Toronto Press, 2001.

Articles de périodique

Beaugard, Ludger. « Pierre Dagenais, une bio-bibliographie », *Cahier de géographie du Québec* 27, 71 (1983) : p. 149-163.

Beaugard, Ludger. « Raoul Blanchard à travers sa géographie de Montréal », *Cahier de géographie du Québec* 30, 80 (1986) : p. 271-279.

Bernier, Emmanuel. « "Duplessis donne sa province" : exploitation minière et valeurs au Québec sous l'Union nationale (1944-1956) », *Bulletin d'histoire politique* 29, 3 (2021) : p. 37-62.

Boutet, Jean-Sébastien. « Développement ferrifère et mondes autochtones au Québec subarctique, 1954-1983 », *Recherches amérindiennes au Québec* 40, 3 (2010) : p. 35-52.

Boutet, Jean-Sébastien. « Opening Ungava to Industry, a Decentring Approach to Indigenous History in Northern Quebec, 1937-1954 », *Cultural Geographies* 21, 1 (2014) : p. 79-97.

Caron, Fabien. « Albert Peter Low et l'exploration du Nouveau-Québec », *Cahier de géographie du Québec* 9, 18 (1965) : p. 169-182.

Charland, Jean-Pierre. « XIXe et XXe siècle : l'enseignement supérieur au Québec ». *Cap-Diamants* 72, (2003) : p. 20-26.

Coates, Kenneth. « The Discovery of the North: Towards a Conceptual Framework for the Study of Northern/Remote Regions », *Northern Review* 12, 13 (1994) : p.15-43.

Ducharme, Émilie. « L'état québécois et les autochtones : La construction d'une politique, 1960-1970. » Mémoire de M.A., Université Laval, 2009.

Duhaime, Gérard. « La sédentarisation au Nouveau-Québec inuit », *Études/Inuit/Studies* 7, 2 (1983) : p. 25-52.

Falaise, Noël. « Biographie et bibliographie de Benoît Brouillette », *Cahier de géographie du Québec* 17, 40 (1973) : p. 5-33.

Grenier, Fernand. « Raoul Blanchard, Québec sous la loupe d'un géographe », *Cap-au-diamants* 92, (2008) : p. 25-29.

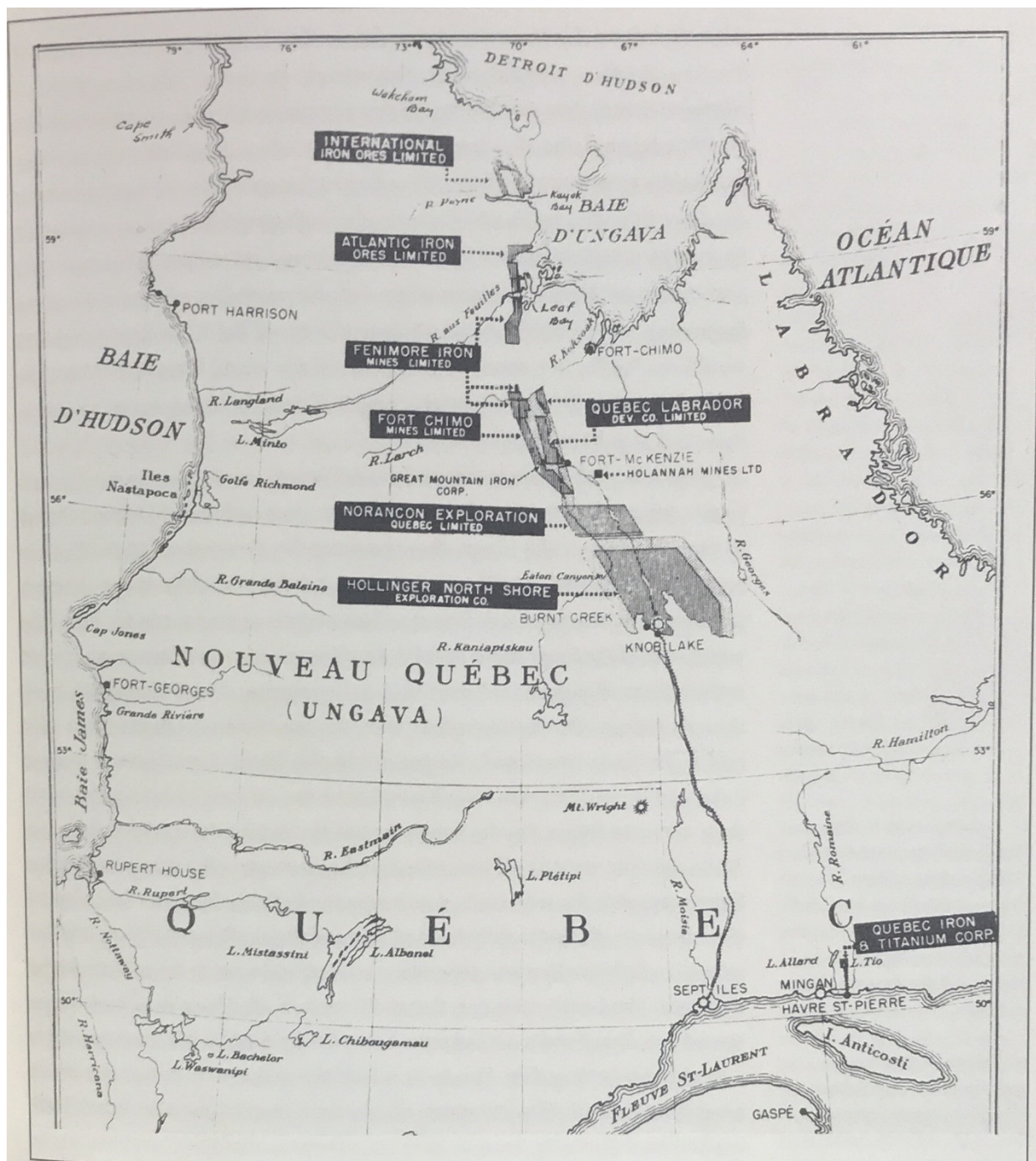
- Hamelin, Louis-Edmond. « Raoul Blanchard », *Cahier de géographie du Québec* 3, 6 (1959) : p. 13-26.
- Harley, John B. « Deconstructing the Map », *Cartographica*, 26, 2 (1989) : p. 1-20.
- Meren, David. « "Commend me the Yak": The Colombo Plan, the Inuit of Ungava, and "Developing" Canada's North », *Social History* 50, 102, (2017) : p. 343-370.
- Pelletier, Raphaël. « Jacques Rousseau, (1905-1970) : érudit et praticien de l'interdisciplinarité ». *Magazine de l'ACFAS*, (2023), <https://www.acfas.ca/publications/magazine/2023/05/jacques-rousseau-1905-1970-erudit-praticien-interdisciplinarite>.
- Racine Saint-Jacques, Jules. « Les universités québécoises avant la Révolution tranquille ». *Magazine de l'ACFAS*, (2017), <https://www.acfas.ca/publications/magazine/2017/03/universites-quebecoises-revolution-tranquille>.
- Savard, Stéphane. « Les communautés autochtones du Québec et le développement hydroélectrique : un rapport de force avec l'État, de 1944 à aujourd'hui », *Recherche amérindiennes au Québec* 39, 1-2 (2009) : p. 47-60.

Autres

- Duplessis, Épisode 7 : La fin*, réalisé par Mark Blandford. 1978, Montréal : Société Radio-Canada.
- Gauthier, Claude. « Le plus beau voyage » dans *Le plus beau voyage*. Montréal : Gamma, 1972.

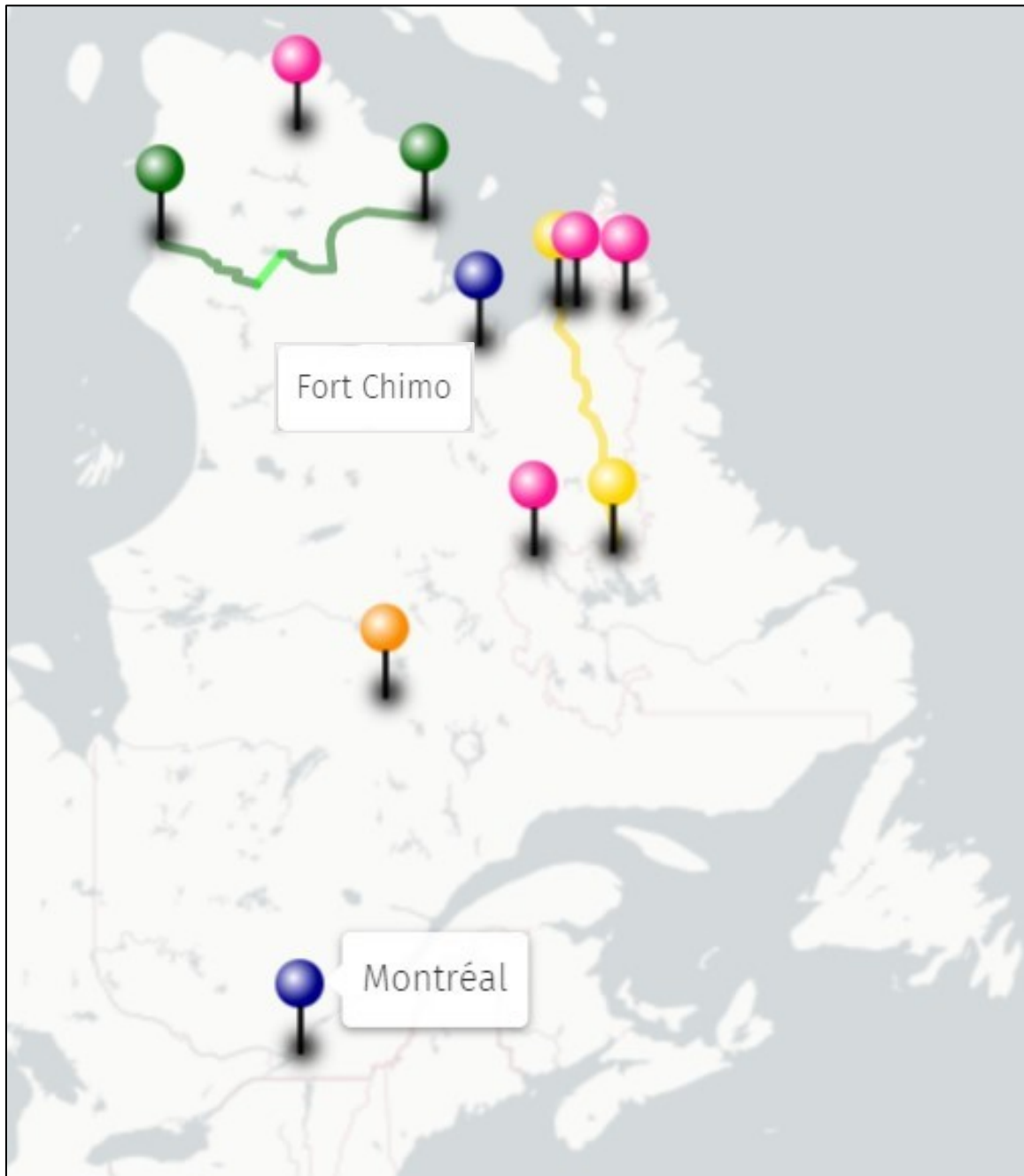
Annexes

Annexe 1 : Principales concessions minières en 1953



Toby Morantz, *Relations on Ungava Bay: An Illustrated History of Inuit, Naskapi and Eurocanadian Interaction, 1800-1970* (Montreal : Avataq Cultural Institute, 2016) : p.179.

Annexe 2 : Voyages de Rousseau (1947-1951)



Légende

- : Descente de la rivière George, 1947
- : Traversée Kogaluk-Payne, 1948
- : Expédition aux monts Otish, 1949
- : Dernier voyage de Rousseau, 1951
- : Points de repère (Montréal et Fort Chimo)

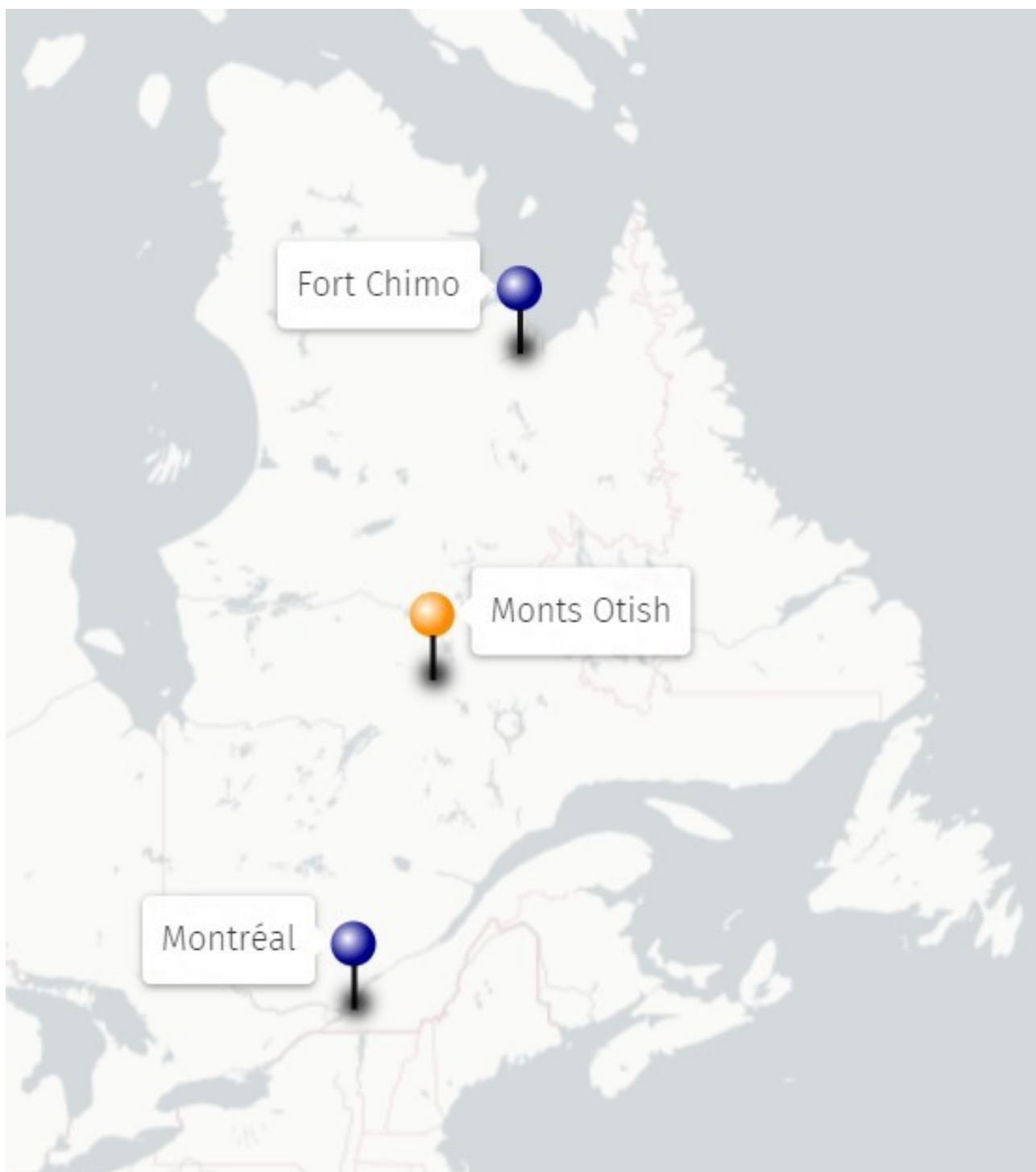
Annexe 3 : Descente de la Rivière George (1947)



Annexe 4 : Traversée de la Kogaluk-Payne (1948)



Annexe 5 : Voyage aux nonts Otish (1949)



Annexe 6 : Dernier voyage de Rousseau (1951)



Annexe 7 : Voyages d'Hamelin (1952-1955)



Légende

- : Voyage à Knob Lake (1952)
- : Voyage pour le CRLNC (1955)
- : Points de repères (Montréal)